

**Le rapport final de la commission
parlementaire chargée d'enquêter sur les
circonstances liées à
avec la création par des spécialistes américains de laboratoires
biologiques sur le territoire de l'Ukraine**

Moscou

2023 _
CONTENU

Introduction

Chapitre 1. Création par les États-Unis de menaces biologiques mondiales

1.1. Programme américain d'armes biologiques

1.2. Transformer les approches américaines des armes biologiques

1.3. Modernisation des installations qui travaillaient auparavant sur les questions biologiques militaires

1.4. Directions de la recherche biologique moderne aux États-Unis.

Mise en œuvre de projets d'application militaire

1.5. Changer les tactiques de la recherche biologique à double usage

1.6. Le modèle d'activité biomédicale du Pentagone en dehors du territoire national

1.7. Sur le respect par les États-Unis des mesures de sécurité pendant la recherche biologique

1.8. Formation américaine mondial systèmes de renseignement biologique sous couvert de recherche scientifique menée à des fins pacifiques

Chapitre 2.
Activités biomédicales du Pentagone en Ukraine en tant que partie intégrante du programme biologique militaire américain

2.1. Accords de coopération entre l'Ukraine et les États-Unis dans le domaine biologique

2.2. Construction américaine en Ukraine de nouveaux laboratoires biologiques et modernisation des laboratoires existants

2.3. Directions de la recherche biologique. Mise en œuvre de projets d'application militaire

2.4. L'impact des États-Unis sur la situation épidémiologique en Ukraine

2.5. Formation américaine de spécialistes ukrainiens

2.6. L'émergence d'épidémies de maladies infectieuses en Ukraine

2.7. Expériences médicales sur l'homme

2.8. Acte de terrorisme biologique contre des riverains

District de Slavyanoserbsky de la République populaire de Louhansk

Chapitre 3. Évaluation juridique internationale des activités biomédicales des États-Unis et de l'Ukraine

3.1. Régime juridique international associé à l'interdiction
armes biologiques

3.2. Les efforts de la Fédération de Russie pour renforcer le régime de la BTWC

3.3. Législation nationale de l'Ukraine et des États-Unis dans le domaine des développements biologiques militaires et sa conformité avec la BTWC

3.4. Évaluation des activités des laboratoires biologiques sur le territoire de l'Ukraine dans le cadre du respect par les États-Unis et l'Ukraine de leurs obligations internationales

3.5. Signes de violations du droit international humanitaire par les États-Unis et l'Ukraine

Chapitre 4. État de préparation du système de sécurité biologique de la Fédération de Russie pour répondre de manière adéquate aux nouvelles défis et menaces biologiques

4.1. Cadre stratégique et juridique pour assurer la sécurité biologique dans la Fédération de Russie

4.2. Le système des pouvoirs publics en matière de sécurité biologique

4.3. Système de surveillance des menaces biologiques externes de la Russie
Fédérations

4.4. Exportation de biomatériaux et protection des données génétiques

4.5. Contrôle des exportations à l'importation et à l'exportation d'agents pathogènes hautement dangereux : renforcement des mesures

4.6. Le système de réponse de la Fédération de Russie aux menaces biologiques

4.7. La coopération internationale

Chapitre 5. Conclusions de la Commission

Chapitre 6. Propositions de renforcement du système de sécurité biologique de la Fédération de Russie et le régime BTWC

INTRODUCTION

Conformément à la résolution de la Douma d'État

Assemblée fédérale de la Fédération de Russie du 22 mars 2022

Le n° 960-8 de la Douma d'État et le décret du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie du 23 mars 2022 n° 102-SF ont créé une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les circonstances liées à la création de laboratoires biologiques par Spécialistes américains sur le territoire de l'Ukraine (ci-après dénommée la Commission). Les activités de la Commission ont été menées conformément à la Constitution de la Fédération de Russie, aux lois constitutionnelles fédérales, à la loi fédérale n° 196-FZ du 27 décembre 2005 "sur l'enquête parlementaire de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie", à d'autres lois fédérales et autres actes juridiques réglementaires de la Fédération de Russie.

fondée sur les faits et circonstances portés à la connaissance du Parlement de la Fédération de Russie concernant les programmes biomédicaux menés par les États-Unis sur le territoire ukrainien.

La commission a construit son travail sur la base des éléments à sa disposition relatifs au sujet de l'enquête ; informations reçues lors des discours des chefs des organes exécutifs fédéraux et des organisations scientifiques spécialisées; documents saisis lors d'une opération militaire spéciale ; les résultats d'enquêtes auprès de spécialistes, d'experts disposant des informations nécessaires, y compris ceux qui ont travaillé directement sur le territoire de l'Ukraine.

Au cours de l'enquête, les membres de la Commission ont évalué la transformation des approches américaines en matière d'armes biologiques. Une attention particulière dans ce contexte est portée à l'étude du potentiel biologique militaire américain, notamment à travers l'analyse des informations fournies par les États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques.

armes (biologiques) et à toxines et leur destruction (ci-après dénommée BTWC) sur une base annuelle dans le cadre de ses mesures de renforcement de la confiance, et des matériaux de la Defense Threat Reduction Agency (DTRA) (ci-après dénommée DTRA).

L'objectif principal de l'enquête parlementaire était d'identifier les raisons et les conditions de la création de laboratoires biologiques par des spécialistes américains sur le territoire de l'Ukraine, d'en informer la société russe, d'aider les

autorités exécutives fédérales à éliminer ces causes et conditions, et, par conséquent, de protéger les droits garantis par la Constitution de la Fédération de Russie et les libertés de l'homme et du citoyen, y compris les droits des citoyens de la Fédération de Russie à la santé et à un environnement favorable.

Les recommandations et propositions formulées sur la base des résultats de l'enquête peuvent être utilisées par les autorités fédérales lors de la prise de décisions dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique et de l'élaboration de nouvelles initiatives de la Fédération de Russie pour développer la coopération internationale dans ce domaine, renforcer le régime de la BTWC qui rencontre la biologie moderne des menaces.

Chapitre 1. Création par les États-Unis de menaces biologiques mondiales

1.1. Programme américain d'armes biologiques

Les États-Unis sont le seul pays au monde à avoir utilisé à la fois des armes nucléaires et chimiques, ainsi qu'à tester activement des armes biologiques sur la population dans le cadre d'un programme développé d'armes biologiques.

Le programme américain d'armes biologiques a commencé en 1942 - 1943 à partir de la date de création au département militaire service spécial de

recherche militaire. En 1944, la responsabilité de sa mise en œuvre a été confiée au Service des armes chimiques.

Département de l'armée américaine.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, un complexe de laboratoires de recherche a été construit à Fort Detrick (Maryland), un grand site d'essai à Dugway (Utah), des entreprises de production et de stockage de formulations biologiques militaires dans la ville de Pine Bluff (Arizona), ainsi que d'autres entreprises spécialisées.

En 1945, la Central Intelligence Agency (ci-après dénommée la CIA) a mené une opération secrète Paperclip pour identifier et réinstaller des spécialistes allemands et japonais dans le domaine des armes biologiques (ci-après dénommés BO) aux États-Unis. Ces criminels de guerre, qui ont mené des expériences biologiques monstrueuses sur des humains, ont reçu l'immunité légale des autorités américaines en échange de leur participation à des projets biologiques militaires secrets américains.

À la fin des années 1960, les États-Unis disposaient déjà d'un arsenal biologique militaire non seulement pour tuer les gens, mais aussi pour détruire les cultures, composé d'une variété de bactéries pathogènes, de toxines, de champignons et de parasites végétaux. À cette époque, des formulations de combat à base d'agents pathogènes de l'anthrax, de la tularémie, de la peste, de

la fièvre jaune, de la brucellose, de la psittacose, de la fièvre Q et de l'encéphalomyélite équine ont été adoptées. Des moyens de livrer des recettes de combat ont été développés (plusieurs variantes de bombes sphériques et cylindriques de petit calibre, des cassettes et des dispositifs spécialement conçus pour pulvériser des recettes, y compris des dispositifs d'aviation verseurs).

En prévision de l'utilisation d'armes biologiques pendant la guerre de Corée (1950-1953), l'armée américaine a acheté une grande quantité de munitions biologiques aéroportées. Pour leurs tests, un site de test situé au Canada a été utilisé et un concept pour leur application a été développé. Les agents pathogènes de la brucellose et les infections économiquement importantes, en particulier la rouille noire du blé, ont été considérés comme des agents biologiques. Les États-Unis prévoyaient d'utiliser 2,5 mille des munitions équipées par eux, y compris sur le territoire de l'Union soviétique.

En 1969, les États-Unis ont officiellement annoncé la fin du développement du programme biologique militaire. Néanmoins, Washington n'a pas arrêté les recherches dans le domaine du développement et de l'utilisation éventuelle d'agents biologiques nocifs (ci-après dénommés BPA), mais les a poursuivies sous prétexte de renforcer la sécurité biologique et de lutter contre le bioterrorisme. Ainsi, le mémorandum du National Security Council des États-Unis stipule : Les programmes américains dans le domaine des armes

bactériologiques, biologiques seront limités à la recherche et au développement à des fins de défense. Cela ne signifie pas refuser d'étudier les possibilités d'utilisation au combat d'agents bactériologiques et biologiques nécessaires pour déterminer les mesures de protection requises.

Dans ce contexte, il convient de noter que les États-Unis, après l'annonce de l'arrêt de la mise en œuvre du programme biologique militaire offensif, ont conservé leur potentiel de production de BW.

Ainsi, lors de visites d'installations biologiques américaines en février-mars 1994 dans le cadre d'un accord trilatéral entre la Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne, des experts russes ont révélé qu'il n'y avait pas les équipements technologiques, qui étaient auparavant destinés à la production de formulations biologiques de combat, a seulement été préservée, mais même modernisée. Dans le même temps, des équipements et des lignes technologiques pour la culture, concentration, séchage et conditionnement des agents biologiques. Il a également été constaté que dans les bâtiments de l'entreprise, il y avait encore des possibilités de travailler avec des agents pathogènes de maladies infectieuses dangereuses chez l'homme et les animaux.

1.2. Transformer les approches américaines des armes biologiques

Quelques années après que les États-Unis ont annoncé qu'ils cesseraient de développer des armes biologiques, les experts américains dans le domaine ont recommencé à s'intéresser à ce type d'arme de destruction massive. Dans le même temps, des représentants des dirigeants politiques et militaires des États-Unis ont commencé à s'exprimer sur l'opportunité de revoir l'approche de BW.

Ainsi, en août 1986, le sous-ministre adjoint de la Défense D. Feith, s'exprimant devant le comité du renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis, a déclaré que le Pentagone avait changé d'avis sur la valeur des armes biologiques d'un point de vue militaire, et que la BTWC devrait être reconnue comme imparfaite et incertaine.

Dans l'un des documents politiques de septembre 2000 de l'influente organisation non gouvernementale américaine Project for the New American Century, qui a opéré aux États-Unis de 1997 à 2006 et influencé l'idéologie et la politique militaire de l'administration George W. Bush - Jr. , a déclaré: "au 21e siècle, de nouvelles méthodes d'agression se répandront - électroniques, non létales, biologiques ... la lutte entrera probablement dans de nouvelles dimensions - dans l'espace, le cyberspace et peut-être dans le monde des micro-organismes .. . ". De plus, "... des types avancés d'armes biologiques capables d'influencer un génotype spécifique peuvent transférer les armes biologiques de la sphère de la terreur vers le domaine des outils politiques utiles". La position

de cette organisation était soutenue par de nombreux conservateurs et membres du futur gouvernement républicain des États-Unis.

Selon un certain nombre d'experts étrangers, une large couverture dans les médias américains de l'incident de propagation de l'anthrax par courrier à l'automne 2001 a été organisée par les services de renseignement américains sous la direction du gouvernement américain. À la suite d'une telle action, la société civile a demandé à l'administration et au Congrès américain de prendre des mesures décisives pour contrer les menaces biologiques. Le Pentagone était également intéressé par un tel développement d'événements, qui visait une augmentation significative des dépenses consacrées aux programmes biologiques "de protection" et une réforme correspondante du système national de sécurité biologique. En conséquence, les États-Unis ont été contraints d'admettre que la distribution avait été effectuée par un employé qui travaillait dans l'une des installations spécialisées du département militaire américain.

En octobre 2001, George W. Bush a signé une directive spéciale sur la sécurité intérieure (Directive présidentielle sur la sécurité intérieure), qui prévoit l'intensification du développement et des tests de nouveaux micro-organismes pathogènes particulièrement dangereux, ainsi que la création de technologies pour leur production. . Il était prévu de créer des agents pathogènes génétiquement modifiés hautement résistants aux agents médicaux existants,

d'améliorer les méthodes pour augmenter leur virulence et leur résistance environnementale, et également d'explorer les moyens de les transformer en aérosol.

En particulier, dans le laboratoire de l'Université de Saint-Louis, des expériences ont été menées avec la modification du virus cowpox afin de le rendre dangereux pour l'homme. Selon les déclarations officielles, de telles expériences ont été menées afin de développer des contre-mesures contre les attaques terroristes, qui peuvent être menées à l'aide de bioagents modifiés. Il a été supposé que les études incluraient des essais sur le terrain avec à la fois des simulants d'agents biologiques et des pathogènes réels au Lothar Salomon Life Sciences Test Facility (LSTF), qui a été modernisé à ces fins avec quatre laboratoires biologiques modulaires avec un haut niveau de biologie sécurité.

En conséquence, les projets biologiques du département américain de la Défense se sont considérablement développés, tant en termes de quantité de recherches menées que d'orientation.

C'est durant cette période que les structures du Pentagone ont tenu distribution prévue de souches d'anthrax à 192 laboratoires situés dans sept pays. L'envoi a été effectué sans notification préalable des structures compétentes de l'ONU, des États membres de la BTWC et des organes

gouvernementaux des pays destinataires. Certains des échantillons contenaient des spores vivantes de l'agent, ce qui a conduit à l'infection du personnel des objets cibles. De telles actions irresponsables créent une menace pour la sécurité biologique dans le monde et exigent la condamnation la plus sévère de la communauté mondiale.

L'ampleur des travaux scientifiques pertinents a fortement augmenté. Crédits annuels totaux pour les programmes fédéraux la protection biologique a atteint 8 milliards de dollars. L'ampleur des financements alloués a provoqué un boom de la construction associé à la création de laboratoires à haut (troisième, BSL 3) et maximum (quatrième, BSL 4) de sécurité biologique.

Depuis 2005, la disponibilité des informations sur le programme américain de défense biologique a considérablement diminué. Les informations fragmentaires ne se trouvent que dans les reportages des médias ou les documents des conférences publiques. Dans le même temps, les financements dans ce domaine ne cessent d'augmenter. Le potentiel technique du travail avec des agents pathogènes dangereux a également fortement augmenté.

Dans le même temps, les États-Unis continuent d'inclure les tâches de renforcement du potentiel biologique militaire dans leurs documents doctrinaux.

Ainsi, le 18 octobre 2022, la Maison Blanche a publié une nouvelle Stratégie de lutte contre les menaces biologiques, qui prévoit un financement d'un montant de 88 milliards de dollars, dont 17 milliards de dollars la première année de mise en œuvre de la Stratégie.

L'une des orientations clés de la Stratégie est l'amélioration des méthodes de protection biologique individuelle et collective du personnel des forces armées américaines sur les différents théâtres d'opérations militaires. La tâche consiste à poursuivre l'étude des agents pathogènes de maladies infectieuses particulièrement dangereuses endémiques dans des régions spécifiques.

Ainsi, dans le cadre de la Stratégie, les États-Unis entendent renforcer leur système global de contrôle et de gestion de la situation biologique dans le monde et se réservent le droit de mener des recherches à double usage, y compris en dehors du territoire national.

Un autre document de planification stratégique est la stratégie actualisée du DTRA pour la période allant jusqu'en 2027, qui reconnaît ouvertement le double rôle de cette agence militaire. Il s'agit non seulement d'assurer la défense du pays, mais aussi de soutenir au combat les unités militaires dans diverses régions du monde. Considérant que l'une des tâches prioritaires du DTRA est d'assurer la supériorité militaire des forces armées américaines sur les forces

armées d'un ennemi potentiel, une menace est créée pour développer, produire et utiliser des armes biologiques.

1.3. Modernisation des installations qui travaillaient auparavant sur les questions biologiques militaires

Fin 2004, les États-Unis ont décidé de réorganiser le National Interagency Biodefense Campus, situé à Fort Detrick, Maryland.

Le Centre National d'Analyse et de Lutte contre la Biodéfense a été implanté sur son territoire. Il était destiné à être chef de file pour l'étude des agents potentiels armes biologiques.

Il était prévu que ce centre serait engagé dans le développement d'agents pathogènes génétiquement modifiés hautement résistants aux agents médicaux existants, l'amélioration des technologies pour augmenter leur virulence et leur résistance environnementale, ainsi que la recherche de méthodes pour les transformer en aérosol. . Dans le même temps, la tâche consistait à développer des méthodes fiables pour l'identification médico-légale des sources de micro-organismes. A cette fin, il était prévu de créer une base de données généralisée des collections étrangères d'agents pathogènes.

Situé à l'Institut national de Fort Detrick

of Allergy and Infectious Diseases (NIAID) visait à étudier les agents pathogènes de maladies exotiques pouvant être utilisés V en tant que BPA. Dans le même temps, les employés du NIAID ont reçu l'autorisation de mener des expériences appropriées sur des animaux, ce qui leur était interdit ces dernières années.

Dans le même temps, à un rythme accéléré , modernisation des installations qui travaillaient auparavant dans le domaine des armes biologiques. En particulier, l'Institut de recherche médicale sur les maladies infectieuses du ministère de US Defense (US Army Medical Research Institute of Infectious Diseases, Fort Detrick, Maryland). L'objet était un élément clé du programme biologique militaire américain en 1943-1969. Après la reconstruction, deux laboratoires du quatrième niveau de sécurité biologique ont été ouverts sur son territoire.

L'Institut est devenu la principale institution des États-Unis à mener des recherches virologiques, bactériologiques et génétiques. Il étudie les mécanismes d'action des agents pathogènes et recherche des moyens de prévenir ou de bloquer le processus des maladies causées par eux grâce à l'utilisation de vaccins, de méthodes d'immunothérapie ou de chimiothérapie, des travaux de génie génétique sont effectués avec des agents pathogènes chez l'homme et les animaux, et l'effet des bioagents modifiés dans les chambres à aérosol est étudié, ainsi, les conditions de leur utilisation au combat sont simulées.

1.4. Directions de la recherche biologique moderne aux États-Unis. Mise en œuvre de projets d'application militaire

Il y a tout lieu de croire qu'après la ratification de la BTWC en 1975, les travaux dans le domaine des armes biologiques aux États-Unis non seulement n'ont pas été arrêtés, mais sont devenus plus actifs sous le couvert de programmes de biodéfense.

Ainsi, dans le cadre du projet CIA "Clear Vision" (Project Clear Vision) en 2001, un modèle de bombe à fragmentation a été testé pour livrer le drone. Des agents anticharbon de qualité militaire sont produits depuis un certain nombre d'années, apparemment pour tester des équipements de diagnostic et pour développer des moyens de protection contre les armes biologiques. Le projet Jefferson a été lancé pour créer une souche génétiquement modifiée d'anthrax, similaire à ce que les États-Unis pensent avoir été créé par des scientifiques soviétiques. Sous les auspices de DTRA, le projet "Bacchus" a été mis en œuvre, dans lequel une installation de production a été érigée sur un site d'essai dans le désert du Nevada à l'aide d'équipements biotechnologiques accessibles au public. Dans cette installation de production, la possibilité de créer un drone, par exemple, par des terroristes, aurait été vérifiée, et les signes caractérisant la spécificité d'un tel objet, ainsi que les méthodes de détection, auraient également été évalués.

La présence aux États-Unis de programmes pouvant être offensifs est confirmée par les travaux d'Eckhard Wimmer en 2002 sur la synthèse artificielle de la poliomyélite, Craig Venter dans le domaine de la génomique et de la biologie synthétique, et la modification du pox virus murin, qui a un pouvoir destructeur de 100 %.

Il convient de noter que les États-Unis accordent une attention particulière à la biologie synthétique. Il permet d'utiliser des méthodes de synthèse dirigée dans de petits laboratoires équipés d'équipements spéciaux pour créer des micro-organismes aux propriétés souhaitées qui n'existent pas dans la nature. Révéler la véritable direction d'un tel travail, même au stade de la production du produit final, est impossible sans une inspection intrusive de l'entreprise, car les matières premières pour la synthèse ne peuvent pas être classées comme matières contrôlées. Une caractéristique importante des micro-organismes synthétisés est que leur structure et, par conséquent, leurs propriétés ne sont connues que des développeurs.

Il est extrêmement difficile de les détecter et de les identifier en temps réel, ainsi que de fournir l'assistance nécessaire en temps opportun en cas de sinistre.

Pour étudier les possibilités d'utilisation des méthodes de biosynthèse à des fins militaires aux États-Unis, un groupe de travail spécial a été créé dans le cadre du Conseil consultatif scientifique et technique du Pentagone. Les États-

Unis ont reçu les résultats les plus significatifs de la recherche à double usage liée à la modification des structures cellulaires et moléculaires des organismes vivants. Ainsi, en 2006, une modification génétique d'un virus capable de provoquer une épidémie de grippe aviaire chez l'homme a été synthétisée aux États-Unis. Fin 2008, sur la base d'une combinaison de trois gènes de l'agent causal de la grippe espagnole, un virus a été obtenu qui peut pénétrer dans les cellules pulmonaires humaines et produire également l'enzyme nécessaire à sa reproduction.

Le Pentagone investit activement des milliards de dollars dans la biologie synthétique. La plupart des études sont fermées. Parmi eux, de nombreux projets menés par des organismes de recherche spécialisés, notamment dans le cadre du projet Jason (JASON).

Une attention particulière est portée aux programmes dans le domaine de la biologie synthétique par la Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), dans la structure de laquelle a été créé en 2014 le Biological Technologies Office (BTO) qui est chargé des études fondamentales et appliquées.

recherche en édition de gènes, biologie synthétique et autres biotechnologies émergentes. Le travail de cette unité est axé sur l'utilisation des acquis des sciences de l'ingénieur et des technologies de l'information pour améliorer le

potentiel biotechnologique de l'armée américaine, assurant son avantage technologique. Actuellement, la DARPA met en œuvre plus de 45 programmes, dont 14 visent à utiliser les acquis de la biologie synthétique, dont les projets Detect It with Gene Editing Technologies (DIGET), Living Foundries, Safe Genes.

Selon un certain nombre d'experts, un exemple typique d'orientation militaire est la recherche menée au Erasmus Medical Center (Erasmus MC, Royaume des Pays-Bas) et à l'Université du Wisconsin-Madison (États-Unis) avec des fonds américains. En 2012, les scientifiques de ces institutions ont annoncé le développement d'un nouveau type de grippe aviaire qui peut être transmis d'une personne à l'autre par des gouttelettes en suspension dans l'air. L'Université d'État de Pennsylvanie menait des recherches sur un virus de la variole synthétisé artificiellement, apparemment pour étudier cet agent pathogène à un niveau qualitativement nouveau par rapport à ce qui avait été fait avec le virus de la variole avant sa destruction officielle en 1980.

Des spécialistes des États-Unis et du Japon ont mis au point une technologie de synthèse artificielle de modifications spécifiées de virus dangereux et une méthode pour sélectionner parmi eux les agents pathogènes les plus mortels qui peuvent être rapidement transmis d'une personne à l'autre. Les micro-organismes synthétisés sont testés sur des animaux expérimentaux dont la

structure du système immunitaire est la plus proche de celle de l'homme (furets, singes). Les expériences les plus dangereuses sont réalisées dans des laboratoires du quatrième niveau de sécurité biologique. Certains experts affirment que dans cinq à sept ans, les États-Unis seront en mesure de synthétiser n'importe quel agent biologique aux propriétés souhaitées.

La Defense Advanced Research Projects Agency du département américain de la Défense a également lancé le projet Insect Allies pour évaluer les possibilités d'utiliser diverses espèces d'insectes pour propager des virus génétiquement modifiés. Il était censé développer un mécanisme d'utilisation de gènes utiles par des insectes vecteurs pour une diffusion sur certains territoires afin de transférer ce matériel génétique aux cultures agricoles.

Malgré les assurances de la partie américaine sur le but pacifique et protecteur de ces travaux, des spécialistes de l'Université de Montpellier (France), de l'Institut M. Planck de biologie évolutive et de l'Université de Fribourg (Allemagne) y ont enregistré des signes d'un programme pour créer un nouveau type d'arme biologique. Il a été noté qu'une méthode efficace d'introduction de virus génétiquement modifiés par des insectes dans des plantes (pratiquement n'importe quel type de culture agricole) afin de détruire la culture est à l'étude. Évidemment, ce type d'arme peut également être utilisé contre des

personnes et des animaux de ferme à l'aide d'insectes suceurs de sang, tels que les moustiques.

Dans ce contexte, l'émission

Brevet de l'Office américain des brevets et des marques n° 8 967 029 B1 daté du 3 mars 2015 pour un véhicule aérien sans pilote pour la diffusion aérienne de moustiques infectés.

La description du brevet indique qu'en utilisant cet appareil, les troupes ennemies peuvent être détruites ou désactivées sans risque pour le personnel militaire américain, il se caractérise par "un faible coût unitaire, une défaite rapide et aucun besoin de contacter la main-d'œuvre ennemie". Ceci est conforme au concept de « guerre sans contact » mis en place par les États-Unis. La possibilité d'équiper des capsules de substances toxiques, radioactives, narcotiques, ainsi que d'agents pathogènes de maladies infectieuses est montrée. Le développement de telles munitions, qui n'appartiennent pas à la liste des armes conventionnelles et à la nomenclature des moyens de guerre sans cruauté conformément aux normes du droit international humanitaire, viole effectivement les obligations des États-Unis en vertu de la BTWC et de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Ministère des affaires étrangères de la Russie Fédérations

a fourni à la Commission une copie d'une demande adressée en 2018 au département d'État des États-Unis pour une évaluation juridique du développement de tels dispositifs techniques conformément à la BTWC. En réponse à cette demande, l'administration américaine s'est limitée à une réponse formelle, remerciant cyniquement la partie russe d'avoir attiré l'attention sur cette question et soulignant que « le développement et la production d'armes biologiques et chimiques sont interdits par la législation nationale, mais la décision délivrer un brevet ne viole pas les obligations des États-Unis au titre de la BTWC et de la CWC".

Un autre brevet non moins remarquable États-Unis - en date du 5 août 2014 n° 8 794 155 B1 - concerne les munitions creuses pour armes à feu contenant des substances toxiques ou des bioagents. Une capsule contenant un poison ou un agent infectieux est insérée dans la cartouche. Même si la blessure par balle n'est pas mortelle, la personne touchée par ces munitions doit mourir soit des suites de l'action du poison, soit des suites du développement d'une infection, cette dernière étant également une source d'infection pour d'autres personnes. .

Ces inventions sont interdites par la BTWC (article I), qui indique une violation directe par les États-Unis de ses conventions. obligations.

1.5. Changer les tactiques de la recherche biologique à double usage

Les études biologiques les plus sensibles de nature militaire ont été transférées aux États-Unis dans des installations hautement secrètes. Les Américains y effectuent des travaux de génie génétique avec des agents pathogènes de maladies infectieuses dangereuses telles que l'anthrax, la peste, la tularémie, le botulisme et autres. Les propriétés des BPA potentiels, y compris les agents pathogènes des virus de la fièvre hémorragique hautement pathogènes, sont en cours d'investigation. Les actions des agents modifiés dans les chambres aérosols sont étudiées, simulant ainsi les conditions de leur utilisation au combat.

Aux États-Unis, une grande partie de la recherche biologique à double usage est menée par des ministères et organismes civils, ainsi que par des entreprises privées. Par ailleurs, de nombreuses œuvres ont été retirées de la catégorie « défensive » et déclarées anti-terroristes, ce qui permet d'éviter de fournir des informations à leur sujet dans le cadre des mesures de confiance de la BTWC. Cette approche permet également d'exclure complètement non seulement la conduite d'inspections internationales, mais également le contrôle des activités dans le domaine biologique au niveau national.

Les États-Unis créent des biolaboratoires sous leur contrôle en dehors du territoire national, ce qui leur permet de résoudre plusieurs problèmes à la fois

Tâches.

Premièrement, cela ouvre la possibilité de mener des expériences génétiques et autres expériences biologiques sur des personnes sur la base de telles installations sans craindre les protestations du public américain et l'apparition des conséquences d'une violation de leur législation nationale.

Deuxièmement, en utilisant des bio-objets étrangers, les États-Unis peuvent collecter et étudier des agents pathogènes susceptibles d'infecter un génotype spécifique de personnes, d'animaux et de plantes. Parallèlement, les spécialistes américains ont la possibilité d'étudier la distribution et le comportement de ces micro-organismes dans des conditions climatiques réelles afin d'ajuster leurs propriétés.

Troisièmement, les États-Unis peuvent effectuer des tests sur site d'agents biologiques d'intérêt, en étudiant leur pathogénicité, leur virulence, les voies possibles de livraison à la "cible" et d'autres propriétés dans le domaine
d'application potentielle.

Quatrièmement, sur les instructions et sous le contrôle du département américain de la Défense, des spécialistes américains exportent les micro-organismes pathogènes particulièrement dangereux collectés (en particulier, le choléra, l'anthrax, la tularémie) et le matériel génétique par les voies diplomatiques pour des travaux ultérieurs dans le centre fermé sécurisé du

Pentagone. installations, ce qui leur permet d'échapper à toute forme de contrôle public et international dans le pays où sont implantés les laboratoires de biologie. Ce est l'un des signes les plus caractéristiques des activités dangereuses des États-Unis en Ukraine. Dans le même temps, ces mouvements transfrontaliers d'agents pathogènes ne sont pas contrôlés dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé, de la BTWC ou d'autres institutions internationales. Les documents à la disposition de la Commission confirment de nombreux cas de transfert à l'étranger depuis l'Ukraine d'échantillons de tissus et de sérum sanguin humain, ainsi que d'agents pathogènes dangereux et de leurs vecteurs. On sait que les États-Unis et leurs alliés ont réussi à exporter au moins 16 000 essais biologiques d'Ukraine, ce qui crée des risques de transfert d'informations génétiques sensibles à l'étranger, ainsi que des menaces pour la sécurité biologique non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour toutes les régions d'où proviennent les échantillons ont été transférés.

Cinquièmement, les États-Unis mènent une étude sur les micro-organismes pathogènes particulièrement dangereux qui ont des foyers naturels sur les territoires des pays présentant un intérêt pour les États-Unis et dont l'utilisation peut être déguisés en épidémies naturelles de maladies infectieuses.

Ainsi, les États-Unis mettent en œuvre une stratégie visant à assurer une présence biologique militaire à travers un système de laboratoires sous leur contrôle en dehors du territoire national à des fins particulièrement dangereuses cachées du contrôle et des rapports publics.

1.6. Le modèle de mise en œuvre des activités biomédicales du Pentagone hors du territoire national

Les États-Unis créent un réseau biologique militaire mondial, utilisant en fait d'autres pays comme terrain d'essai biologique militaire. En conséquence, des millions de personnes vivant dans ces pays deviennent involontairement les otages des menaces biologiques mortelles créées par les États-Unis.

Les installations biologiques américaines sont financées par le département militaire DTRA dans le cadre du Programme d'engagement biologique coopératif (CBEP) et sont situées dans les pays de l'ex-Union soviétique, au Moyen-Orient, dans le Sud

Asie de l'Est et Afrique.

Le plan global de développement militaro-biologique des pays du monde implique non seulement le Pentagone et les services de renseignement américains, mais aussi les entreprises et les structures contrôlées ou affiliées à eux.

Sous le couvert du soi-disant programme de réduction de la menace biologique, les États-Unis développent constamment la recherche biologique

militaire appliquée dans le domaine des maladies infectieuses en dehors de leur territoire. Ces travaux sont principalement menés dans le cadre de projets du département américain de la Défense pour étudier les facteurs génétiques qui déterminent la résistance des personnes à diverses infections.

Créée avec la participation directe du Pentagone et des sociétés affiliées, l'infrastructure biologique militaire s'étend bien au-delà des frontières des États-Unis et comprend environ 400 laboratoires biologiques à double usage. Les résultats de recherche obtenus grâce à eux permettent aux États-Unis de gérer la propagation des épidémies et d'étudier les facteurs génétiques qui influencent la résistance des personnes à diverses maladies.

Les États-Unis construisent des bases de données sur la résistance des représentants de divers groupes ethniques aux effets des micro-organismes pathogènes et leur réponse aux médicaments. En conséquence, il devient possible d'expérimenter des agents pathogènes de maladies infectieuses, en leur conférant les propriétés souhaitées, et de créer ainsi les conditions préalables à la création de nouveaux agents biologiques capables de surmonter les défenses immunitaires des habitants d'une zone géographique particulière.

zones.

Dans la plupart des cas, ces objets biologiques ne sont pas soumis à l'administration locale dans la pratique, mais sont de facto contrôlés par des

spécialistes américains. Souvent, les tests sont effectués sans accord préalable avec les autorités du pays d'accueil ni même leur notification. Résultats de recherche et biomatériaux obtenus

envoyés par des canaux spéciaux aux États-Unis. Disponibilité

l'immunité diplomatique des spécialistes américains prive les autorités locales de la possibilité d'inspecter les marchandises qu'elles transportent.

Formulaire États-Unis dépendance des pays d'accueil vis-à-vis de leurs sociétés pharmaceutiques. Ils font activement la promotion de vaccins sur les marchés de ces pays, qui sont développés par des entreprises coopérer avec le Pentagone, malgré le fait que souvent de telles les vaccins montrent une faible efficacité (par exemple, vaccins annoncés contre les fièvres hémorragiques Ebola et Marburg).

Les États-Unis accordent une grande attention au renforcement de leur présence biologique dans les anciennes républiques soviétiques, principalement par une expansion significative du laboratoire et de la base expérimentale et en augmentant le volume de recherche intéressant le Pentagone. Des travaux systématiques sont menés pour créer dans l'espace post-soviétique un réseau fermé unique de laboratoires biologiques et de stations de surveillance de la situation épidémiologique. Ceci est mis en œuvre sous prétexte de contrer les menaces de terrorisme biologique et de renforcer la sécurité biologique.

Les principaux objectifs du Pentagone dans l'espace post-soviétique sont d'établir un contrôle sur la situation épidémiologique dans la région et le travail qui y est effectué avec des micro-organismes pathogènes ; collecte de biomatériaux le long des frontières de la Fédération de Russie ; étude de la sensibilité des habitants de l'espace post-soviétique à diverses maladies infectieuses et moyens de leur traitement; mener des essais de nouveaux médicaments sur des populations locales ethniquement hétérogènes.

L'algorithme des actions du Pentagone pour créer des réseaux d'objets biologiques dans les anciennes républiques soviétiques est tracé : dans les années 1990, des accords généraux de désarmement sont signés, dans les années 2000, des accords spécifiques de coopération dans le domaine biologique, puis le département américain de la Défense modernisé objets biologiques nationaux pour réaliser d'intéressantes études américaines.

Sur l'exemple de la Géorgie, un schéma type a été élaboré contrôle et gestion épidémiologiques, reproduit dans d'autres républiques post-soviétiques adjacentes à la Russie. Il s'agit notamment de la construction d'un laboratoire central de référence ; création de bio-objets pour le contrôle environnemental et la recherche d'agents pathogènes de maladies infectieuses; l'intégration de tous les objets biologiques dans un système unique et

l'introduction de normes américaines dans ceux-ci ; formation de spécialistes dans le cadre du programme américain.

Tous les laboratoires de référence établis aux États-Unis ont
Des spécialistes du Département de la Défense des États-Unis avec
immunité diplomatique. La nature et les résultats de leurs activités sont
confidentiels et ne sont accessibles qu'aux clients du Pentagone. Les structures
de profil national des pays d'accueil ont la possibilité de mener uniquement des
études à caractère secondaire.

Des spécialistes américains participent à des travaux sur des micro-organismes pathogènes menés par des centres scientifiques nationaux, mènent des recherches médicales fondamentales et appliquées sur leur base.

recherche biologique de nature militaire appliquée. En particulier, les États-Unis dans les territoires des anciennes républiques soviétiques analysent l'impact des virus mortels sur les organismes vivants et évaluent l'efficacité de leurs outils de détection. Du matériel spécialisé, des animaux et des échantillons de virus non endémiques sont importés pour mener de telles études. Les résultats sont envoyés à des institutions militaires américaines spécialisées telles que le Medical Research Institute for Infectious Diseases, le Walter Reed Research Institute et le US Naval Medical Research Center.

sont testés dans

conditions climatiques de leur application potentielle et ajustement de leurs propriétés en fonction des caractéristiques immunitaires identifiées de la population de la région. L'objectif poursuivi est la création de technologies pour la synthèse de nouveaux bioagents à partir de divers microorganismes, en tenant compte de leur capacité à s'adapter à divers facteurs externes.

Les biologistes militaires américains ont également la possibilité de prélever librement le sang de citoyens du pays hôte, à la fois en bonne santé et infectés par des agents pathogènes de maladies infectieuses, et de les envoyer par des voies fermées à des centres de recherche spécialisés aux États-Unis pour des analyses plus approfondies.

analyse.

Les travaux dans ces domaines permettent aux Américains d'obtenir des données précises sur les caractéristiques génétiques de la population locale et les caractéristiques de son système immunitaire, ce qui ouvre de larges possibilités d'expérimentation avec divers agents pathogènes de maladies infectieuses. Par ailleurs, des recherches sont en cours pour trouver des moyens de vaincre les défenses immunitaires des riverains.

Le Pentagone accorde une attention particulière à la mise en œuvre de programmes liés à l'étude des maladies animales pouvant constituer une menace pour l'élevage. L'accent est mis sur le travail avec les porteurs de maladies

particulièrement dangereuses, ainsi que sur l'étude de leurs zones de distribution. En particulier, l'Agence de recherche avancée du département américain de la Défense met en œuvre un programme visant à modifier l'ADN des insectes pour qu'ils portent certains gènes qui contribuent à l'apparition de diverses maladies chez les animaux. Des recherches sont en cours pour créer des agents pathogènes qui infectent les organismes vivants, unis par une caractéristique commune (habitat, préférences alimentaires, température corporelle ou groupe sanguin).

La centralisation des collections nationales de souches de micro-organismes pathogènes dans un référentiel permet aux spécialistes américains non seulement d'accéder à ces collections, mais aussi d'exclure complètement la conduite d'activités non coordonnées expériences avec des spécimens de musée. Cela facilite également l'exportation d'agents pathogènes aux États-Unis.

Selon des rapports, des experts américains participer délibérément à la collecte d'échantillons de matériel pathogène provenant de cimetières de vieux bovins infectés. Ces échantillons sont également effectivement exportés vers les États-Unis sous prétexte de stockage sécurisé.

1.7. À propos de la conformité des États-Unis aux mesures de sécurité dans la conduite de recherches biologiques

Comme le montre la pratique, les États-Unis connaissent de sérieux problèmes pour garantir la sécurité biologique dans leurs laboratoires de biologie. Les bio-objets américains enregistrent régulièrement des cas de mauvaise manipulation d'agents pathogènes dangereux. De nombreuses violations des principes de base du travail avec eux, des tentatives de la direction des laboratoires biologiques pour cacher les faits des incidents, ainsi que des cas de défaillance des systèmes de ventilation des filtres et des équipements de protection, ont été constatés. Depuis 2001 seulement, plus de 1 000 incidents se sont produits aux États-Unis, liés d'une manière ou d'une autre à la disparition ou au vol de matériel biologique de divers objets biologiques.

Le plus souvent, de tels incidents ont eu lieu à l'Institut de recherche médicale de l'armée américaine sur les maladies infectieuses (USAMRIID). Ainsi, en 2001, son employé B. Iverson a librement sorti les différents à l'anthrax, qui ont été envoyés par lui par courrier à divers destinataires. Fin 2008, plusieurs ampoules non comptabilisées contenant des échantillons d'encéphalite vénézuélienne (EV) ont été découvertes dans l'établissement. À la suite de leur vérification, un certain nombre de divergences ont été révélées entre les entrées dans le registre des échantillons biologiques et les souches pathogènes réellement disponibles. En particulier, le fait de la perte d'ampoules existantes avec des échantillons de VE a été établi. À

l'été 2019, le laboratoire de l'institut a été fermé pendant plusieurs mois en raison de menaces à la sécurité. À cette époque, des expériences y étaient menées avec des agents pathogènes d'infections aussi dangereuses que le virus Ebola, la variole, l'anthrax, la peste, ainsi qu'avec la toxine ricine.

En 2009, un incident grave s'est produit au laboratoire des Centers for Disease Control and Prevention du Département américain de la santé, lorsque tous les systèmes de la salle de décontamination étaient hors service à la suite d'une panne informatique. En 2014, des tubes Ebola ont été déplacés par erreur vers un autre laboratoire avec un niveau de biosécurité inférieur.

En 2014, dans l'un des subordonnés du ministère
Les laboratoires de santé américains exposent au virus de l'anthrax une centaine de scientifiques et d'assistants de laboratoire. Au cours de l'enquête sur cet incident, des échantillons de variole non comptabilisés ont été trouvés. La même année, le virus de la grippe aviaire a été transféré par erreur dudit laboratoire pour des expériences dans un laboratoire non agréé.

Les détails de la distribution à long terme par le Pentagone (Laboratoire nommé d'après L. Salomon, Dugway Proving Ground de l'armée américaine dans l'Utah, Dugway Proving Ground) n'ont pas encore été précisés.

2005 - 2015 spores vivantes d'anthrax. Il n'est guère possible d'évoquer une fuite accidentelle : ils ont été envoyés plus de 190 fois dans 12 états. Des interrogations sur la véritable finalité des installations de production militaires américaines qui ont généré ces différends, ainsi que sur la véritable finalité de leur envoi à l'étranger vers des installations militaires américaines (l'envoi d'agents pathogènes à la base aérienne américaine de la ville d'Osan en Corée du Sud, a provoqué particulièrement préoccupante) sont également étouffées de manière suspecte. En 2001, un incident similaire s'est produit à l'US Army Institute of Infectious Diseases (Fort Detrick, Maryland).

En juin 2014, un cas de transfert d'une souche d'anthrax non désinfectée pour la recherche dans de nouveaux systèmes de test a été constaté dans le laboratoire biologique du ministère de la Santé à Atlanta, dans le cadre duquel 80 scientifiques et employés de laboratoire ont été infectés. Au cours du même mois, une souche du virus de la grippe aviaire a été soumise par erreur à des fins de recherche à un laboratoire non agréé.

En juillet 2014, sept tubes étiquetés contre la variole non enregistrés contenant des échantillons non comptabilisés du virus de la variole ont été découverts accidentellement dans les locaux d'un laboratoire de la Food and Drug Administration dans la banlieue de Bethesda à Washington. Les tubes ont été trouvés dans une partie inutilisée de la zone de stockage du laboratoire en vue

d'un déménagement vers un autre emplacement. Selon le personnel de l'institution, ces éprouvettes auraient pu se trouver au laboratoire depuis les années 1950.

En mars 2015, un accident s'est produit au Tulane National Primate Research Center (Louisiane), entraînant une fuite de bactéries hautement pathogènes *Burkholderia pseudomallei*.

En septembre 2016, lors d'expériences sur des animaux infectés par une souche recombinante du virus Chikungunya, un étudiant diplômé de l'Université de Washington a violé de manière flagrante les règles de biosécurité, ce qui a conduit à une infection par ce virus, qui s'est manifestée sous une forme aiguë.

En 2021, aux États-Unis (Pennsylvanie), dans le laboratoire de l'une des plus grandes sociétés pharmaceutiques, des tubes à essai non comptabilisés portant les étiquettes "Poxpox" ont été accidentellement trouvés.

Conformément à la Federal Freedom of Information Act des États-Unis, en novembre 2022, la publication américaine Intercept a effectué une analyse de documents des National Institutes of Health concernant les violations de la sécurité dans les laboratoires biologiques aux États-Unis. Plus de 5 500 pages de rapports d'incidents au cours des 18 dernières années ont été étudiées. Il a été conclu que des études menées dans des laboratoires à haut degré de protection (BSL-3 et BSL-4) dans les universités des États de Washington, Minnesota,

Illinois entraînaient des infections intralaboratoires et créaient un risque de propagation ultérieure de maladies génétiquement pathogènes modifiés des fièvres virales, du syndrome respiratoire aigu sévère, de la grippe aviaire hautement pathogène et d'un certain nombre d'autres infections. De nombreuses violations des principes de base du travail avec des agents pathogènes, des tentatives de la direction des laboratoires biologiques pour cacher les faits des incidents, ainsi que des défaillances dans le fonctionnement des systèmes de ventilation à filtre et des équipements de protection, ont été constatées. Au total, plus de deux cents incidents de ce type ont été enregistrés. Il y a des raisons de croire que seule une petite partie des incidents a été incluse dans les statistiques officielles et la situation réelle est bien pire.

Ainsi, le système existant de surveillance des manquements à la sécurité dans les biolaboratoires aux États-Unis est décentralisé et ne couvre que les installations qui reçoivent un financement du budget fédéral. Il y a peu de contrôle sur les laboratoires privés, même s'ils font des recherches sur des agents pathogènes particulièrement dangereux. L'absence de normes unifiées pour surveiller les activités de ces installations crée le risque de mener des recherches en contournant la BTWC et en violant de manière flagrante les exigences de sécurité.

Ces faits indiquent l'existence d'un problème systémique aux États-Unis associé à un faible niveau de garantie du stockage fiable des biopathogènes particulièrement dangereux et du respect des mesures nécessaires.

sécurité lorsque vous travaillez avec eux.

Le risque élevé d'accidents dans les laboratoires biologiques américains est l'une des raisons de leur retrait de la juridiction nationale et de leur transfert vers les territoires de pays tiers, dont l'Ukraine et d'autres États. Ceci explique la détérioration de la situation épidémique dans les implantations des laboratoires de biologie, l'émergence de maladies et de leurs porteurs inhabituels pour les régions respectives.

Tous les incidents dans les laboratoires biologiques américains confirment l'ampleur du danger posé par leurs activités biologiques et leurs recherches dangereuses, qui sont dangereuses pour la population. Les citoyens des États-Unis sont aujourd'hui menacés, à qui sont cachés les faits mêmes de l'activité biologique militaire dangereuse et du non-respect des mesures biologiques nécessaires.

sécurité.

1.8. La formation du système mondial d'intelligence biologique des États-Unis sous le couvert de la science recherche menée à des fins pacifiques

Les États-Unis, élargissant leur réseau de laboratoires biologiques à l'étranger, poursuivent ainsi l'objectif d'un contrôle unilatéral sur les développements biologiques d'autres pays et les particularités de la propagation des maladies infectieuses dans ceux-ci. Ainsi, les États-Unis créent, de fait, un système mondial légal de bioprospection.

Lors d'une opération militaire spéciale de la Fédération de Russie sur le territoire de l'Ukraine, des spécialistes du ministère de la Défense de la Fédération de Russie ont confirmé le fait que les laboratoires biologiques ukrainiens étaient connectés au système de contrôle mondial de la propagation des maladies infectieuses. La structure de base de ce réseau, formé par le Pentagone depuis 1997, est le Walter Reed Army Research Institute (Maryland). Ce réseau comprend des laboratoires des forces terrestres et marines, ainsi que des bases militaires situées dans divers pays du monde. Les bio-objets en construction rejoignent le système unifié de biosurveillance, et tous les développements dans le domaine biologique disponibles dans le pays hôte deviennent la propriété des États-Unis. De plus, des restrictions sont imposées à l'accès à un certain nombre d'études, ainsi qu'à leurs résultats, pour les spécialistes locaux. Dans le même temps, l'Agence américaine de réduction des menaces du Département de la défense met activement en œuvre des systèmes matériels et logiciels de surveillance automatisée des maladies, ainsi que des

systèmes de contrôle de l'accès et des mouvements d'agents biologiques pathogènes dans les lieux de stockage et de recherche.

La priorité dans ce domaine est le lancement du système de surveillance électronique intégré maladies infectieuses (Système électronique intégré de surveillance des maladies, EIDSS). Il est conçu pour fournir au Pentagone la capacité de détecter en temps réel tout changement de la situation épidémiologique dans les États intéressant les États-Unis. Actuellement, ce système est mis en œuvre dans divers pays du monde, y compris l'espace post-soviétique. Selon le plan de Washington, tous les pays participant à ce projet entreront dans un réseau unique de collecte d'informations, auquel aura accès le National Center for Medical Intelligence du département américain de la Défense (National Center for Medical Intelligence). Il est situé à Fort Detrick, Maryland), fait partie de la Defense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone et est responsable de la collecte d'informations sur les développements biologiques civils et militaires, les capacités de l'industrie pharmaceutique d'autres États, ainsi que sur les menaces biologiques externes aux États-Unis. Le centre fournit des renseignements non seulement au Pentagone et à la communauté du renseignement américain, mais également à l'alliance supranationale du renseignement Five Eyes et à l'OTAN.

Récemment, une attention particulière a été accordée aux États-Unis au programme

"Identification de marqueurs indicatifs d'une modification du génome"

(Finding Engineering-Linked Indicators, FELIX), qui est réalisé

Activité de projets de recherche avancée sur le renseignement (IARPA).

Dans le cadre de ce programme, des méthodes sont développées pour détecter diverses mutations dans les génomes des bactéries et des virus afin de déterminer la source de leur origine. Le programme prévoit l'analyse informatique de souches d'agents pathogènes de diverses maladies infectieuses pour identifier les éléments étrangers dans la chaîne d'ADN (violation de la séquence du gène, présence de traces de clonage, etc.).

Un autre programme mis en œuvre par l'IARPA est la bioprospection et biosécurité pour la communauté du renseignement » (« Biointelligence et biosécurité pour la communauté du renseignement », B24IC) - vise à développer de nouvelles façons de collecter, synthétiser, analyser des informations dans le domaine de la biologie synthétique.

Les États-Unis s'attendent à ce que ces programmes apportent la communauté du renseignement américain et le Pentagone à un niveau qualitativement nouveau de contrôle biologique militaire et de gestion de la situation épidémiologique dans d'autres pays. De plus, la création d'un tel réseau

par des spécialistes américains vise à assurer une domination sans scrupules dans le domaine des biotechnologies.

Il est à noter qu'en 2018, dans la revue américaine *Bulletin of Atomic Scientists*, traitant des questions liées à divers types d'armes de destruction massive (ADM), des experts ont identifié de nouvelles menaces sérieuses posées par le programme DARPA appelé PREPARE (PREemptive Expression of Protective Alleles) et Response Elements, "Preventive Expression of Defense Alleles and Response Elements") visant à développer une nouvelle approche en identifiant la défense génétique innée de l'hôte contre les menaces externes et en développant de nouvelles contre-mesures capables d'activer et de moduler rapidement les gènes pour renforcer la défense sans altérer la code génétique sous-jacent.

Les scientifiques expriment des craintes raisonnables que ce programme DARPA puisse être mis en œuvre pour résoudre d'autres tâches agressives dans la situation géopolitique actuelle . Ils n'excluent pas que le programme contribue au développement et aux essais d'armes biologiques américaines. Ainsi, à leur avis, "sur le chemin de l'objectif militaro-défensif, de nouvelles données seront inévitablement obtenues sur ce à quoi la population d'une région particulière est vulnérable, ainsi que sur les méthodes de fourniture de

modulateurs génétiques programmables afin de réduire la niveau de sécurité des habitants de cette région. "

En février 2019, des scientifiques américains et britanniques ont commencé à travailler sur le projet PREventing EMerging Pathogenic Threats (PREEMPT), mis en œuvre dans le cadre du programme DARPA. La raison de ce projet est que l'armée américaine est déployée dans des régions éloignées du monde, souvent là où des maladies infectieuses dangereuses sont répandues. Le projet PREEMPT vise ostensiblement à maintenir l'armée américaine prête au combat en protégeant le personnel militaire de la menace des maladies infectieuses. Cependant, au lieu de traiter les humains, PREEMPT consiste à travailler avec des agents pathogènes viraux dans des réservoirs animaux et des insectes vecteurs, dans lesquels de nombreuses maladies surviennent avant qu'elles ne soient transmises à l'homme. Le projet combine la biosurveillance et la biomodélisation avec de nouvelles technologies pour traiter ou contenir à leur source les agents pathogènes à haut risque. Selon des experts américains, cette approche permettra de prédire des « points chauds » géographiques où un animal peut entrer en contact avec une personne et où des foyers d'infections particulièrement dangereuses sont possibles. Le projet collecte des matériaux et étudie les agents pathogènes qui causent des maladies particulièrement dangereuses telles que les fièvres de Lassa et d'Ebola et le virus Zika.

La recherche dans le cadre de ce projet est menée dans des biolaboratoires contrôlés par les États-Unis et est de nature fermée. Selon des chercheurs américains, si le projet PREEMPT réussit, d'éventuels essais sur le terrain pourraient commencer à être menés sous les auspices d'autres États conformément à tous les protocoles standards de biosécurité. Cependant, le succès de ce projet n'a pas encore été confirmé, ce qui crée de sérieux risques de sécurité pour la population des régions dans lesquelles la recherche est menée.

Chapitre 2. Activités médico-biologiques

Le Pentagone en Ukraine en tant que partie intégrante du programme biologique militaire américain

2.1. Accords de coopération entre l'Ukraine et les États-Unis dans le domaine biologique

Sous prétexte de fournir une assistance au développement de systèmes nationaux de surveillance sanitaire et épidémiologique, de lutter contre les menaces de terrorisme biologique et la prolifération des armes biologiques, de nombreux États de diverses régions du monde, dont certains États de l'ex-Union soviétique, est tombé dans la sphère du développement biologique militaire des États-Unis.

Cela a permis aux États-Unis, dans des régions stratégiquement importantes, d'établir un contrôle sur l'état de la situation sanitaire et épidémiologique, les ressources intellectuelles et les recherches à double finalité.

Création d'un réseau de biolaboratoires dans l'espace post-soviétique, sur la base desquels il est possible de créer et de stocker des composants armes biologiques, menace directement la sécurité nationale de la Fédération de Russie. Contrairement aux armes nucléaires, qui sont situées sur les territoires des pays partenaires américains de l'OTAN, une telle politique dans le domaine biologique permet en fait à Washington de s'approcher des frontières de la Russie de manière incontrôlable.

Les États-Unis attribuent un rôle particulier à l'Ukraine dans l'espace post-soviétique. Cela est principalement dû au fait qu'au moment de l'effondrement de l'URSS, des instituts de recherche anti- peste étaient situés sur le territoire de l'Ukraine, qui agissaient en tant que composants d'un système civil unique de prévention des maladies infectieuses. Dans les laboratoires biologiques des villes de Lvov, Kiev et Odessa, des collections uniques de souches d'agents pathogènes d'infections particulièrement dangereuses, collectées au cours des 70 à 80 dernières années, ont été stockées. Ils étaient encadrés par des professionnels qualifiés professionnels du domaine biologique.

En outre, l'intérêt du département américain de la Défense pour le déploiement de la recherche biologique en Ukraine est dû à sa situation géographique unique, en particulier la présence d'un long commune avec la Russie et franchissement

voies de migration transcontinentales des oiseaux sauvages. L'Ukraine compte plusieurs foyers naturels de maladies infectieuses : tularémie, peste, encéphalite à tiques, leptospirose, grippe aviaire, fièvres hémorragiques de Crimée-Congo et de Marseille.

En octobre 1993, un accord-cadre interétatique a été signé entre les États-Unis et l'Ukraine sur la mise en œuvre du programme américain Cooperative Threat Reduction (CTR). Il a été adopté aux États-Unis en 1991, porte le nom officieux de "programme Nunn-Lugar" (d'après les noms de ses initiateurs - les sénateurs Samuel Nunn et Richard Lugar) et est mis en œuvre sous le faux prétexte d'éliminer les restes de armes de destruction massive dans les anciennes républiques soviétiques.

Le principal exécutant du programme est l'Agence de réduction des menaces du Département américain de la défense, agissant en coopération avec le Département d'État et les départements américains de l'Énergie et du Commerce.

En outre, l'activité offensive de ces départements a été réorientée vers la mise en œuvre en Ukraine du programme de réduction des déchets biologiques menaces (Programme de Réduction des Menaces Biologiques, BTRP).

L'une de ses principales orientations est la mise en œuvre de projets de recherche conjoints visant à promouvoir l'intégration des laboratoires de biologie

ukrainiens avec des organismes de recherche biologique occidentaux (principalement américains). Dans le même temps, comme condition de financement, le Pentagone a posé les exigences d'une transparence totale des activités des objets biologiques ukrainiens participant à ces projets et du transfert de leurs résultats aux départements américains intéressés.

Pour étendre l'échelle des activités biologiques dans l'espace post-soviétique en octobre 1993, l'Ukraine, les États-Unis, le Canada et la Suède ont signé un accord intergouvernemental sur la création du Centre ukrainien de science et de technologie (UNTC). En 1998, les pays de l'UE ont adhéré à cet accord. Alors le bloc

L'OTAN participe directement au développement militaro-biologique de l'espace post-soviétique.

En fait, le STCU a agi comme une structure militaro-politique des États-Unis et des pays de l'OTAN. Au cours de la période de 1995 à 2021, sous les auspices du STCU, plus de deux mille projets ont été mis en œuvre dans les pays post-soviétiques, pour lesquels le Pentagone a alloué des centaines de millions de dollars.

Le STCU coopère avec de nombreux militaires occidentaux organisations, notamment avec l'Institut militaire polonais d'hygiène et d'épidémiologie (participe au programme d'étude du virus Ebola), avec le

laboratoire américain « Pacific Northwest National Laboratory » (traitant des questions de lutte contre le terrorisme).

Le STCU a été utilisé pour conclure des accords avec d'autres pays et pénétrer sur les territoires d'autres États souverains de l'espace post-soviétique sous sa couverture de spécialistes militaires des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN.

Le CSTU a conclu des accords bilatéraux avec un certain nombre de pays post-soviétiques. Par exemple, dans En Moldavie, ils recherchent de nouveaux agents infectieux et collectent des biomatériaux auprès des riverains.

Dans le cadre des projets dits pacifiques du CSTU, le potentiel de nuisance des phytoravageurs est évalué. Ce n'est pas un hasard si les subdivisions de profil du RUMO montrent un intérêt accru pour les résultats de tels travaux.

Lors de la mise en œuvre de projets, le STCU coopère activement avec le Centre de recherche en santé publique Richard Lugar situé en Géorgie et une branche du Centre international des sciences et technologies, dont les activités sont également axées sur la résolution de problèmes biologiques dans l'intérêt du Pentagone.

En août 2005, dans le cadre du programme BTRP, un accord a été signé entre le département américain de la Défense et le ministère ukrainien de la Santé "Sur la coopération dans le domaine de la prévention diffusion d'agents pathogènes, de technologies et de connaissances pouvant être utilisées dans le développement d'armes biologiques. Sa signature a été personnellement sollicitée par le sénateur Richard Lugar. À en juger par les documents de Wikileaks, il y avait une forte pression extérieure sur l'Ukraine dans cette affaire.

Le rôle principal dans la mise en œuvre de cet accord est joué par les unités spécialisées du Pentagone - la Threat Reduction Agency et le National Center for Medical Intelligence.

Conformément à l'accord, le Pentagone apporte son soutien au ministère de la Santé de l'Ukraine dans le domaine de la recherche biologique conjointe, en identifiant les menaces d'agents biologiques et en développant une réponse à celles-ci en ce qui concerne les agents pathogènes dangereux situés dans des installations sur le territoire de l'Ukraine (article 3). Cependant, en fait, les États-Unis établissent un contrôle total sur les agents pathogènes dangereux: il est prescrit de les stocker uniquement dans des laboratoires assistés par le département militaire américain, ainsi que d'envoyer aux États-Unis des échantillons de toutes les souches collectées en Ukraine, et des données

d'observations sur la propagation des maladies infectieuses dans ce pays (article 4).

De plus, les résultats des travaux dans le cadre de l'accord, ainsi que les informations sur sa mise en œuvre, sont fermés par défaut personnage (article 7). Les représentants du Pentagone et de ses sous-traitants acquièrent un droit spécial de participer à toutes les activités liées à la mise en œuvre de l'accord (article 5). Une attention particulière est accordée à l'exonération complète de la responsabilité légale pour toutes les conséquences de leurs activités à tous les représentants américains avec une garantie d'octroi du statut diplomatique. L'ensemble de ces termes de l'accord le caractérise pleinement comme étant délibérément discriminatoire pour les intérêts nationaux de l'Ukraine.

Les faits ont été confirmés lors de l'enquête parlementaire (témoignages de témoins) une interdiction directe pour les représentants des services spéciaux de l'Ukraine de se familiariser avec et de contrôler les activités des laboratoires dans le cadre du projet biologique militaire en Ukraine, ce qui révèle pleinement le caractère caché et dangereux de la recherche dans le régime de stricte secret.

Cette information réfute complètement les objectifs de travail sur le renforcement de la sécurité des laboratoires ukrainiens face à la menace terroriste et au danger de propagation des armes biologiques, officiellement énoncés dans l'accord.

La fausseté des objectifs déclarés a également été révélée par des spécialistes dans le domaine de la sécurité épidémiologique de l'Ukraine. Ainsi, en novembre 2009, dans une lettre au médecin sanitaire en chef de l'Ukraine A. Belovolou, chef de la station d'État anti- peste de la ville de Simferopol, le professeur A. Khaitovich a noté que le concept proposé par les États-Unis, sur d'une part, conduit à la perte de la souveraineté du pays (en termes d'assurance propre sécurité biologique), et d'autre part, à une augmentation déraisonnable du volume de travail "sale" avec des agents pathogènes dangereux sur l'ensemble de son territoire (par exemple, le travail avec la peste aurait dû être effectué dans treize établissements au lieu de deux).

En août 2008, entre le directeur du Département du contrôle sanitaire et épidémiologique d'État de l'Ukraine

A. Ponomarenko et le chef du département de réduction des menaces de l'ambassade des États-Unis en Ukraine, L. Kluchko, ont signé le plan d'assistance technique américaine au ministère ukrainien de la Santé et, en octobre 2009, le concept du programme de réduction des menaces biologiques a été approuvé.

Ces documents ont servi de base à l'interaction dans le domaine biologique entre les départements militaires des États-Unis et de l'Ukraine. Ils prévoyaient la construction d'ici 2014 de deux laboratoires centraux de référence (temporaire et principal) et la concentration de toute la collection ukrainienne de souches pathogènes en eux, ainsi que l'équipement de 28 autres installations biologiques, y compris des laboratoires dans les stations sanitaires et épidémiologiques régionales. Ainsi,

Le Pentagone a construit un système de contrôle et de gestion centralisé.

Le financement total prévu pour le projet s'élevait à plus de 183 millions de dollars.

Sur l'insistance de la partie américaine, par arrêté du Cabinet des ministres de l'Ukraine du 27 août 2008 n ° 1154-r, des organes exécutifs supplémentaires de l'accord ont été déterminés -

Service vétérinaire d'État et l'Académie nationale des sciences agraires. Ainsi, un accès officiel a été accordé aux spécialistes militaires étrangers aux bio-objets nationaux de divers profils. Les Américains ont étendu leurs projets à toutes ces structures, ainsi qu'à l'Académie nationale des sciences d'Ukraine. Ils étaient moins intéressés par la modernisation des laboratoires que par l'accès aux bases de données, aux matériaux et aux spécialistes.

Les mesures prises ont été coordonnées par une section spéciale de l'ambassade des États-Unis en Ukraine. Il était dirigé par Luka Kluchko, qui, notons-le, n'a pas caché le fait qu'il était un descendant de Bandera, et ils ont fui vers l'Amérique après la Grande Guerre patriotique. Le secrétaire adjoint à la Défense Andrew Weber a directement supervisé cette direction. Cela suggère que l'ambassade des États-Unis a systématiquement mis en œuvre un plan visant à introduire dans le système de l'administration publique et à détruire la souveraineté de l'Ukraine. Les voies diplomatiques ont été utilisées pour dissimuler les activités des représentants des services spéciaux et l'exportation de biomatériaux vers les États-Unis.

Après le coup d'État de Kiev en février 2014 et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement contrôlé par l'Occident, la mise en œuvre de projets biologiques sous l'égide des États-Unis en Ukraine s'est intensifiée. L'exception était le territoire de la Crimée, où, après la réunification de la péninsule avec la Russie, une station anti- peste dans la ville de Simferopol est passée sous la juridiction russe.

2.2. Construction américaine en Ukraine de nouveaux laboratoires biologiques et modernisation des laboratoires existants

Le déploiement de laboratoires biologiques sur le territoire de l'Ukraine a un double objectif prononcé. Tous les laboratoires sont divisés en recherche et sanitaires

épidémiologiques, dont chacun est engagé dans l'identification, la collecte ou la collecte de sources d'infection hautement pathogènes. Les laboratoires sont divisés en plusieurs niveaux avec une hiérarchie stricte.

Le déploiement des laboratoires biologiques sur le territoire de l'Ukraine, le soutien administratif et la modernisation de chacun des laboratoires, leur financement pendant plusieurs années a été réalisé directement par le Pentagone. Tous les laboratoires devaient être rééquipés au deuxième niveau de sécurité biologique et réunis en un seul réseau. Les États-Unis prévoyaient de moderniser environ 50 objets biologiques ukrainiens d'importance fédérale et régionale.

Ainsi, le double objectif prononcé des installations médicales et biologiques accompagnées par le Pentagone sur le territoire de l'Ukraine est confirmé.

Dans le cadre de la première étape (de mars 2007 à mars 2009), les Américains ont procédé à un rééquipement complet conformément aux normes établies par le département américain de la Défense, et à l'intégration dans un réseau commun de laboratoires de biologie du centre station sanitaire et

épidémiologique de la ville de Kiev, la station sanitaire et épidémiologique de la ville d'Odessa et la station scientifique

Institut de recherche d'épidémiologie et d'hygiène de la ville de Lviv.

Ces bio-objets ont été modernisés pour fonctionner avec des agents pathogènes.

En octobre 2008, l'appel d'offres du département américain de la Défense pour la modernisation des installations biologiques ukrainiennes d'une valeur d'environ 175 millions de dollars a été remporté par la société d'ingénierie américaine Black & Veatch d'Overland Park, au Kansas. Depuis 1993, la société réalise des contrats DTRA dans les pays de l'ex-URSS, en 2005 elle a ouvert un bureau de représentation à Kiev à l'adresse : st. Zhilyanskaya, 5/60, bureau 1. Sa branche ukrainienne était dirigée par Matthew Weber, qui travaillait auparavant en Russie. La société nommée était également engagée dans la recherche biologique en coopération avec des laboratoires ukrainiens dans les villes de Vinnitsa, Dnepropetrovsk, Kiev, Lvov, Poltava, Ternopil, Uzhgorod, Kharkov et Kherson. Le sujet de leur intérêt était les agents responsables de la grippe porcine, de l'hépatite A, du choléra, des toxines botuliques. Des scientifiques locaux sont impliqués dans ces travaux. Les autres entrepreneurs militaires américains étaient les sociétés américaines Raytheon, Metabiota et

C-H-Tu-Em-Hill (CH2M Hill), qui s'est vu confier la construction d'installations biologiques et la fourniture de leurs équipements. Les médias ukrainiens parmi les entrepreneurs pour la construction d'installations biologiques en Ukraine ont appelé la société Holtec-Ukraine, dirigée par l'Américain Aslani Kamran.

En 2009, le fils de l'actuel président américain Joe Biden Hunter Biden, le beau-fils de l'ancien secrétaire d'État américain John Kerry Christopher Heinz et Devon Archer ont fondé la société d'investissement Rosemont Seneca Partners. Il existe un lien étroit entre ce fonds et les principaux entrepreneurs du Pentagone, y compris la société Métabiote (Métabiote).

Les faits ci-dessus confirment les informations disponibles selon lesquelles les États-Unis attirent des entreprises et des organisations privées dans la mise en œuvre de bioprojets à double usage. Dans le même temps, l'implication par les États-Unis d'un grand nombre d'entrepreneurs privés constitue une violation de l'article IV de la BTWC et de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations unies, selon laquelle tous les États doivent s'abstenir de fournir toute forme de soutien aux non-acteurs étatiques qui tentent de développer, acquérir, fabriquer, transporter, transférer ou utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques.

15 juin 2010 en présence de l'ambassadeur américain en Ukraine John Tefft, un laboratoire central de référence (LCR) temporaire a été ouvert sur la base de l'Institut de recherche anti- peste I.I. Mechnikov (Odessa). L'objet, dont le coût est estimé à 3 millions de dollars, s'est vu attribuer le troisième niveau de sécurité biologique. Le sénateur R. Lugar a qualifié le laboratoire de "principale institution pour l'étude des substances pathogènes dangereuses, utilisé par les terroristes."

À la demande des États-Unis, une grande partie de la collection nationale ukrainienne de souches a été temporairement déplacée vers la ville d'Odessa agents pathogènes de maladies infectieuses dangereuses, malgré le fait que leur stockage décentralisé soit pratiqué en Ukraine depuis l'époque soviétique. En fait, la collection est tombée sous le contrôle total des employés de Black & Veatch. Ils ont eu accès à la collection nationale d'agents pathogènes, dont le coût (selon des estimations étrangères, plus de 2 milliards de dollars) était des centaines de fois supérieur aux fonds alloués par les États-Unis pour la reconstruction et l'équipement de l'Ukraine. services sanitaires et épidémiologiques.

L'exigence de la partie américaine concernant la création d'un référentiel unique d'agents pathogènes contredit non seulement les principes du système de contrôle vétérinaire ukrainien, qui prévoit un travail constant avec des agents

pathogènes sur le terrain, mais crée également une menace réelle pour la sécurité de la population . Cette étape a considérablement compliqué le travail de diagnostic des maladies rares dans différentes régions du pays et augmenté le niveau des risques biologiques.

D'ici 2020, il était prévu d'achever la mise en œuvre du Pathogen Access Control System (PACS). Il vous permet de contrôler toutes les activités avec micro-organismes et réglementer leur accès en les étiquetant avec un code unique.

D'ici 2013, les Américains ont rééquipé les installations dans les villes Vinnitsa, Ternopil, Uzhgorod, Kiev, Lougansk, Dnepropetrovsk, Simferopol et Kherson. Dans la ville de Lvov, trois laboratoires biologiques ont été ouverts à la fois. Les États-Unis ont couvert tous les coûts de leur maintenance la première année, 70 % la deuxième année, 30 % la troisième année, et à partir de la quatrième année, les laboratoires ont été entièrement financés par le budget de l'Ukraine.

Jusqu'en 2014, les Américains ont modernisé 15 laboratoires biologiques en Ukraine. Toutefois, dans le cadre des mesures de confiance de la BTWC, les éléments suivants ne sont pas répertoriés :

un laboratoire de diagnostic dans la ville de Vinnitsa (2010), créé sur la base de la station sanitaire et épidémiologique régionale ; laboratoire de

diagnostic dans la ville d'Uzhgorod (2011); laboratoire de diagnostic dans la ville de Dnepropetrovsk (2011); laboratoire régional d'état vétérinaire médecine (2011); laboratoires dans les villes de Kherson, Poltava et Ternopil.

Après 2014, les États-Unis ont fait pression pour la création en Ukraine d'un laboratoire central de référence permanent avec un troisième niveau de sécurité biologique, où tous les échantillons d'agents pathogènes du pays étaient censés être apportés. Il était prévu de le construire dans la ville de Meref, région de Kharkov, notamment pour l'étude de maladies animales particulièrement dangereuses. Elle était censée travailler sous le contrôle direct réel du Pentagone avec du personnel exclusivement étranger. Il était supposé que le laboratoire serait équipé d'une installation de stockage moderne pouvant accueillir un grand nombre de souches d'agents pathogènes de maladies infectieuses. Le Pentagone prévoyait de réaliser la construction et l'équipement de cette installation entièrement à ses propres frais. DANS Dans la zone de 30 kilomètres de Kharkov, les Américains prévoyaient de mener des recherches sur des souches d'anthrax, de peste, grippe aviaire, fièvre aphteuse et autres virus.

Il convient de noter l'emplacement de ce laboratoire. À 700 mètres du site de sa construction proposée, une petite rivière Rzhavchik coule, se jetant dans la

rivière Mzha, qui, à son tour, se jette dans l'un des plus grands affluents de la rivière Don, le Seversky Donets. Ainsi, en cas d'accident, non seulement tout l'est de l'Ukraine, mais aussi la région de Rostov et le territoire de Krasnodar, y compris le bassin et les ressources biologiques de la rivière Don, seraient menacés de propagation de maladies infectieuses dangereuses. Les conséquences d'une catastrophe biologique dans cette région seraient très sensible à la Russie.

Tous les objets biologiques modernisés sont situés en Ukraine dans les villes et régions qui intéressent les États-Unis au sens militaro-stratégique et épidémiologique. Le réseau de ces laboratoires couvre les parties nord, sud, ouest et est de l'Ukraine, ainsi que plusieurs centres régionaux où se trouvent de grandes formations et unités militaires (régions de Vinnitsa, Poltava, Khmelnytsky).

En juillet 2021, DTRA a signé un contrat avec Jacobs Engineering Group pour moderniser deux autres centres ukrainiens de sciences et technologies biologiques et les équiper d'équipements spécialisés pour travailler avec des agents pathogènes particulièrement dangereux des maladies infectieuses. Les deux installations (l'une dans la ville de Kiev, l'autre dans la ville d'Odessa) devaient commencer à fonctionner d'ici la fin de 2022. Cependant, une opération militaire russe spéciale a contrecarré ces plans. Les régions frontalières pour la

création de biolaboratoires n'ont pas été choisies par hasard. Les territoires les plus proches de la Russie sont les régions agraires des régions de Belgorod et de Koursk. Il semble que le BPA pourrait être utilisé dans ce sens.

Dans le même temps, la partie américaine n'a pas pleinement rempli ses obligations de veiller à ce que les objets biologiques soient conformes aux normes de protection biologique. Les laboratoires conçus ne fournissaient pas de locaux pour le travail avec des essais biologiques et des études bactériologiques, ainsi qu'un vivarium. Le coût de conception des objets a été surestimé à plusieurs reprises à des fins de corruption. Ainsi, la société Black & Veatch a déclaré que 37,8 millions de hryvnias avaient été dépensés pour la modernisation de trois laboratoires biologiques du Service vétérinaire et phytosanitaire d'État. Cependant, selon les résultats d'une évaluation d'experts indépendants, les coûts des travaux effectués ont été surestimés de 17,7 millions d'UAH.

Dans le même temps, le rééquipement des laboratoires ukrainiens a eu lieu avec des violations flagrantes des règles de sécurité. Ainsi, l'Institut de recherche anti-pestes I.I. Mechnikov a été construit sans respecter les normes de protection biologique, en utilisant des matériaux et des équipements de mauvaise qualité, ce qui soulève des inquiétudes quant au stockage adéquat des agents pathogènes dangereux dans un bâtiment potentiellement d'urgence. De plus, le projet de modernisation ne tient pas compte du fait qu'Odessa est située dans une zone

sismiquement défavorable. Malgré cela, l'ambassade des États-Unis (représentée par le chef du département de réduction des menaces, L. Kluchko), sous forme d'ultimatum, a exigé que la direction de l'installation signe des documents d'acceptation.

Le laboratoire de la station sanitaire et épidémiologique républicaine de Crimée (client Black & Veatch) n'a pas pu être mis en service pendant longtemps faute de financement suffisant. Il y avait des problèmes de ventilation et de toiture. Après de fortes pluies, l'objet a été inondé. Des fissures ont été découvertes dans les bâtiments de certains laboratoires après leur mise en service. Il s'agissait d'une situation d'urgence, car il est strictement interdit d'effectuer des réparations avec l'équipement installé. Ainsi, dans des conditions de non-respect des normes élémentaires de protection biologique, il existe une menace de fuite d'agents pathogènes dangereux. De plus, ces objets biologiques deviennent une cible idéale pour les terroristes. Ainsi, la thèse sur l'assistance médicale et biologique humanitaire à l'Ukraine par les États-Unis est complètement réfutée. En fait, des risques imprévisibles dangereux ont été formés pour les citoyens ukrainiens.

Les États-Unis fournissent un financement ciblé pour les tâches qu'ils se sont fixées et, en fait, contrôlent le travail d'un réseau de laboratoires biologiques

spécialisés et de centres de recherche sur le territoire ukrainien. Selon les accords conclus entre le département américain de la Défense et le ministère ukrainien de la Santé, la partie américaine fournit un financement gratuit à des organisations ukrainiennes spécialisées : l'Institut de recherche d'épidémiologie et d'hygiène de Lviv (NII EG), l'Institut de recherche anti- peste d'Odessa et la station sanitaire et épidémiologique centrale de Kiev. Dans le même temps, il était prévu de créer un centre d'étude des agents pathogènes d'infections particulièrement dangereuses sur la base de l'Institut de recherche de Lviv d'EG.

Dans le même temps, dans le cadre des mesures de confiance de la BTWC, l'Ukraine a caché des informations sur le financement de l'armée américaine et a annoncé que le financement des biolabs était assuré par le ministère ukrainien de la santé, l'Académie nationale des sciences médicales d'Ukraine, le Académie nationale des sciences agricoles d'Ukraine et en partie sur le budget de l'État. L'Institut d'épidémiologie et des maladies infectieuses nommé d'après L.V. Gromashevsky et l'Institut de médecine vétérinaire de l'Académie nationale des sciences médicales d'Ukraine sont partiellement financés par le ministère de la Défense
Ukraine.

2.3. Directions de la recherche biologique. Mise en œuvre de projets d'application militaire

L'objectif officiellement déclaré de l'activité biologique américaine en Ukraine est de renforcer la sécurité des laboratoires biologiques nationaux face à une menace terroriste et au danger de propagation des BW. Cependant, selon les témoins interrogés, les principales tâches des spécialistes américains sont d'évaluer les agents pathogènes particulièrement dangereux des maladies infectieuses, de surveiller la situation sanitaire et épidémiologique, de développer et de tester la protection médicale, de collecter les agents pathogènes des maladies infectieuses dans des collections uniques de souches pour en contrôler l'accès de l'extérieur. Experts américains.

Les États-Unis exercent un contrôle sur la recherche biomédicale en cours sur le territoire ukrainien par l'intermédiaire de l'ambassade à Kiev et du Centre ukrainien des sciences et technologies (UNTC), qui fournit un financement ciblé pour des projets scientifiques intéressant le Pentagone et les scientifiques ukrainiens.

Des spécialistes américains collectent des échantillons d'échantillons d'objets environnementaux tels que l'air, l'eau, le sol, ainsi que des échantillons de micro-organismes pathogènes et de leurs vecteurs dans des foyers naturels (moustiques, tiques) pour étudier la zone de circulation des agents pathogènes de diverses infections. Le matériel est emballé et livré principalement (70 %) au SES central de la ville de Kiev, ainsi qu'aux villes d'Odessa et de Lvov.

Dans certains biolaboratoires ukrainiens (les villes de Kiev, Kharkov, Lvov, Odessa), les propriétés des agents pathogènes des maladies infectieuses ont été étudiées sous l'influence de produits chimiques et autres réactifs.

Des spécialistes américains de diverses institutions et ministères ont été impliqués dans le travail avec des agents pathogènes, notamment :

Institut de recherche médicale du département américain de la Défense sur les maladies infectieuses ;

de recherche Walter Reed

Département américain de la Défense (Walter Reed Army Institute of Research -

WRAIR, Silver Spring, Maryland);

Division n ° 3 du centre de recherche médicale de la marine américaine (Naval Medical Research Unit Three - NAMRU-3, Le Caire, Égypte);

universités de Louisville (USA), Ljubljana (Slovénie), Bundeswehr (Allemagne) et autres.

Des projets de réduction des menaces biologiques ont été menés dans des institutions ukrainiennes sous le nom de code UP.

Transcription estimée - Projet ukrainien ("projet ukrainien").

L'analyse de ces projets montre qu'ils ont

la nature stratégique globale de la mise en œuvre progressive d'un contrôle total sur l'ensemble du système de sécurité biologique de l'Ukraine démontre l'objectif du principal bénéficiaire de tous les projets - le Pentagone - l'approfondissement qualitatif de la recherche biologique militaire multivecteur dans l'intérêt des États-Unis, la création d'un site militaire d'essais biologiques en Ukraine.

En particulier, le projet UP-1 (reformé par la suite en projet UP-6) était destiné à étudier les maladies à rickettsies transmises par transmission et la fièvre Q. Sa tâche principale est d'évaluer la propagation des agents pathogènes de ces infections par les moustiques, les tiques et les poux sur le territoire de l'Ukraine. Au cours des travaux menés, la sélection de ces vecteurs a été réalisée. Participants du côté américain - William Nicholson des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis, Allen R. Richards du US Naval Medical Research Center, Matt Hepburn de l'US Department of Defense Institute of Infectious Diseases. Chef de projet - Irina Kurganova de l'Institut de recherche d'épidémiologie et d'hygiène de Lviv. Les spécialistes de l'Institut de recherche anti- peste I.I. Mechnikov ont participé aux travaux.

Dans le cadre du projet UP-2, le Pentagone accorde une attention particulière aux programmes liés à l'étude des zoonoses - agents pathogènes dangereux maladies infectieuses et leurs zones de distribution. Des foyers d'infection naturels et anthropiques ont été étudiés, y compris des cimetières de

bovins atteints d'anthrax. L'objectif du programme est de créer une base de données (dont cartographique) sur la fièvre charbonneuse et la tularémie, de mettre en place un système de géo-information pour la surveillance de la tularémie et de la fièvre charbonneuse. Le projet impliquait, entre autres, des employés du département américain de la Défense et des spécialistes techniques du corps Booz Allen Hamilton (Booz Allen Hamilton), qui ont attiré des représentants de la Bundeswehr (Allemagne) en tant que co-exécuteurs, en particulier des spécialistes (Gerhard Doubler, Roman Wolfen, Allen Richards) de l'Institut de Microbiologie (Munich). Les principaux participants du côté américain sont le Medical Research Institute for Infectious Diseases du US Department of the Army, le Walter Reed Research Institute, les universités Floride et État du Kansas, Johns Hopkins School of Catering.

Dans le cadre du projet UP-2, plusieurs expéditions ont été organisées de 2012 à 2013 pour sélectionner des vecteurs (insectes suceurs de sang) et vraisemblablement sources de rongeurs particulièrement dangereux (en tant que réservoirs naturels de tularémie) dans la région de Volyn, à savoir dans la zone adjacente aux frontières avec la Pologne et la Biélorussie. La tâche consiste à établir une carte épidémiologique détaillée de la propagation de la tularémie et de la maladie du charbon dans les zones focales naturelles et à étudier la migration des porteurs de ces infections vers d'autres régions et États.

L'importance particulière de cette tâche est confirmée par l'implication de spécialistes militaires américains compétents dans la mise en œuvre de ce projet, ce qui peut indiquer son double objectif.

Le nom du projet UP-3 axé sur les aspects médicaux et diagnostiques - "Algorithmes épidémiologiques et approches moléculaires du diagnostic différentiel des maladies fébriles graves d'étiologie inconnue en Ukraine" - nous permet de juger de sa

fin militaro-biologique spéciale. Participants - Institut américain de recherche médicale sur les maladies infectieuses, Université de Louisville, Université de Ljubljana, Black and Witch.

Le projet UP-4 a été mis en œuvre dans les laboratoires des villes de Kiev, Kharkov et Odessa. Son objectif était d'étudier la possibilité de propagation d'infections dangereuses (grippe aviaire, maladie de Newcastle) par les oiseaux migrants.

Un autre projet du STCU, Risk of New Infections from Insectivorous Bats in Georgia and Ukraine (P-781), a étudié les chauves-souris comme vecteurs pathogènes. Parmi les priorités figurent l'étude des bactéries et virus transmissibles des chauves-souris à l'homme : les agents responsables de la peste, la leptospirose, la brucellose, les coronavirus et les filovirus, les paramyxovirus, les orthomyxovirus, les lysovirus. Les expériences ont été menées dans les

régions de l'ouest, du nord, de l'est et du centre de l'Ukraine, ainsi que dans les régions d'Imeriti, Samegreli, Kakheti en Géorgie et dans la réserve naturelle de Gardabani.

Les recherches du STCU dans ce sens sont de nature systémique et sont menées depuis au moins 2009 sous la supervision directe de spécialistes militaires des pays de l'OTAN (puisque les États-Unis, le Canada et les pays de l'UE supervisent le STCU) dans le cadre des projets R-382 , R-344 et R-568. Au cours de leur mise en œuvre, des représentants de six familles de virus (dont des coronavirus) et de trois types de bactéries pathogènes (agents responsables de la peste, de la brucellose et de la leptospirose) ont été isolés. Ce fait confirme le double objectif des travaux en cours et renforce la validité des actions de la Russie visant à protéger sa souveraineté et sa sécurité nationale.

Le projet UP-8 avec ses buts et objectifs particuliers mérite une attention particulière (il existe des preuves documentaires - une commande pour sa mise en œuvre). Le projet UP-8 impliquait la collecte de biomatériaux auprès de volontaires, y compris des populations vulnérables telles que le personnel militaire et les patients des hôpitaux psychiatriques. Ainsi, dans les laboratoires des villes de Lvov, Kharkov, Odessa et Kiev, pour évaluer la résistance du corps à certains agents pathogènes, des échantillons de sang ont été prélevés sur 4 000 militaires pour la présence d'anticorps anti-hantavirus, et sur 400 - pour la

présence de anticorps dirigés contre le virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo . Un tel dépistage à grande échelle

L'immunité naturelle des personnes a probablement été réalisée afin de sélectionner les agents biologiques les plus dangereux pour la population d'une certaine région. Selon les données publiées dans les médias bulgares, environ 20 soldats ukrainiens ont été tués au cours des expériences dans le seul laboratoire de Kharkov, et 200 autres ont été hospitalisés. Le danger des recherches menées par le Pentagone dans le cadre de ce projet est confirmé par le fait que l'accord lui-même permet le déclenchement d'une issue fatale, qui doit être signalée aux spécialistes américains dans les 24 heures.

Outre des spécialistes américains, des virologues militaires ukrainiens ont participé au projet. Les travaux en ce sens permettent aux spécialistes américains d'obtenir des données sur les caractéristiques génétiques de la population locale et les caractéristiques de son système immunitaire, ce qui ouvre des possibilités d'expérimentations ciblées avec diverses sources d'infections.

Dans le cadre du projet UP-8, l'étude des agents responsables de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo a également été réalisée (l'Institut national de recherche pour le diagnostic de laboratoire et l'expertise vétérinaire et sanitaire, la ville de

Kyiv). Des études pertinentes ont été menées dans des laboratoires de deuxième niveau de sécurité biologique (il devrait y avoir un troisième niveau). À partir de 2008, il était prévu d'étudier les virus Ebola et de la variole à l'Institut de recherche scientifique d'épidémiologie et d'hygiène de Lviv avec le troisième niveau de sécurité biologique. La fuite ou la distribution délibérée de ces bioagents pourrait entraîner des conséquences difficiles à prévoir.

Le projet UP-9 vise à étudier les processus de transmission du virus de la peste porcine africaine en Ukraine et sa cartographie génétique. Au cours de la recherche, la possibilité de transmettre des agents pathogènes par voie transmissible a été étudiée. La nature de la recherche dans le cadre de ce projet indique la recherche de moyens de transmettre des agents pathogènes infections et mécanismes d'infection économiquement significatifs animaux de la ferme.

Il convient également de noter le projet UP-10, qui vise à étudier les moyens de propagation de la peste porcine africaine sur le territoire ukrainien, et mis en œuvre simultanément avec ce projet "Projets vétérinaires" avec le code "TAP".

L'objectif principal des projets est les infections de quarantaine économiquement importantes qui peuvent causer des dommages importants à l'agriculture du pays et de toute la région. Il s'agit notamment de la peste porcine

africaine et classique, de la grippe aviaire hautement pathogène et de la maladie de Newcastle.

En particulier, le projet TAP-3 vise à étudier la propagation de l'agent pathogène de la peste porcine africaine par les animaux sauvages. Dans le cadre du projet, les voies de migration des sangliers à travers le territoire de l'Ukraine ont été étudiées.

Le projet TAP-6 a étendu ce processus aux pays d'Europe de l'Est. L'étude de la population de porteurs d'infections dangereuses a été réalisée par des employés de l'Institut des nouveaux agents pathogènes de l'Université dans les régions de Volyn, Rivne, Zhytomyr, Tchernihiv en Ukraine, ainsi que dans les territoires limitrophes de la Biélorussie et de la Russie.

Le volume de financement des projets scientifiques uniquement pour la période de 2015 à 2020 s'élève à environ 32 millions de dollars. Dans le même temps, les dépenses totales des États-Unis pour les programmes biologiques en Ukraine depuis 2005 ont dépassé 250 millions de dollars.

La nature de ces études témoigne au moins de la formation par les États-Unis de prérequis technologiques pour la mise en œuvre, si nécessaire, de sabotages économiques dans les régions de la Russie limitrophes de l'Ukraine. Compte tenu de la difficulté d'identifier les sources de contamination biologique,

elles peuvent être déguisées en foyers naturels de maladies chez les animaux domestiques et les plantes agricoles. Les États-Unis, apparemment, élaborent des itinéraires pour l'introduction éventuelle de maladies infectieuses sur le territoire russe et identifient leurs porteurs potentiels.

Dans le cadre de la conduite d'une opération militaire spéciale, les programmes biomédicaux américains en Ukraine ont été interrompus ou suspendus. Le Pentagone transfère des recherches qui n'ont pas été achevées dans le cadre de projets ukrainiens vers d'autres pays voisins.

2.4. L'impact des États-Unis sur la situation épidémiologique en Ukraine

Jusqu'en 2014, les laboratoires biologiques ukrainiens étaient équipés conformément aux exigences relatives au travail avec des agents pathogènes de maladies infectieuses de toutes les classes de danger.

Cependant, après le coup d'État de 2014, avec l'aide des États-Unis, le Service sanitaire et épidémiologique (SES) a été réorganisé et, en 2017, par la résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine n ° 348 du 29 mars, 2017, le SES a été complètement supprimé. Ses fonctions ont été transférées au service d'État pour la sécurité alimentaire et la protection des consommateurs. Cette décision a été prise alors que le système de soins de santé de l'Ukraine était en

fait sous contrôle externe, puisque les fonctions de ministre de la Santé de l'Ukraine étaient exercées par le citoyen américain U. Suprun.

De plus, le système de formation des spécialistes du Service sanitaire et épidémiologique de l'État a été complètement détruit. En 2020, au début de la pandémie de COVID-19, l'Ukraine n'avait pas formé d'épidémiologistes depuis 5 ans, le système d'examen clinique et de vaccination obligatoire de la population a été annulé.

En 2020, le tribunal administratif de district de la ville de Kiev a ouvert une procédure dans une affaire contre la liquidation par le gouvernement du service sanitaire et épidémiologique d'État. Selon le plaignant, la liquidation de l'autorité compétente pour le bien-être sanitaire et épidémiologique de la population exclut la possibilité de mettre en œuvre les dispositions de la loi ukrainienne "sur la protection de la population contre les maladies infectieuses", contribue à la propagation des maladies et viole les droits constitutionnels des citoyens ukrainiens de protéger la santé et la vie en tant que valeur sociale la plus élevée. La décision du tribunal sur cette question n'est pas connue.

En fait, les États-Unis ont reçu le droit de contrôler la situation épidémiologique dans le pays dans leur propre intérêt. En fait, les spécialistes américains ont acquis la capacité d'enquêter sur les épidémies de toutes les maladies infectieuses en Ukraine, y compris dans les zones frontalières de la

Russie. De plus, ils ont pu établir des cartes géographiques de leur répartition, étudier tous les aspects de l'activité saisonnière, prédire la situation sanitaire et épidémiologique, procéder à la certification biologique moléculaire des échantillons d'agents pathogènes collectés, y compris ceux circulant à la frontière de la Russie Fédération. Washington est également le destinataire final de tous les résultats scientifiques, matériaux, développements et données de la surveillance sanitaire et épidémiologique.

Bien que les États-Unis aient reçu les droits exclusifs énumérés, aucun d'entre eux n'a été utilisé pour l'aide humanitaire à la population ukrainienne. L'obtention de ces droits est à la base de l'influence et de l'impact négatif caché sur le bien-être sanitaire et épidémiologique de l'Ukraine.

D'ici la fin de 2022, il était prévu de déployer un «système électronique intégré de surveillance des maladies infectieuses» sur le territoire ukrainien, couvrant les niveaux national, régional et local des laboratoires biologiques et collectant des informations sur les infections dangereuses. L'agence américaine Threat Reduction Agency a signé un contrat avec Black & Veatch, qui a fourni à l'Ukraine des équipements spécialisés pour assurer le fonctionnement de ce système.

Le système permet au Pentagone de : détecter tout changement de la situation épidémiologique en Ukraine en temps réel ;

établir des cartes géographiques du paysage microbiologique des infections et du statut immunologique de la population ukrainienne ; étudier en détail la situation épidémiologique et épizootologique du pays, le degré d'impact de certaines souches infectieuses sur des régions spécifiques ; surveiller la propagation des infections sur le territoire

Russie; observer l'impact d'agents pathogènes peu étudiés sur la population des régions russes.

Les informations que le système accumule (ce qui est difficilement réalisable sans collecter des données personnelles sur les patients, c'est-à-dire des informations confidentielles qui sont un secret médical) seront analysées dans des centres spéciaux aux États-Unis.

Les États-Unis disposent d'un algorithme bien conçu pour créer des menaces d'épidémies locales et mondiales et les gérer.

2.5. Formation américaine de spécialistes ukrainiens

Les États-Unis organisent des formations menées par des spécialistes militaires américains en Ukraine pour les spécialistes locaux. Cela donne au Pentagone une tâche aussi importante que d'identifier les personnes prêtes à effectuer les

Activités biologiques militaires américaines.

Les spécialistes ukrainiens sont formés par des représentants

Centres de contrôle et de prévention des maladies à Atlanta. Des cours sont organisés dans des instituts médicaux militaires américains. Un échange d'informations a été établi avec les citoyens ukrainiens. En fait, des tests psychologiques du personnel ont été effectués afin d'identifier et d'évaluer son potentiel, de recruter pour une coopération directe avec les services de renseignement américains, de l'utiliser en mode blockchain pour des tâches confidentielles et de construire un système de gestion du personnel ukrainien par des spécialistes du Pentagone.

Sous l'égide du ministère ukrainien de la Santé, un département a été créé dans lequel des subventions étaient accordées, par l'intermédiaire desquelles des spécialistes voyageaient à l'étranger, y étaient formés et recevaient des pièces justificatives pertinentes, selon lesquelles ils pourraient ensuite participer à l'exécution de certains travaux dans un certain statut . En particulier, l'Institut de recherche de Lviv, spécialisé dans les infections focales naturelles transmises par les tiques et les moustiques, a travaillé en étroite collaboration avec les institutions compétentes du département américain de la Défense.

Des spécialistes de l'appareil central du centre de laboratoire du Service sanitaire et épidémiologique d'Ukraine ont été formés à l'extérieur du pays. Ils ont effectué un stage d'un mois et demi à deux mois dans différents laboratoires étrangers, selon leur spécialisation.

Les formations menées en Ukraine par des spécialistes du département américain de la Défense se sont concentrées sur la sélection des micro-organismes pathogènes, leur identification initiale et leur conditionnement, et non sur l'étude approfondie des bioagents. Cette approche comporte certains risques. Sans avoir d'informations sur l'agent pathogène, il est impossible d'évaluer correctement son danger, la sensibilité de la population locale, sa sensibilité à divers médicaments. Il est impossible de prévoir avec précision les conséquences possibles de sa propagation, de planifier et de mettre en œuvre l'ensemble de mesures nécessaires pour minimiser ces conséquences.

2.6. L'émergence d'épidémies de maladies infectieuses en Ukraine

Les résultats négatifs de l'aide américaine à la liquidation du service sanitaire et épidémiologique de l'Ukraine ont été une épidémie de rougeole, des troubles de la poliomyélite, une situation d'urgence avec la tuberculose, l'infection par le VIH, la diphtérie, la tularémie parmi les militaires et autre.

Ainsi, l'incidence de la rougeole en Ukraine en 2017 a augmenté de plus de 100 fois (par rapport à 2016). L'activité destructrice des «autorités de Maidan» a conduit à ce que l'Ukraine soit devenue le «leader mondial» en termes d'incidence de la rougeole. De 2017 à 2018, plus de 30 000 personnes ont été

infectées par cette infection dans le pays, selon l'UNICEF. Au premier semestre 2019, plus de 50 000 cas de maladies ont déjà été détectés en Ukraine. De plus, le nombre de cas en Ukraine était plusieurs fois supérieur aux indicateurs des autres "leaders" de cette liste.

Le niveau extrêmement faible de couverture vaccinale, en particulier pour les enfants, qui, selon le Centre de santé publique du ministère ukrainien de la Santé, ne dépassait pas 40 % dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé réglementée, a conduit à ce résultat désastreux.

organisation de soins de santé - au moins 95 pour cent. Ainsi, en Transcarpatie en 2015, il y a eu une épidémie de poliomyélite dans le contexte de moins de 14% d'enfants vaccinés. Deux cas de cette maladie, éradiquée de la Région européenne il y a plus de 20 ans, sont survenus en Ukraine en 2021.

On soupçonne des épidémies de tularémie parmi les militaires ukrainiens. De plus, la population civile n'est pas tombée malade. Lors de l'examen du dispensaire des militaires, il a été noté que dans le sang 30 à 40 % des militaires ont des anticorps, témoignant de la tularémie dont ils souffraient, ce qui confirme le caractère caché des expériences menées sur des militaires.

Cependant, les questions de prévention de ces infections et

l'intensification des programmes de vaccination n'était pas à l'ordre du jour des États-Unis en tant que priorité de collaboration. Les laboratoires coopérant avec et financés par le Pentagone ne s'occupaient pas de la vaccination, de la prévention des infections évitables par la vaccination, du développement d'un réseau de surveillance de la rougeole, de la rubéole, de la poliomyélite, de la diphtérie ou de la formation de spécialistes dans ces domaines. Les travaux ont été délibérément menés exclusivement avec des virus dangereux qui intéressaient les chercheurs américains.

Périodiquement, des épidémies suspectes de maladies ont commencé à apparaître dans diverses régions d'Ukraine. L'opinion publique relie ces faits, entre autres, au fonctionnement d'installations biologiques fermées situées à proximité.

L'Ukraine a déjà subi plusieurs épidémies (jusqu'en 2009 il n'y en avait pas). La population du pays les associe au démarrage des travaux du Laboratoire central de référence temporaire dans la ville d'Odessa. Ainsi, en 2010 (l'année de l'ouverture du laboratoire dans la ville d'Odessa), une épidémie de grippe aviaire a été enregistrée en Crimée, causant de graves dommages économiques aux élevages de volailles et aux fermes privées.

En 2010, en Crimée, un biomatériau sous forme de sérum sanguin a été prélevé sur la population vivant dans les territoires où des foyers de grippe aviaire ont été enregistrés.

Depuis 2014, la mort de porcs due à la peste porcine africaine a commencé en Ukraine. En 2015, le complexe agricole de Kalita (situé près de la ville de Kiev) a détruit toute la population de porcs (plus de 60 000) à cause de cette maladie, et plus de 100 000 porcs ont été détruits dans tout le pays. En 2019, la quarantaine a été introduite dans la région d'Odessa en raison de la peste porcine. La même année, le président de l'Association panukrainienne des opérateurs du marché de la sécurité, S.B. Shabovta, a déclaré que les autorités ukrainiennes dissimulaient l'ampleur de l'épidémie de peste porcine africaine dans les statistiques officielles et que les animaux malades étaient envoyés à l'abattage et transformés pour la consommation. par des résidents ukrainiens. L'une des raisons des épidémies de peste, selon l'expert, sont les bioadditifs fournis à l'Ukraine par l'entreprise alimentaire américaine.

par Cargil.

Depuis 2014, le nombre de foyers de tularémie a augmenté en Ukraine. Les régions les plus défavorisées sont les régions de Volyn, Sumy et Chernihiv. Depuis 2015, des spécialistes de l'institution d'État «Centre ukrainien de contrôle et de surveillance des maladies M3 d'Ukraine» ont isolé des souches de tularémie

(régions de Volyn et Sumy) à la suite d'examens et ont confirmé la circulation de l'agent pathogène dans 28 territoires. Les faits d'apparition de foyers de tularémie dans les agglomérations urbaines et dans un certain nombre de grandes villes sont particulièrement préoccupants.

En 2015, il y a eu une augmentation de l'incidence en Ukraine poliomyélite. La même année, des cas mortels de leptospirose ont été enregistrés dans le pays. En 2016, dans la ville d'Izmail (région d'Odessa), il y a eu une épidémie d'une infection intestinale inconnue, qui a particulièrement touché les enfants. La cause de l'épidémie n'a pas été déterminée. La même année, l'Ukraine a subi une incroyable épidémie de grippe porcine. En 2017, des épidémies massives de botulisme ont été enregistrées dans les villes de Kiev et de Kherson. Des personnes sont mortes faute de moyens spécifiques de prévention d'urgence.

Selon la société américaine de renseignement et d'analyse Stratfor (Strategic Forecasting Inc.), la propagation rapide de la tuberculose et de l'infection à VIH (SIDA) fait du pays un voisin très difficile et un partenaire de valeur douteuse.

Selon les données officielles, depuis 2019, le nombre de patients atteints d'une souche de tuberculose hautement résistante a augmenté de 3,6 fois par rapport au nombre de patients atteints de tuberculose chimiorésistante. Une mortalité extrêmement élevée a été notée parmi les patients atteints d'une

souche hautement résistante de tuberculose - dans la ville d'Avdiivka en 2013, presque une personne sur trois qui est tombée malade de la tuberculose est décédée pour la première fois, et en 2015 et 2019 une personne sur cinq qui est tombée malade de la tuberculose . première fois mort tuberculose.

Selon le Centre de statistiques médicales du ministère ukrainien de la Santé, en 2021, le nombre de nouveaux cas de tuberculose enregistrés dans le pays a augmenté de plus de 4 % et s'élevait à 44 cas pour 100 000 habitants. À titre de comparaison, en Fédération de Russie, ce chiffre est presque deux fois inférieur.

Lors de l'épidémie massive de la maladie enregistrée dans la région de la colonie de Peski, plus de 70 cas de maladies ont été détectés, qui se sont soldés par une mort rapide. Cela pourrait témoigner d'une infection intentionnelle ou d'une libération accidentelle d'un agent pathogène à partir de l'un des sites situés sur le territoire de l'Ukraine biolaboratoires.

Dans les régions d'Ukraine (Odessa, jusqu'en 2014 - Crimée et Donbass), la dirofilariose est soudainement apparue. Cette maladie est transmise par les moustiques. Leurs larves se reproduisent directement sous la peau. humain, dans les organes de la vision, le cerveau.

Il est à noter que pour lutter contre chaque nouvelle épidémie, le gouvernement de Kiev a dû acheter un nouveau vaccin à des sociétés pharmaceutiques américaines. L'État a dépensé 40 millions de dollars rien que pour protéger la population de la grippe porcine.

À bien des égards, une situation épidémiologique aussi défavorable est survenue à la suite des actions du ministre ukrainien de la Santé U. Suprun, qui ont été dévastatrices pour le système de santé ukrainien, et du lobbying des intérêts des sociétés pharmaceutiques américaines dans l'achat de vaccins. et d'autres médicaments.

Ainsi, toutes les épidémies de maladies, y compris celles d'origine inconnue, désavouent les affirmations des responsables américains concernant les prétendus avantages humanitaires apportés par le département américain de la Défense et le STCU au territoire ukrainien. En fait, après le Maïdan, l'introduction systématique de l'Ukraine dans le système de vulnérabilité biologique, de dépendance économique complète et de ruine a été menée à bien.

2.7. Expériences médicales sur l'homme

Au cours de la période de 2019 à 2021, des spécialistes américains ont testé des médicaments non certifiés potentiellement dangereux sur des patients de l'hôpital psychiatrique clinique régional n ° 3 de Kharkiv. Des expériences ont également été menées sur des citoyens ukrainiens à l'hôpital psychiatrique n ° 1

du village de Strelechie, dans la région de Kharkov. Le résultat de la surveillance 24 heures sur 24 de l'état des patients a été pris en compte sur des formulaires spéciaux, alors qu'aucune information n'a été saisie dans la base de données de l'hôpital et que le personnel de l'établissement médical a signé un accord de non-divulgence. Des patients souffrant de troubles mentaux ont été sélectionnés pour des expériences en fonction de leur âge, de leur nationalité et de leur statut immunitaire.

Au cours d'une enquête parlementaire, il a été découvert que bien avant le début de l'opération militaire spéciale de la Russie, des spécialistes américains avaient mené des expériences à grande échelle sur des militaires ukrainiens. La commission parlementaire dispose de documents attestant que dans le cadre du projet UP-8, des échantillons de sang ont été prélevés sur 4 000 militaires à Lviv, Kharkiv, Odessa et Kiev pour les anticorps contre les hantavirus, et 400 autres pour les anticorps contre la Crimée. Virus hémorragique du Congo-Crimée fièvre. La Commission estime qu'un tel dépistage immunitaire à grande échelle a été effectué afin d'évaluer la sensibilité de la population de la région à certains agents biologiques.

La Commission a analysé le document existant signé par le chef du comité d'éthique du Centre de santé publique d'Ukraine le 12 juin 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du projet UP-8. Le document confirme la conduite d'études

avec un risque inconnu pour la vie et la santé des participants, ainsi que la dissimulation de l'identité des sujets. Dans le même temps, il exige de signaler les incidents mineurs avec des volontaires au Comité américain de bioéthique 72 heures après l'incident, et les incidents graves, y compris la mort des sujets testés, dans les 24 heures. Le projet a été prolongé jusqu'en 2020.

Il est à noter que les résultats du test sanguin n'ont pas été fournis aux participants à l'étude eux-mêmes, ce qui a été stipulé comme condition obligatoire.

Analyse d'échantillons de sang de militaires ukrainiens qui ont volontairement remis leurs armes et suivent un traitement, menée par des spécialistes russes (plus de 180 échantillons), a montré les résultats suivants: plus de 30% des militaires étaient malades ou atteints d'hépatite A, 14% - fièvre hémorragique de Crimée-Congo, 21% - fièvre du Nil occidental. Ces chiffres sont nettement supérieurs à la moyenne. Compte tenu du fait que ces maladies ont été activement étudiées en Ukraine par des représentants du Pentagone dans le cadre des projets UP-4 et UP-8, il y a tout lieu d'affirmer qu'un nombre beaucoup plus important de militaires ukrainiens testés ont été intentionnellement infectés, même en comparaison avec les chiffres déclarés dans le cadre de l'UP-8.

De plus, l'analyse biochimique des échantillons a révélé des traces de stupéfiants, ainsi que des concentrations élevées de plusieurs antibiotiques appartenant à différentes classes à la fois. Cela peut indiquer une infection par des souches multirésistantes.

La Commission a reçu des documents confirmant que les États-Unis testé des médicaments avec un effet inexploré sur les militaires ukrainiens.

En particulier, nous parlons de la soi-disant système de dépistage des produits pharmaceutiques Deep Drag (Deep Drug), non autorisé aux États-Unis et au Canada. Il est à noter que le développeur - la société Scymount - a proposé d'acheter ce système sur une base commerciale, malgré le fait que le ministère de la Défense de l'Ukraine ait attiré du personnel militaire en tant que volontaires, ce qui indique le cynisme particulier des organisateurs.

On peut voir à partir de sources ouvertes que les États-Unis étudient activement les problèmes d'amélioration des qualités de combat du personnel militaire, les perspectives de création d'un super-guerrier, un soldat cyborg. Ainsi, dans le rapport du Commandement pour le développement des capacités de combat de l'armée américaine, les orientations de travail jusqu'en 2025 sont déterminées, ce qui, comme le pensent les auteurs, rendra les soldats américains invincibles. En particulier, nous parlons de la "robotisation" du personnel militaire - la fusion de l'homme avec la machine.

En décembre 2020, la marine Le groupe de réflexion du département américain de la Défense Center for Naval Analysis (CNA) a publié la partie publique du rapport "Superhumans: The Implications of Human-Centered Genetic and Bioengineering"

("Superhumans : Implications of Genetic Engineering and Human-Centered Bioengineering"), dans lequel il est recommandé au Pentagone d'élaborer un guide pour le personnel militaire qui pourrait être intéressé par l'expérimentation du génie génétique, l'obtention d'implants de puces ou la réalisation d'autres modifications à l'aide de ces technologies. De plus, il a été recommandé au département américain de la Défense de définir une supervision interagences unique de l'intégration de ces technologies.

Ces faits et bien d'autres confirment l'intérêt direct et cynique des experts militaires américains à mener des expériences secrètes sur des militaires.

De plus, des expériences similaires avec des militaires ukrainiens pourraient être menées en termes d'évaluation de l'efficacité de l'utilisation de stupéfiants et de substances psychotropes au cours des hostilités.

A cet égard, les faits de détection de stupéfiants, y compris les opioïdes tels que la méthadone, la codepsine, le codeterp, ainsi que les substances de type éphédrine : téphédrine et triphédrine, sont à noter.

La méthadone, une drogue de synthèse, est utilisée dans le traitement de la toxicomanie comme moyen de thérapie de substitution.

Ce médicament était largement utilisé comme moyen d'anesthésie de masse de la population ukrainienne, ce qui a facilité la plantation

Idéologie fasciste et nazie chez les jeunes.

Rappelons que dans l'Allemagne fasciste pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier dans la période de 1943 à 1945, les soldats recevaient des comprimés de pervitine, un dérivé de l'amphétamine, afin de réduire la charge psycho-émotionnelle. Cette drogue a également été massivement utilisée par les militaires américains lors des guerres de Corée et du Vietnam.

Les effets secondaires de ces drogues addictives comprennent : excessive d'agressivité, ce qui explique la monstrueuse cruauté de certains militaires ukrainiens envers la population civile et les prisonniers de guerre.

Des spécialistes américains en Ukraine ont mené une étude approfondie des formes de tuberculose résistantes aux antibiotiques, au sein de laquelle un protocole d'étude de la résistance aux antituberculeux a été créé. Des formes de tuberculose résistantes au traitement (DRS) ont été identifiées, le code DRS a été introduit dans les laboratoires ukrainiens. Ce travail a été financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international

Développement international, USAID).

Un routage résistant aux traitements a été développé

matériel:

si le laboratoire détecte les niveaux 2 et 3 de croissance de mycobactéries dans le matériel, celui-ci est envoyé au laboratoire interrégional pour un test de sensibilité aux médicaments

(heure d'été);

dans le laboratoire interrégional, le phénotypage de la pharmacorésistance à la première ligne de médicaments a été effectué et la culture a été préparée pour être expédiée au laboratoire central. Le laboratoire central a fait en sorte que toutes les souches résistantes aux antibiotiques soient envoyées à un laboratoire infranational désigné pour des tests de résistance aux médicaments de deuxième intention. Tout le matériel présentant une résistance détectée aux médicaments antibactériens a été envoyé aux laboratoires des villes de Kiev et de Riga.

Parallèlement, des travaux ont été menés pour identifier de nouvelles voies possibles d'infection par une souche de tuberculose hautement résistante. De tels essais intéressent particulièrement les soi-disant "Big Pharma" et visent à trouver de nouveaux marchés.

produits pharmaceutiques. Dans le contexte de cette activité, une très forte augmentation de l'incidence de la tuberculose a été enregistrée.

2.8. Un acte de terrorisme biologique contre des habitants du district de Slavyanoserbsky de la République populaire de Lougansk

En novembre 2020, le ministère de l'Intérieur de Louhansk La République populaire a révélé le fait que des copies de billets de 100 roubles avaient été dispersées dans une école de Slavyanoserbsk, sur laquelle l'agent causal (bactérie vivante) de la tuberculose asiatique avait été trouvé. La distribution de pseudo-argent aurait été effectuée à l'aide d'un véhicule aérien sans pilote dans la matinée, vers 10-11h. A cette époque, le processus éducatif se poursuivait et les billets étaient déjà retrouvés chez les enfants qui les ramassaient dans la rue, ce qui confirme le cynisme particulier du crime commis.

Il pourrait y avoir des cas de tuberculose chez les personnes au contact des folioles. La région de Slavyanoserbsky est une zone de guerre où vivent des gens très épuisés émotionnellement. Toute augmentation de l'incidence aurait un effet social négatif colossal dans la région. Ce n'est que grâce au fait que des mesures sanitaires et anti-épidémiques ont été prises en temps opportun que cela a été évité.

Le 23 novembre 2020, une étude microbiologique du matériel livré a été réalisée sur la base de l'institution d'État "Dispensaire antituberculeux républicain de Lugansk". Elle a été réalisée par trois méthodes: la bactérioscopie

simple classique d'un frottis selon TsilyuNilson, la méthode génétique moléculaire de la réaction en chaîne du polymère (système PCR) et l'inoculation du matériel sur des milieux nutritifs spéciaux.

À la suite de l'étude, la méthode PCR a révélé des fragments d'ADN de *Mycobacterium tuberculosis* résistants à la rifampicine. Ensuite, deux méthodes d'inoculation ont été utilisées : sur milieu nutritif liquide (accélééré, croissance après 21 jours) et sur milieu nutritif solide (classique, croissance après 3 mois).

De ce fait, la croissance de la culture de *Mycobacterium tuberculosis* a eu lieu dans les deux cas, et 9 unités formant colonies ont été détectées sur le milieu solide. En parallèle, la sensibilité des mycobactéries aux médicaments antituberculeux de première et deuxième ligne a été déterminée. Une résistance à l'isoniazide, à la rifampicine, à la streptomycine, à l'ofloxacine a été révélée, ce qui indique une virulence élevée de la souche dans le matériel de test, qui appartient à la catégorie la plus dangereuse de la tuberculose pré-XDR (résistance pré-extensive aux médicaments).

Sur la base de l'ensemble des études microbiologiques et bactériologiques réalisées, on peut conclure que les tracts de propagande étaient infectés par un agent causal vivant d'une infection particulièrement dangereuse par une souche de tuberculose hautement résistante.

Dans le même temps, l'ensemencement de faux billets par des gouttelettes naturelles en suspension dans l'air est impossible avec une telle quantité d'un agent pathogène vivant. Cette infection n'est possible qu'avec l'accumulation de l'agent pathogène dans le laboratoire et l'infection ultérieure du support en papier avec celui-ci.

Cette action n'était pas seulement terroriste malveillante, mais aussi idéologique. En particulier, l'inscription « Là où est la Russie, là est la mort » a été apposée sur les billets éparpillés. Il s'agissait en fait d'un acte bioterroriste agressif utilisant des agents pathogènes de la tuberculose et démontrait clairement la volonté des autorités ukrainiennes d'utiliser tous les moyens pour créer une atmosphère de peur et provoquer des conséquences destructrices. L'objet de cet acte bioterroriste était la population civile, principalement des enfants.

Chapitre 3. Évaluation juridique internationale des activités biomédicales des États-Unis et de l'Ukraine

À partir du moment de l'effondrement de l'URSS, les États-Unis ont lancé un projet militaro-biologique à grande échelle sous le couvert d'un programme biomédical sur le territoire de l'Ukraine sous la direction du Pentagone, ce qui indique la logique de leurs actions en contournant accords clés dans le cadre de BTWC.

De larges pouvoirs dans la mise en œuvre de ce projet ont été délégués aux organisations contractantes du Département américain de la Défense. Parmi eux figurent des sociétés américaines bien connues telles que Black & Veatch Special Projects Corp, Metabiota, CH2M Hill. Leurs activités en Ukraine soulèvent également un certain nombre de questions dans le contexte des prescriptions de la BTWC.

Black & Veatch Special Projects Corp travaille pour le compte du Pentagone depuis 2008 dans le cadre de projets d'étude d'agents potentiels d'armes biologiques.

Metabiota et CH2M Hill font également partie des principaux sous-traitants de l'armée américaine en Ukraine. Ils sont chargés du suivi de la mise en œuvre programmes, construction de bio-objets et fourniture d'équipements.

Auparavant, Metabiota était impliqué par le Pentagone dans la gestion de la situation épidémiologique en Ukraine. documenté la participation de représentants de l'entreprise (M. Gutierree, D. Mustra) à l'audit des projets UP et TAP sur le territoire ukrainien a été confirmée, ce qui est confirmé par le calendrier des mesures de contrôle.

Malgré les assurances américaines que la recherche biologique en Ukraine est menée exclusivement dans le domaine de la santé civile, la Commission a

reçu des documents confirmant l'interaction directe des départements militaires des deux pays.

Le coordinateur des projets biologiques militaires était

Le Centre ukrainien de la science et de la technologie (STCU) est une organisation internationale officiellement créée pour empêcher prétendument la diffusion des connaissances et de l'expérience liées aux armes de destruction massive.

Ces dernières années seulement, Washington a dépensé plus de 350 millions de dollars pour la mise en œuvre de projets STCU. Les clients et sponsors américains du STCU sont le Département d'Etat et le Pentagone. Le financement a également été organisé par l'intermédiaire de l'Environmental Protection Agency et des départements américains de l'agriculture, de la santé et de l'énergie.

Entre 2014 et 2022, le CSTU a mis en œuvre plus de 500 projets de recherche dans les pays post-soviétiques. Les clients américains étaient principalement intéressés par des recherches à double finalité.

De nombreux projets en cours visent à étudier les composants potentiels des formulations d'armes biologiques (agents responsables de la peste, de la tularémie, etc.) et les agents pathogènes d'infections économiquement importantes (grippe aviaire pathogène, peste porcine africaine, etc.), par

exemple, le projet 9601 "Transfert des technologies ukrainiennes pour la production de matériaux complexes de double rendez-vous au niveau européen Syndicat".

Les projets R-364, R-444 et R-781 ont été financés directement dans l'intérêt du département militaire américain, visant à étudier la propagation d'agents pathogènes d'infections dangereuses par des insectes vecteurs, des oiseaux sauvages et des chauves-souris.

Les informations fournies confirment la participation directe d'entrepreneurs du département militaire américain à la planification et à la mise en œuvre de projets en violation de la BTWC sur le territoire ukrainien.

Ces faits ont été directement confirmés dans l'évaluation de la situation par le SBU et le gouvernement ukrainien.

En avril 2013, une commission interministérielle composée de représentants du Service de sécurité de l'Ukraine, du Ministère de la santé, du Ministère des affaires étrangères, de l'Académie nationale des sciences médicales, de l'Académie nationale des sciences agraires, du Service sanitaire et épidémiologique d'État et du Le Service vétérinaire et phytosanitaire d'État, créé dans le cadre de l'exécution de l'arrêté du Premier ministre ukrainien du 4 décembre 2012 n ° 763t, a adopté une décision sur la nécessité de modifier

l'accord signé en 2005 entre l'Ukraine et les États-Unis, et de communiquer la position de l'Ukraine à la partie américaine.

Le document du SBU déclare ce qui suit : « Sur la base des conclusions de cette commission, les initiatives susmentionnées de la partie américaine ont un impact négatif sur la mise en œuvre de l'accord et sont inacceptables pour l'Ukraine dans le contexte de sa propre vision du concept de construction. un système efficace de surveillance épidémiologique et épizootologique, adopté le 1er avril 2013 par une résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine n ° 620 "Sur l'approbation du programme cible de l'État de sécurité biologique en 2015-2020". Il a été noté que le SBU partage la position de l'État du ministère de la Politique agricole et du Service vétérinaire et phytosanitaire d'État d'Ukraine sur l'inopportunité de poursuivre les projets DTRA en Ukraine.

Les spécialistes du SBU ont noté à plusieurs reprises les risques potentiels du fonctionnement des laboratoires biologiques contrôlés par les États-Unis. Une analyse préparée par le Service de sécurité de l'Ukraine au printemps 2013 notait : "... des mesures distinctes prises par des représentants étrangers peuvent être considérées comme des actions visant à saper le potentiel scientifique et technique pertinent... Les exigences de la partie américaine de créer un référentiel unique d'agents pathogènes », comme le confirme la présence d'agents

pathogènes à l'I. .I. Mechnikova, « contredit les principes du système existant en Ukraine

le contrôle vétérinaire, qui implique le travail constant avec des agents pathogènes sur le terrain... La mise en œuvre de ces propositions comporte un risque pour la capacité de recherche correspondante.

Dans le même temps, malgré les avertissements du Service de sécurité ukrainien, la coopération dans le domaine biologique s'est poursuivie, notamment entre les départements de la défense de l'Ukraine et des États-Unis.

Un rapport analytique du 30 juin 2016 du service de sécurité ukrainien de Kherson a noté que les programmes de l'Agence américaine de réduction des menaces pour la défense pourraient être utilisés pour créer ou améliorer des armes biologiques. Il a été noté que la poursuite de l'interaction sur la mise en œuvre de ces programmes crée une menace pour les intérêts nationaux en matière biologique
sphère.

L'ensemble des faits confirme non seulement la violation des dispositions de la BTWC par les États-Unis et les violations commises par l'Ukraine, mais explique également l'intérêt direct des États-Unis dans le changement anticonstitutionnel de pouvoir en Ukraine, qui leur permet de continuer leur programme biologique militaire sans entrave.

Il convient de noter en particulier les informations sur la destruction d'urgence de preuves documentaires de la mise en œuvre de programmes biomédicaux en Ukraine, qui auraient été menés exclusivement à des «fins humanitaires» et avec la participation d'organisations ukrainiennes.

La commission, tout au long de ses travaux, a suivi de près les déclarations publiques des représentants officiels l'administration des États-Unis concernant leur implication dans des activités militaires biologiques dangereuses sur le territoire de l'Ukraine. Ils peuvent être tracés des mensonges purs et simples, l'incohérence des jugements et la substitution des concepts.

La gravité de la situation est confirmée par les déclarations de la secrétaire d'État adjointe principale Victoria Nuland lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain le 8 mars 2022. En particulier, en réponse à une question du sénateur Marco Rubio sur la présence d'armes biologiques ou chimiques en Ukraine, elle a signalé la présence d'installations de recherche biologique en Ukraine et s'est dite préoccupée par la possibilité de leur transfert (y compris les matériaux qui s'y trouvent) sous le contrôle des forces armées de la Fédération de Russie. Cette réaction des responsables américains indique également que des recherches militaires sous

couvert de programmes de recherche biomédicale sont mises en œuvre en Ukraine, ce qui n'est pas conforme aux obligations découlant de la BTWC.

La Commission a procédé à une analyse approfondie des activités du Centre ukrainien pour la science et la technologie (STCU), à la suite de laquelle son lien avec les structures militaires, civiles et commerciales des États-Unis a été établi. La Commission attire l'attention sur le fait que le fait des travaux de ce Centre a été reconnu par les États-Unis dans une déclaration publiée par le Pentagone en date du 9 juin

2022.

Un autre représentant de l'administration américaine, J. Bolton, qui occupait auparavant le poste de conseiller à la sécurité nationale, a publié en septembre 2000 un rapport intitulé "Rebuilding America's Defence". Le document indique que « pour atteindre une position de leadership mondial, les États-Unis doivent maintenir la supériorité de leurs forces militaires, tandis que l'un des moyens de se moderniser est la création d'armes biologiques. Dans le même temps, des formes avancées d'armes biologiques capables de cibler certains génotypes pourront modifier le rôle de ce type d'armes - au lieu d'être dissuasives, elles deviendront bénéfiques en politique.

coordinateur des communications stratégiques au Conseil de sécurité nationale des États-Unis, dans son commentaire de

Le 1er février 2023, il a de nouveau qualifié les accusations de la Russie d'"absurdes" et d'"infondées", sans citer d'arguments contraires : "Il n'y avait pas d'armes, il n'y avait pas de laboratoires pour le développement d'armes biologiques", "Les États-Unis n'a pas mené de recherche biologique militaire en Ukraine ». Alors ici au discours direct

J. Kirby reconnaît que, néanmoins, « dans des laboratoires situés sur le territoire de l'Ukraine, des scientifiques américains et ukrainiens ont mené des recherches pour prévenir une pandémie », précisant qu'elles étaient de nature exclusivement scientifique.

Le chef de la délégation américaine à la IX Conférence d'examen de la BTWC en 2022, Kenneth Ward, a refusé de répondre aux accusations de la Russie sur la question des violations de la Convention, arguant que "Moscou n'a jamais été intéressé à entendre les réponses américaines à des questions spécifiques sur la biologie laboratoires en Ukraine, à propos desquels nous avons l'intention de refuser toute autre clarification."

L'analyse menée par la Commission confirme la participation d'agences gouvernementales américaines, de fonctionnaires, ainsi que d'acteurs non étatiques (organisations contractantes parmi des entités juridiques commerciales)

au financement, à l'organisation et au soutien de la recherche et du développement sur le territoire de l'Ukraine en violation de la BTWC.

3.1. Régime juridique international relatif à l'interdiction des armes biologiques

Aujourd'hui, le monde connaît une crise du système de sécurité mondial et la dégradation des régimes internationaux de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération. Dans le domaine biologique, les pays occidentaux préfèrent agir de manière non transparente, ce qui soulève de sérieuses questions et revendications dans le cadre de leur respect des obligations internationales pertinentes.

Les principaux traités interétatiques dans le domaine de l'interdiction des armes biologiques comprennent :

le Protocole de Genève de 1925 sur l'interdiction de l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques (ci-après dénommé le Protocole de Genève);

Convention des Nations Unies de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines (BTWC).

Le Protocole de Genève a été la première tentative efficace de la communauté mondiale d'interdire l'utilisation d'armes biologiques en temps de

guerre. C'est sa principale signification politique et juridique, qui reste pertinente jusqu'à nos jours. Cet accord a été signé le 17 juin 1925 par les représentants de 38 États dans la ville de Genève et est entré en vigueur le 8 février 1928. Ses participants sont actuellement 146 pays. Les États-Unis ont signé le Protocole de Genève en 1925, mais ne l'ont ratifié qu'en 1975. En devenant parties au Protocole de Genève, 37 États, dont les États-Unis, ont émis la réserve qu'ils conservent le droit de riposter si la partie adverse (et dans certains cas un allié de cette partie) viole les termes du protocole (« représailles »). Dans le même temps, de nombreux États sont simultanément parties à la BTWC, qui interdit en principe toute possession d'armes biologiques. Il faut comprendre que le maintien du droit de rétorsion implique la présence effective de cette arme biologique, qui peut servir de preuve indirecte de son existence.

De même, l'Ukraine a émis deux réserves en 2003 pour le Protocole de Genève, qui sont libellés comme suit :

- 1) Le protocole n'est contraignant que pour les États qui l'ont ratifié ou y ont adhéré ;
- 2) Le protocole cesse d'être contraignant pour tout État et ses alliés qui ne respectent pas les interdictions du protocole.

L'inconvénient du Protocole de Genève est l'absence d'interdiction de la mise au point, de la production, du stockage et du stockage d'armes biologiques.

Il ne fixe pas les procédures de contrôle et de vérification, les interdictions qu'il prévoit ne sont limitées qu'à la période immédiate de guerre entre États et n'affectent pas les conflits internes.

Ces lacunes ont été en grande partie résolues avec l'adoption de la BTWC. La Convention a été approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1971, ouverte à la signature le 10 avril 1972 et est entrée en vigueur en 1975. Le document a une durée illimitée. Les dépositaires de la BTWC sont la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni. A partir de mars 2023, 185 États ont ratifié la convention.

Conformément à l'article I de la BTWC, les États parties s'engagent à ne jamais, en aucune circonstance, mettre au point, produire, stocker, acquérir ou conserver d'une autre manière des armes biologiques. À la IV^e Conférence d'examen

En 1996, il a été convenu que l'utilisation d'armes biologiques est également une violation de la convention (dans le texte de la BTWC, il n'y a pas d'interdiction directe de son utilisation).

La BTWC est le premier traité international juridiquement contraignant, en vertu duquel les États participants se sont engagés à abandonner

complètement le développement d'un type complet d'arme de destruction massive.

Cependant, les principaux inconvénients de la BTWC sont les suivants :

il n'y a pas de définition claire de la notion d'"armes biologiques", qui qualifie par la notion de quantité et de destination : « agents microbiologiques ou autres agents biologiques ou toxines, quelle que soit leur origine ou leur mode de production, de types et en quantités non destinés à des fins prophylactiques, protectrices ou à d'autres fins pacifiques » ;

types et quantités spécifiques de bioagents destinés à des fins préventives, protectrices ou autres buts;

compte tenu du niveau actuel de développement biotechnologique, l'activité biologique peut être interprétée arbitrairement; aucun mécanisme n'a été mis en place pour empêcher l'émergence de nouveaux types d'armes biologiques résultant de l'utilisation de technologies à double usage et des avancées scientifiques et technologiques en biologie ; il n'y a pas de mécanisme de suivi de la mise en œuvre des dispositions de la BTWC par les États participants ; il n'existe aucun mécanisme d'enquête internationale sur les violations de la BTWC.

Entre 1995 et 2001, un projet de protocole a été élaboré qui contenait des déclarations obligatoires de certaines activités dans le domaine biologique, des mesures pour vérifier le respect de la BTWC, y compris des visites de sites et des enquêtes sur toute violation alléguée de la BTWC, et des mesures pour améliorer la coopération et la recherche scientifique. et échanges techniques. Des experts russes ont pris une part active aux travaux, proposant un certain nombre de décisions importantes sur les qualificatifs pour des inspections supplémentaires d'objets biologiques.

La Commission considère toutes les actions de Washington de 1995 à 2001 comme un faux-fuyant, car pendant cette période, les États-Unis ont simultanément utilisé le temps pour former un avantage stratégique et dissimuler des projets biologiques militaires.

Cependant, après le début de l'administration de George W. Bush, lors de la 24e session du Groupe spécial d'experts en juillet 2001, les États-Unis ont unilatéralement bloqué la poursuite des travaux sur le projet de protocole à la BTWC.

Depuis lors, les États-Unis se sont constamment opposés à toute tentative de relancer les travaux sur un protocole juridiquement contraignant avec un mécanisme de vérification efficace de la BTWC.

En 2001, les États-Unis, invoquant des intérêts de sécurité nationale, se sont retirés des négociations multilatérales pour élaborer un mécanisme de contrôle juridiquement contraignant de la BTWC. En décembre 2009, lors de la réunion annuelle des États parties à la BTWC, les Américains confirment officiellement leur refus de reprendre la discussion sur cette question.

Grâce au soutien de la propagande à grande échelle pour ses activités biologiques, les dirigeants politiques américains ont réussi à réduire le niveau de critique du public américain lié au refus de Washington de développer un mécanisme de contrôle juridiquement contraignant pour la BTWC.

Menant un programme de recherche à grande échelle de nature militaire appliquée, y compris en dehors du territoire national, et élargissant le contrôle unilatéral sur le potentiel biologique d'autres États, les États-Unis ne sont objectivement pas intéressés par le renforcement de la BTWC et la création d'un mécanisme international de vérifier le respect de ses dispositions. Toutes ces tentatives provoquent une réaction négative à Washington et rencontrent une sérieuse opposition.

Si l'URSS a adhéré à la BTWC avec des intentions ouvertes et honnêtes d'interdire et de prévenir la propagation des armes biologiques, et que les États-Unis ont été contraints d'accepter la position de l'URSS, compte tenu de la parité

du potentiel nucléaire, et que la Russie a respecté ses obligations tout au long de la années, puis les États-Unis ont non seulement continué à mettre en œuvre leur programme militaro-biologique offensif sous le couvert d'objectifs «protecteurs», mais immédiatement après l'effondrement de l'URSS, un projet biologique militaire à grande échelle a été lancé.

Les États-Unis mettent tout en œuvre pour maintenir la BTWC dans sa forme actuelle, car cela leur permet de démontrer leur prétendu attachement à l'interdiction des BW, et d'autre part, de mettre en œuvre librement le programme biologique militaire.

Lors de la IX Conférence d'examen de la BTWC (28 novembre - 16 décembre 2022), les États-Unis ont réaffirmé leur refus de conclure des accords juridiquement contraignants dans le cadre de la BTWC, en particulier sous la forme d'un protocole de vérification à la Convention.

3.2. Les efforts de la Fédération de Russie pour renforcer le régime de la BTWC

La Fédération de Russie considère la BTWC comme un important traité international qui prévoit l'interdiction de toute une catégorie d'armes de destruction massive. Le respect des obligations internationales d'interdiction des armes biologiques est l'une des priorités de la politique d'État de la Fédération de Russie. À cet égard, la Russie déploie des efforts appropriés tant

au niveau international que national pour assurer le respect des obligations stipulées par la Convention et pour accroître son efficacité.

Les représentants russes participent activement aux travaux visant à renforcer le régime de la BTWC sous la forme de réunions intersessions annuelles d'experts et de réunions des États parties à la Convention, préconisant l'élaboration et l'adoption d'un mécanisme juridiquement contraignant pour la vérification et le respect de la BTWC.

Notre pays a toujours prôné la reprise des négociations sur l'élaboration d'un accord juridiquement contraignant Protocole de vérification à la BTWC. Actuellement, sur le site de la Convention, la Fédération de Russie les initiatives suivantes ont été proposées : la formation d'équipes biomédicales mobiles, la création d'un comité consultatif scientifique pour analyser les réalisations scientifiques et technologiques, l'élaboration d'une procédure d'enquête sur les allégations de violation de la Convention, l'adoption d'un formulaire supplémentaire des notifications annuelles dans le cadre des mesures de confiance.

Lors de la IX Conférence d'examen de la BTWC, les États-Unis et leurs alliés se sont catégoriquement opposés à la grande majorité des initiatives russes. En même temps, sans s'opposer de manière générale à la mise en place du Comité consultatif scientifique, ils ont souligné l'inacceptabilité des modalités de

fonctionnement éventuel d'une telle structure proposées par les experts russes. Ainsi, sur des plateformes internationales spécialisées les actions délibérées des États-Unis et leur stratégie pour empêcher la mise en œuvre de tout mécanisme de contrôle efficace afin de garantir le principe fondamental de l'interdiction des BW dans le monde sont constamment tracées.

3.3. Législation nationale de l'Ukraine et des États-Unis dans le domaine des développements biologiques militaires et sa conformité avec la BTWC

La section 1520a du code américain interdit au Pentagone de tester des substances chimiques ou biologiques sur des humains. De tels tests ne sont autorisés qu'avec le consentement des personnes participant aux tests à des fins pacifiques (médecine, produits pharmaceutiques, production industrielle, etc.), ainsi que dans l'intérêt de la protection contre les armes chimiques ou biologiques et de l'application de la loi, y compris la lutte contre les troubles de masse.

Les États-Unis, sous la pression du public, ont déplacé les essais sur l'homme hors du territoire national, et le projet UP-8, qui prévoit des expérimentations sur des volontaires, en est la preuve directe. La décision du comité d'éthique en date du 12 juin 2019 dans le cadre de ce projet indique la conduite d'études avec un risque inconnu pour la vie et la santé des participants. Si le programme de recherche de ce projet suppose uniquement une procédure standard de prélèvement sanguin, la question se pose : de quel type de tests

potentiellement mortels parlons-nous ? De plus, les motifs de la prescription contenue dans le document selon laquelle "... les incidents mineurs avec des volontaires doivent être signalés au Comité américain de bioéthique 72 heures après l'incident, et les incidents graves, y compris la mort des sujets, dans les 24 heures, sont pas clair."

En 2014, l'administration Obama a imposé une interdiction temporaire de financer la recherche aux États-Unis liée aux virus et agents pathogènes mortels, mais en décembre

En 2017, cette mesure a été supprimée.

Politique américaine sur la recherche à double usage (Dual Use Research of Concern, DURC), préoccupant, est toujours limité à "15 agents et toxines et 7 catégories d'expériences" qui sont sous contrôle et surveillance fédéraux. Compte tenu des innovations émergentes dans le domaine de la biotechnologie, y compris les progrès de la biologie synthétique, l'existence d'une telle liste obsolète permet aux États-Unis de mener des recherches à double usage pratiquement incontrôlées, y compris en utilisant des technologies de biologie synthétique.

En Ukraine, le domaine de la recherche biologique est réglementé par la loi «Sur le système national de sécurité biologique dans la création, l'essai, le transport et l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés» de 2007, la

décision du Conseil national de sécurité et de défense (NSDC) de l'Ukraine "Sur la sécurité biologique de l'Ukraine" de 2009 , Cabinet des ministres de l'Ukraine "Sur l'approbation de la procédure d'exercice du contrôle de l'État sur les transferts internationaux de biens à double usage" datée de 2004 et "Sur l'approbation de la procédure de délivrance d'un permis pour la réalisation d'essais d'État d'organismes génétiquement modifiés dans un système ouvert" de 2009 , la Stratégie de sécurité biologique et de protection biologique, adoptée en 2021. Il existe une commission sur la sécurité biologique et protection biologique dans le cadre du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, dont les pouvoirs comprennent l'évaluation et la prévision des menaces biologiques, la généralisation de l'expérience internationale sur ce sujet, la préparation de propositions pour améliorer le système de protection biologique, etc.

Néanmoins, le cadre législatif ukrainien ne contient pratiquement aucune indication directe d'une interdiction développement, production et stockage d'armes biologiques et à toxines. Ce n'est que dans la résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine "Sur l'approbation de la procédure d'exercice du contrôle de l'État sur les transferts internationaux de biens à double usage" qu'il est fait

mention d'une interdiction d'exporter et d'importer sur le territoire ukrainien des biens pouvant être utilisés pour créer des armes biologiques (bactériologiques).

faites à divers moments pour établir

barrière législative au développement d'armes biologiques, mise en œuvre

biologiques du Pentagone et le fonctionnement

laboratoires biologiques sur le territoire de l'Ukraine ont été rapidement bloqués par le soi-disant autorités de Maïdan.

En particulier, en janvier 2014, la Verkhovna Rada d'Ukraine a présenté un projet de loi « sur l'interdiction du placement par des États étrangers, des entités supranationales, des organisations ou des individus de laboratoires viraux-biologiques des 3e et 4e niveaux (les plus élevés) de sécurité biologique sur le Territoire de l'Ukraine », qui, entre autres, appelait à la fermeture des laboratoires étrangers et limitait la production et le stockage d'agents pathogènes mortels dans le pays. Les mesures prises par l'actuel président constitutionnellement élu de l'Ukraine, V. Ianoukovitch, pour protéger la souveraineté biologique nationale et abandonner les projets biologiques militaires américains sur le territoire de l'Ukraine, entre autres, expliquent le soutien actif des responsables américains à la politique anticonstitutionnelle coup d'État et toutes les actions ultérieures prises par le nouveau Premier ministre ukrainien A. Yatsenyuk. L'une des premières décisions du gouvernement

ukrainien sous la direction d'A. Yatsenyuk a été l'arrêt anticipé du programme national cible de sécurité biologique et de protection biologique pour 2015-2020. Un programme similaire pour 2018-2023, introduit en 2016 pour examen par le Cabinet des ministres de l'Ukraine, n'a pas été approuvé.

Après le coup d'État anticonstitutionnel de 2014, à la suite des actions dévastatrices du ministre ukrainien de la Santé par intérim, un citoyen américain U. Suprun et son lobbying pour les intérêts des sociétés pharmaceutiques américaines en Ukraine, une situation épidémiologique catastrophique s'est développée pour de nombreuses maladies infectieuses. Les États-Unis ont en fait reçu le droit de gérer la situation épidémiologique en Ukraine dans leur intérêts.

Ainsi, les États-Unis ont pris toutes les mesures nécessaires pour garantir que les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre des dispositions de l'article premier de la BTWC ne soient pas fixées dans la législation nationale de l'Ukraine, et le non-respect par l'Ukraine des dispositions de l'article IV de la BTWC La BTWC a permis aux États-Unis de mener librement des projets biologiques de nature militaire en Ukraine.

De plus, comme indiqué précédemment, en 2005, le département américain de la Défense et le ministère ukrainien de la Santé ont signé un accord "Sur la coopération dans le domaine de la prévention de la propagation des agents

pathogènes, des technologies et des connaissances pouvant être utilisées dans le développement d'armes biologiques ", qui a permis aux États-Unis de mettre en œuvre librement et de manière incontrôlable un projet militaro-biologique, y compris des expériences sur des personnes.

Cet accord constitue la base juridique de la mise en œuvre de projets financés par les États-Unis sur le territoire de l'Ukraine. Le 20 septembre 2018, par arrêté du Cabinet des ministres de l'Ukraine n° 650-r, le ministère de la Défense de l'Ukraine a été désigné comme organe exécutif supplémentaire pour la mise en œuvre du présent accord.

Conformément à l'article 3 de l'accord, le département militaire américain peut apporter un soutien au ministère ukrainien de la santé dans le domaine de la recherche biologique conjointe, en identifiant les menaces d'agents biologiques et en développant une réponse à celles-ci en ce qui concerne les agents pathogènes dangereux situés dans les installations. sur le territoire de l'Ukraine.

L'article 4 de l'accord exige que les agents pathogènes soient stockés uniquement dans les laboratoires assistés par l'armée américaine et dont la liste en tant que laboratoires centraux sera approuvée par écrit. Dans le même temps, le département américain de la Défense s'est engagé à fournir des diagnostics moléculaires, des communications et des équipements pour le transport d'agents pathogènes.

Dans le même temps, les prescriptions de l'article 4 de l'Accord exigent également que les souches d'agents pathogènes dangereux soient envoyées à des laboratoires situés aux États-Unis dès réception d'une demande pertinente de l'Ukraine. Compte tenu du fait que le critère pour de telles demandes peut être des propriétés des micro-organismes telles que la virulence accrue, la pathogénicité, la résistance aux antibiotiques, le libellé de l'article 4 crée conditions légales préalables à la violation des exigences de l'article I de la BTWC concernant la collecte et l'accumulation d'agents pathogènes dangereux dotés de propriétés destructrices élevées dans des volumes qui ne correspondent pas à des mesures préventives, pacifiques ou autres mesures de protection but.

L'article 5 de l'accord prévoit que des représentants du département militaire américain ou de ses sous-traitants peuvent participer à toutes les activités liées à la mise en œuvre de l'accord, même si cela sort du cadre de l'accord de base de 1993 entre l'Ukraine et les États-Unis concernant l'aide à l'Ukraine pour l'élimination des armes nucléaires stratégiques et pour éviter la prolifération des armes de destruction massive.

Conformément à l'article 7 de l'accord, les résultats des travaux menés dans le cadre de l'accord, ainsi que les informations sur sa mise en œuvre, peuvent être limités et confidentiels. Dans le même temps, conformément au

paragraphe "c" de l'article 7, lorsqu'une telle étiquette restrictive est établie par le Département américain de la défense, les informations doivent être retirées des sources ouvertes par le gouvernement ukrainien et le libre accès à celles-ci est résilié. Séparément, l'exigence de minimiser le nombre de spécialistes ayant accès aux informations spécifiées est soulignée.

Cette non-transparence et l'attribution délibérée d'un caractère classifié à des recherches susceptibles d'être interdites en vertu d'accords internationaux sur les armes biologiques créent les conditions d'une violation sans entrave des obligations stipulées par la BTWC.

Conformément au traité-cadre interétatique de 1993, les États-Unis, leur personnel, leurs sous-traitants et le personnel de sous-traitants sont exemptés de l'obligation de payer les taxes ou redevances similaires perçues sur le territoire de l'Ukraine en rapport avec les activités relevant de l'accord spécifié. .

Le 20 février 2018, une demande officielle a été envoyée par l'intermédiaire de l'ambassade des États-Unis en Ukraine au chef de la Direction centrale sanitaire et épidémiologique du ministère de la Défense de l'Ukraine S.L. Litovka avec une demande de fournir une liste des institutions et des laboratoires du ministère de la Défense de l'Ukraine qui participera à la mise en œuvre de projets biologiques financés par le Pentagone.

Si, au cours de la période de 2005 à 2018, cet accord visait une couverture maximale pour le ministère ukrainien de la santé, alors depuis 2018, il existe des preuves directes que le ministère ukrainien de la défense est devenu un véritable bénéficiaire et destinataire final des fonds et que le projet des deux côtés a une direction biologique militaire directe.

C'est le département américain de la Défense, en coopération avec les autorités de l'État ukrainien, qui a été chargé de définir les tâches dans le cadre des projets sur le territoire ukrainien et de déterminer les listes d'équipements nécessaires.

Pour sa part, le ministère de la Défense de l'Ukraine est tenu de fournir un accès rapide aux représentants du département militaire américain et de ses sous-traitants aux laboratoires sur le territoire ukrainien afin d'effectuer des travaux dans le cadre de projets, ainsi que de fournir l'accès à ces facilités aux scientifiques étrangers.

Il n'y a pas si longtemps, l'organisation non gouvernementale américaine Judicial Watch a décidé de mener sa propre enquête sur fond d'informations en cours sur l'implication américaine dans des projets biologiques militaires en Ukraine, partiellement supervisés par H. Biden. Pour ce faire, des journalistes ont initié une requête auprès de la DTRA.

Le 10 novembre 2022, cette ONG a publié un rapport de 345 pages sur les activités du DTRA en Ukraine. Où Le département américain de la Défense a sérieusement édité les documents, couvrant complètement environ 80 % des informations contenues dans le rapport.

L'analyse du dossier permet de conclure que cinq centres de recherche ukrainiens (IEKVM, IVM, UNIPCHI, LNIIEG, GosNKI des biotechnologies et des souches de micro-organismes), trois contractants du Pentagone, directement qui ont travaillé en Ukraine (Black&Veatch, CH2M (Jacobs), Battelle), ainsi que pour déterminer les données personnelles de trente employés de laboratoire et de sept chefs du département américain de la défense. Les documents contiennent des faits de coopération entre les États-Unis et l'Ukraine dans le domaine de la recherche biologique et en laboratoire, ainsi que leur financement, des faits sur l'introduction du système américain de contrôle des agents pathogènes PACS dans les laboratoires ukrainiens, des rapports sur le transfert du «gouvernement américain propriété » de DTRA à l'Ukraine . Selon des documents publiés, en 2019, le financement du programme américain Ukraine biolabs s'élevait à plus de 11 millions de dollars.

Il convient de noter que les activités des entrepreneurs du Pentagone ont soulevé de nombreuses questions, même de la part des services spéciaux

ukrainiens. Ainsi, en 2015, le département de Kherson du Service de sécurité de l'Ukraine indiquait dans son mémorandum: «Il convient de mentionner les projets de l'ACU du département américain de la Défense (via Black & Veatch Special Projects Corp) visant à établir un contrôle sur le fonctionnement de laboratoires microbiologiques

L'Ukraine sur l'étude des agents pathogènes de maladies infectieuses particulièrement dangereuses qui peuvent être utilisées pour créer de nouveaux types d'armes biologiques.

Des spécialistes du département de Kherson du Service de sécurité ukrainien ont également noté que dans les conditions de larges droits et pouvoirs garantis par le nouveau programme, la partie étrangère étudiera ses propres systèmes de test, ce qui créera des menaces potentielles pour la sécurité épidémiologique et épizootique à la fois en régions individuelles et dans l'ensemble du pays.

Le mémorandum du SBU conclut: "... la subordination des projets du programme ACU en Ukraine et du nouveau programme d'implication dans les activités biologiques du département américain de la Défense - le département militaire d'un pays étranger - crée les conditions préalables aux spécialistes étrangers de pénétrer dans les laboratoires microbiologiques régionaux et de les

familiariser avec les développements stratégiques nationaux. La possibilité d'utiliser les données ainsi obtenues pour accuser notre pays de implication dans le développement d'armes biologiques sur son territoire... ».

Le document recommande d'établir un régime spécial de surveillance des activités de la société contrôlée par le Pentagone par les services spéciaux afin d'assurer prétendument la stabilité de la défense biologique de l'Ukraine.

Octroi par l'Ukraine de son territoire pour les activités des centres de recherche et des biolaboratoires dans l'intérêt du ministère la défense des États-Unis, y compris l'envoi de biomatériaux vers les États-Unis, est un sujet de grave préoccupation lié à la réception par les États-Unis d'informations génétiques sur des groupes ethniques, qu'ils considèrent comme leurs principaux adversaires géopolitiques et nécessitent une évaluation supplémentaire en termes de corrélation avec les dispositions de la BTWC.

L'ordonnance n° 11850 de 1975 du président américain George Ford autorise les forces armées américaines à utiliser des armes à toxines « non létales » et d'autres armes chimiques comme méthode de guerre. Il est clair que le département militaire américain déterminera le degré de "non-létalité" dans de tels cas.

tout seul. Le soi-disant Patriot Act de 2001 permet essentiellement le développement d'armes biologiques avec le consentement du gouvernement américain.

Il convient de noter la USA PATRIOT Act ; Uniting and Strengthening America by Provideing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act of 2001, Article 817 (Extension de la loi sur les armes biologiques) qui établit ce qui suit :

(b) Quiconque est connu pour être en possession d'un agent biologique, d'une toxine ou d'un système de diffusion d'un type ou d'une quantité non raisonnablement justifié dans les circonstances par des recherches préventives, protectrices, de bonne foi ou à d'autres fins pacifiques, sera condamné à une amende en vertu du présent article ou emprisonné jusqu'à 10 ans, ou les deux.

(c) Quiconque enfreint sciemment le présent article sera passible d'une amende comme prévu dans le présent article, emprisonné pour une durée n'excédant pas 10 ans, mais l'interdiction contenue dans le présent article ne s'appliquera à aucune activité dûment autorisée du gouvernement des États-Unis.

Ainsi, il découle des dispositions de la loi que le gouvernement américain se réserve le droit de développer "autorisé" des armes biologiques, et tous les entrepreneurs impliqués dans cette activité sont exonérés de toute responsabilité pénale.

3.4. Évaluation des activités des laboratoires biologiques sur le territoire de l'Ukraine dans le cadre du respect par les États-Unis et l'Ukraine de leurs obligations internationales

Évaluation biologique militaire américaine programmes en Ukraine nécessite, bien sûr, de prendre en compte le contexte juridique international décrit ci-dessus et l'accent évident des États-Unis sur l'utilisation de l'absence de mécanismes de mise en œuvre des documents internationaux.

1. L'ampleur et la direction des activités biologiques menées sur le territoire de l'Ukraine, qui présentent des signes de violation de la première partie de l'article I de la BTWC, caractérisent clairement le document interne de l'Institut de recherche anti- peste nommé d'après I.I. 2018 .

Plus tôt, le 15 juin 2010, en présence de l'ambassadeur américain en Ukraine John Tefft, c'est sur la base de l'Institut de recherche anti- peste I.I. Mechnikov (Odessa) qu'un laboratoire central de référence (LCR) temporaire a été ouvert.

Une inspection programmée de l'Institut a été effectuée par un groupe spécialistes du ministère de la Santé de l'Ukraine du 27 au 28 décembre 2018.

Le rapport note que l'Institut ne dispose d'aucune information documentée concernant l'état réel des souches de choléra, de tularémie, de brucellose et d'anthrax, et qu'il n'existe aucune preuve concernant la nécessité de conserver un grand nombre de tubes à essai contenant les mêmes souches de différents passages.

Parallèlement, il ressort du document que l'Institut n'a réalisé que trois projets de recherche en 2018 dans le cadre de ses principales activités scientifiques. Dans le même temps, un seul d'entre eux utilise le musée des cultures vivantes (musée des bactéries), à savoir les souches de l'agent causal de la tularémie.

Dans le même temps, l'absence de rapport sur les résultats des recherches réalisées à l'aide de l'objet en 2017 est constatée.

En l'absence de complications ces dernières années dues à la situation de ces maladies en Ukraine, la nomenclature et les volumes accumulés de bioagents ne confirment pas leur objectif humanitaire à des fins préventives, protectrices ou autres à des fins pacifiques dans le cadre des activités de recherche prévues. Malgré une quantité aussi importante de biomatériaux pathogènes accumulés, il n'existe aucune preuve convaincante de leur utilisation.

Les stocks d'agents pathogènes inclus dans le rapport d'inspection de l'Institut de recherche anti- peste I.I. Mechnikov n'ont pas été étayés par l'Ukraine

comme étant destinés à la recherche à des fins pacifiques. Selon les documents publiés de la réunion consultative à Genève en septembre 2022, les experts ukrainiens n'ont pas indiqué la nomenclature et le nombre d'agents pathogènes.

La nature de l'utilisation de la collection au cours de la période de 2017 à 2018 à l'Institut de recherche anti- peste I.I. Mechnikov dans la ville d'Odessa, ainsi qu'un certain nombre d'autres problèmes liés aux activités de cet institut, n'ont pas été divulgués. Parallèlement, l'Institut est désigné comme un centre scientifique et méthodologique de premier plan et un exemple de la mise en œuvre de mesures nationales de contrôle du respect des exigences de sécurité dans les laboratoires biologiques. Compte tenu des infractions identifiées lors de l'inspection prévue de l'institut en 2018, notamment le stockage de biomatériaux pathogènes dans les cages d'escalier, l'absence d'un système fonctionnel de contrôle de l'accès aux micro-organismes pathogènes, l'efficacité d'un tel contrôle national est douteuse, et crée des conditions préalables au vol et au trafic non transparent d'agents pathogènes .

Ainsi, les documents de la partie ukrainienne, qui ne contiennent pas d'explications convaincantes concernant les stocks d'agents pathogènes inclus dans le rapport d'inspection de l'Institut de recherche anti- peste I.I. Mechnikov, ne font que confirmer la conclusion selon laquelle l'accumulation de micro-organismes pathogènes n'est pas nécessaire. , qui seraient d'autres fins pacifiques.

Cela indique une violation par l'Ukraine des obligations énoncées dans la première partie de l'article I de la BTWC.

2. Les documents reçus indiquent également la mise en œuvre de projets visant à étudier la possibilité de transmission transfrontalière de maladies par les oiseaux migrateurs (UP-4) et les chauves-souris (P-781).

Dans le cadre du projet UP-4, une étude a été réalisée sur la possibilité de propagation d'infections particulièrement dangereuses par les oiseaux migrateurs, notamment la grippe A hautement pathogène (H5N1), dont la létalité pour l'homme atteint 50%, ainsi que la maladie de Newcastle.

Dans le projet P-781, les chauves-souris étaient considérées comme porteuses d'agents potentiels d'armes biologiques. Parmi les priorités figurent l'étude des agents pathogènes bactériens et viraux qui peuvent être transmis d'eux à l'homme - les agents responsables de la peste, de la leptospirose, de la brucellose, ainsi que des coronavirus et des filovirus. L'attention est attirée sur le fait que les études ont été menées à proximité immédiate des frontières de la Russie - dans les régions de la côte de la mer Noire et dans le Caucase.

En outre, le 9 mars 2022, sur le territoire de la région de Kherson, les forces armées de la Fédération de Russie ont découvert trois véhicules aériens sans pilote équipés de conteneurs de 30 litres et d'équipements de pulvérisation de formulations. Fin avril

2023, 10 autres du même type ont été trouvés dans la zone de la colonie de Kakhovka. Plus tôt - et cela est confirmé par des documents - la partie ukrainienne a demandé au fabricant de drones Bayraktar la possibilité d'équiper le produit Bayraktar Akinci d'une portée de vol maximale de 300 kilomètres avec un système de pulvérisation d'aérosol d'une capacité de plus de 20 litres, qui a été refusé.

Les faits mentionnés ci-dessus constituent une violation des dispositions de la partie 2 de l'article I de la BTWC, qui interdit aux États parties de mettre au point, de produire, de stocker, d'acquérir et de conserver de toute autre manière des armes, des équipements ou des véhicules de livraison conçus pour utiliser des agents microbiologiques ou d'autres agents biologiques ou les toxines de telles espèces et en quantités telles qu'elles ne sont pas destinées à des fins prophylactiques, protectrices ou autres fins pacifiques, à des fins hostiles ou dans des conflits armés.

L'accord de 2005 mentionné précédemment entre l'armée américaine et le ministère de la Santé de l'Ukraine

"Sur la coopération pour empêcher la diffusion des technologies, agents pathogènes et informations pouvant être utilisées pour développer des armes biologiques » (ci-après dénommé l'accord) confirme et régit la participation du département militaire américain aux activités biologiques

militaires sur le territoire de l'Ukraine. L'article 4 du document exige que les agents pathogènes soient stockés uniquement dans des laboratoires assistés par l'armée américaine et que des échantillons de toutes les souches collectées en Ukraine soient envoyés aux États-Unis. Les résultats des travaux dans le cadre de l'accord, ainsi que les informations sur sa mise en œuvre, deviennent confidentiels par défaut conformément à l'article 7. Parallèlement, des représentants du Pentagone ou de ses sous-traitants, conformément à l'article 5, peuvent participer à toutes activités liées à la mise en œuvre de l'Accord. Les dispositions de ce document, combinées avec les faits du travail biologique militaire confirmer défaut l'Ukraine aux exigences de l'article IV de la BTWC, qui prescrit de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les interdictions énoncées à l'article I de la convention, sur le territoire ou sous la juridiction de l'État.

établis pour le fonctionnement des biolaboratoires

Les États-Unis témoignent de leur modèle d'organisation extraterritorial. L'article IV de la BTWC mentionné ci-dessus procède d'un principe strictement territorial. À ces fins, chaque État membre de la BTWC est responsable des activités des seuls laboratoires biologiques situés sur son territoire. Par conséquent, les États-Unis ne sont pas responsables des laboratoires biologiques situés en Ukraine et dans d'autres pays, et l'Ukraine et d'autres pays ne sont pas

responsables des laboratoires américains car ils ne relèvent pas de leur juridiction. Du point de vue des normes applicables du droit international, il y a un problème de territorialité et d'extraterritorialité. Ce modèle de travail a été créé artificiellement par les États-Unis afin d'éviter les accusations de la communauté internationale de violer la BTWC. Malheureusement, l'édition obsolète de la BTWC ne tient pas compte des réalités modernes et ne résout en rien le problème décrit.

Les informations ci-dessus sur la mise en œuvre de l'armée l'activité biologique en Ukraine en violation de l'article I de la BTWC et l'étroite coopération du département américain de la Défense et des entreprises privées américaines avec des laboratoires ukrainiens témoignent également de la violation par les États-Unis des exigences de l'article IV de la BTWC.

Afin d'accroître la transparence des activités dans le domaine biologique, lors des 2e (1986) et 3e (1991) Conférences d'examen de la BTWC, une décision a été prise sur la soumission volontaire par les États participants d'informations sur leurs activités et objets biologiques dans le cadre des mesures de confiance (ci-après - DM). Les formulaires de soumission des déclarations nationales annuelles respectives ont été convenus. Conformément à celles-ci, les États parties à la Convention envoient chaque année à l'Unité d'appui à la mise en œuvre de la

BTWC (ISU ; remplit les fonctions de secrétariat administratif et technique) des informations sur

centres et laboratoires de recherche; sur le programme national de recherche et de développement dans le domaine de la protection biologique ; lois, réglementations et autres mesures, ainsi que les épidémies de maladies infectieuses et phénomènes similaires provoqués par des toxines. Le TM est actuellement le seul mécanisme de contrôle conditionnel de la mise en œuvre des dispositions de la BTWC. L'absence de mécanisme de vérification rend impossible la vérification de l'exactitude des informations fournies par ses participants, et leur caractère politiquement contraignant permet à de nombreux pays d'éviter de fournir des informations détaillées.

Les formulaires de nationalité suivants sont à remplir

rapports :

Formulaire "A". Echange de données sur les centres de recherche et les laboratoires.

Dans ses rapports pour la période de 2015 à 2020 selon le formulaire « A », l'Ukraine déclare ce qui suit.

Formulaire "A" partie 2 (Échange d'informations sur les programmes nationaux de recherche et de développement dans le domaine de la protection

biologique): "Il n'y a pas de programmes nationaux de recherche et de développement dans le domaine de la protection biologique en Ukraine."

Formulaire A, partie 2 (i) (Déclaration des programmes nationaux de recherche et de développement en matière de biosécurité) : « Aucune activité de recherche et de développement dans le domaine de la biosécurité ».

Formulaire « A » partie 2 (ii) (Programmes nationaux de recherche et de développement en matière de biosécurité) : « Rien à déclarer ».

Dans le même temps, les projets de la série UP (UP-2, UP-4, UP-6 et autres), mis en œuvre par le Pentagone AIM en Ukraine, présentent des signes clairs de recherche et développement dans le domaine de la protection biologique, comme ils visent à étudier des agents pathogènes particulièrement dangereux et économiquement importants (anthrax, fièvre hémorragique de Crimée-Congo, leptospirose et autres). Cela s'applique pleinement aux projets financés par le Centre ukrainien des sciences et technologies (STCU), tels que R-444, R-781 et autres.

Formulaire "B". Échange d'informations sur les épidémies de maladies infectieuses et phénomènes similaires provoqués par des toxines.

Des informations sur les foyers de maladies infectieuses (formulaire "B") ont été fournies par l'Ukraine au cours des deux dernières années uniquement en ce qui concerne les infections vétérinaires - peste porcine africaine et grippe

aviaire hautement pathogène. Pour les autres maladies infectieuses humaines et animales, y compris une augmentation anormalement élevée de l'incidence de la rougeole, de la tuberculose et de l'hépatite, aucune information n'a été transmise.

Forme "F". Annonce des activités passées dans les programmes de recherche et développement biologiques offensifs et/ou défensifs.

Dans un souci de transparence et d'ouverture accrues, les États participants annoncent s'ils ont mené des programmes de recherche et de développement biologiques offensifs et/ou défensifs depuis le 1er janvier 1946.

Dans le rapport pour 2020 sous la forme « F », l'Ukraine déclare : « Le gouvernement ukrainien n'a mené et ne mène aucune activité offensive et (ou) défensive dans le cadre de programmes de recherche et de développement bactériologiques et biologiques. Informations sur ces activités de l'ex-URSS sur le territoire

L'Ukraine depuis le 1er janvier 1946, le gouvernement de l'Ukraine n'a pas. Il n'y a rien à annoncer."

Cela contredit un certain nombre de documents fondamentaux du CSTU, qui stipulent que les activités menées en Ukraine visent à "... empêcher la diffusion des connaissances et de l'expérience liées aux technologies des armes nucléaires, chimiques et biologiques...". De plus, cela ne correspond pas aux déclarations des responsables américains, en particulier à la déclaration de la

délégation américaine lors de la réunion de l'OSCE du 20 mai 2022 selon laquelle l'interaction entre les États-Unis et Kiev vise à "... réduire risques biologiques et vétérinaires, ainsi que pour sécuriser les stocks illégaux d'armes biologiques laissés après l'URSS... ».

S'agissant des aspects historiques du programme de réduction de la menace du CSTU, il convient de noter que les véritables objectifs du programme, visant à réduire la menace posée par le potentiel de l'ex-Union soviétique, ont été atteints en 2008, lorsque, par décision du le Congrès américain, les pouvoirs du programme ont été modifiés et sa portée a été étendue à d'autres régions du monde, en dehors de l'espace post-soviétique.

Le manque d'informations dans les rapports de DM sur les projets en cours, un certain nombre d'objets biologiques, ainsi que le financement des activités des laboratoires aux dépens du département militaire américain et structures qui lui sont affiliées parlent de dissimulation délibérée et d'exécution de mauvaise foi de l'obligation politique de l'Ukraine de fournir des informations fiables dans le cadre des mesures de confiance de la BTWC, élaborées "afin de prévenir ou de réduire l'apparition d'ambiguïtés, de doutes et de soupçons et afin de développer la coopération internationale dans des activités pacifiques dans le domaine de la bactériologie (biologie).

3.5. Signes de violations du droit international humanitaire par les États-Unis et l'Ukraine

Les faits de tests de préparations biologiques potentiellement dangereuses sur l'une des catégories de personnes les moins protégées - les patients de l'hôpital psychiatrique clinique régional, ainsi que les expériences médicales sur le personnel militaire révélées lors d'une opération militaire spéciale, témoignent d'une violation directe du droit international humanitaire .

L'interdiction de mener des expériences médicales ou scientifiques ou d'autres actes médicaux dans le cadre de conflits armés qui ne sont pas requis par l'état de santé de la personne concernée est qualifiée par le Comité international de la Croix-Rouge (ci-après dénommé CICR) de une règle du droit international humanitaire coutumier. Le CICR soutient que, conformément à la pratique des États, cette règle s'applique aux conflits armés tant internationaux que non internationaux. Des dispositions pertinentes découlent également de l'interconnexion systémique des normes juridiques codifiées dans les quatre Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977, concernant la protection des victimes des conflits armés internationaux et des conflits armés non internationaux (l'Ukraine est partie à ces traités internationaux).

Ainsi, compte tenu du conflit armé en cours en Ukraine, les tests et expérimentations sur des citoyens ukrainiens mentionnés au chapitre 2 du présent rapport indiquent une violation des normes du droit international humanitaire, y compris celles consignées dans les conventions de Genève de 1949, et révèlent la véritables objectifs militaro-biologiques de telles expériences.

Des expériences dans le cadre du projet UP-8 et des expériences sur des patients dans des cliniques psychiatriques indiquent une violation des règles de base pour la conduite de recherches et d'expériences scientifiques, ainsi que des garanties et des droits des personnes qui y participent. Ces règles sont établies notamment par le Code de Nuremberg, le premier document international sur les principes éthiques et juridiques régissant la conduite de recherches biomédicales sur l'homme, qui a été élaboré sur la base des Lignes directrices pour la conduite d'expériences sur l'homme en 1941 et après le Code de Nuremberg. procès de médecins nazis en 1947. De plus, ces principes ont été développés dans la Déclaration d'Helsinki de l'Association médicale mondiale en 1964. En particulier, ces documents codifient des principes tels que le consentement volontaire d'une personne à participer à une expérience, l'information sur les recherches en cours, la prévention des souffrances et dommages physiques et mentaux inutiles pendant l'expérience, la prévention de la torture, des traitements et peines inhumains ou dégradants. Le non-respect des principes ci-dessus

entraîne naturellement une violation des normes des traités internationaux dans le domaine des droits de l'homme.

Dans le cadre des normes applicables du droit international humanitaire, il convient également de tenir compte du fait que, du point de vue du Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998 (ci-après dénommée la CPI), non seulement les armes qui l'utilisation d'agents microbiens ou d'autres agents biologiques ou de toxines est interdite, mais la conduite d'expériences biologiques est également qualifiée de crime de guerre (article 8). Dans le même temps, le procureur et les juges de la CPI, en violation du Statut de Rome, sont inactifs, préférant ne pas remarquer cette circonstance et ne pas ouvrir d'enquête sur les expériences médicales que les spécialistes ukrainiens mènent sur des patients de la région hôpital psychiatrique clinique et personnel militaire.

Dans le même temps, la commission parlementaire a reçu des informations selon lesquelles des conteneurs contenant des ampoules avaient été largués d'Ukraine à l'aide de drones.

Il était prévu que lors de leur destruction, une réaction chimique se produirait qui provoquerait une explosion et un incendie avec la libération de substances toxiques qui ne figuraient pas dans les listes conventionnelles. En ce qui concerne le contenu des ampoules, une analyse chimique a été effectuée dans le laboratoire 27 du Centre scientifique du Ministère de la défense de la Fédération de Russie,

accrédité par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (ci-après - OIAC).

Les résultats de cette analyse ont été transmis au Secrétariat technique de l'OIAC en temps voulu.

On peut aussi parler d'établir des violations des normes juridiques internationales suivantes :

a) Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ses articles 2 (droit à la vie), 3 (interdiction de la torture), 8 (droit au respect de la vie privée et familiale), 14 (interdiction de la discrimination) si le fondement pour la sélection des participants, l'expérience était leur appartenance ethnique ;

b) le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ses articles 2 (obligation de l'Etat de respecter et de garantir les droits reconnus par le Pacte sans distinction d'aucune sorte), 6 (droit à la vie), 7 (interdiction de la torture), 17 (interdiction de l'ingérence dans la vie privée et familiale), 26 (interdiction de la discrimination) ;

c) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et ses articles 2 (obligation de l'État de prendre des mesures pour assurer la pleine réalisation progressive des droits reconnus dans le Pacte sans aucune discrimination) et 12 (le droit au meilleur état de santé physique et mentale) ;

d) la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et ses articles 2 (l'obligation de l'État de poursuivre une politique d'élimination de toutes les formes de discrimination raciale) et 5 (la liste des droits à l'égard desquels les États s'engagent à interdire et éliminer la discrimination raciale);

e) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son article 16 Prévention des actes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui ne relèvent pas de la définition de la torture).

Mener des essais de produits biologiques sur des patients

hôpitaux psychiatriques, entre autres, est contraire aux articles 3 (principes généraux), 4 (obligations générales), 5 (égalité et non-discrimination), 10 (droit à la vie), 12 (égalité devant la loi), 15 (protection contre la torture ou les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants), 17 (protection de l'intégrité personnelle), 22 (vie privée) et 25 (santé) de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ainsi que les dispositions de la Résolution

Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1991 n° 46/119 « Principes pour la protection des malades mentaux et l'amélioration des soins psychiatriques. »

Ainsi, les faits avérés d'atteinte à la vie et à la santé humaines sur les sites de biolaboratoires contrôlés par les Américains sur le territoire de l'Ukraine (expérimentations dans un hôpital psychiatrique), d'atteintes économiques à l'agriculture (transmission de la peste porcine africaine et de la grippe aviaire) dus à Les activités biologiques militaires des États-Unis sur le territoire ukrainien exigent l'engagement de la responsabilité des auteurs.

Chapitre 4 Préparation à la biosécurité La Fédération de Russie répond de manière adéquate aux nouveaux défis et menaces biologiques

Les résultats de l'enquête parlementaire et l'analyse des faits révélés par la Commission montrent des risques extrêmement élevés de sabotage biologique contre la Russie sous couvert de déclenchements naturels d'épidémies et d'épizooties, y compris celles à effet différé et difficilement identifiables, qui, bien sûr, exige, à côté des formes classiques de surveillance et de garantie de la sécurité biologique sur le territoire de la Russie, des solutions fondamentalement nouvelles et la création d'un système adapté aux menaces déjà formées, qui à court terme seront d'une importance décisive pour assurer sécurité nationale, souveraineté et sauver la vie des citoyens Russie.

4.1. Cadre stratégique et juridique pour assurer la sécurité biologique dans la Fédération de Russie

En Fédération de Russie, des mesures ont été prises pour créer un cadre juridique visant à garantir la sécurité biologique nationale et un régime de contrôle des exportations.

Le décret du président de la Fédération de Russie n° 97 du 11 mars 2019 a approuvé les principes fondamentaux de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la garantie de la sécurité chimique et biologique pour la période allant jusqu'en 2025 et au-delà (ci-après dénommé le Fondamentaux), qui jouent un rôle clé dans la détermination des orientations générales pour assurer la sécurité biologique sur le territoire de la Russie. Le décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 28 août 2019 n° 1906-r a approuvé le plan d'action pour leur mise en œuvre jusqu'en 2025 et au-delà.

Il convient de noter que les solutions aux problèmes de garantie de la sécurité chimique et biologique devraient largement tenir compte des spécificités de l'apparition des menaces et des moyens de les prévenir. Ainsi, la garantie de la sécurité chimique dans le monde est décidée sur la base de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (CAC), entrée en vigueur le 29 avril 1997 et prévoyant pour la destruction complète des stocks d'armes chimiques, ainsi que des installations de production et de stockage, définit les principes de base

de sa non-prolifération. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a été créée conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la CAC.

Le régime juridique international dans le domaine de la non-prolifération des armes biologiques est fourni par la BTWC qui, comme indiqué au chapitre 3 du présent rapport, présente un certain nombre de lacunes importantes qui créent des conditions préalables à un respect inéquitable obligations en contournant ses exigences. En particulier, aucune organisation intergouvernementale internationale spécialisée n'a été créée, qui serait chargée de surveiller le respect de la BTWC par les États participants.

Les différences cardinales dans la nature de l'occurrence des incidents et des menaces de nature chimique et biologique, ainsi que les différences dans les mesures utilisées pour prévenir et éliminer leurs conséquences, prédéterminent la nécessité d'une différenciation juridique des données domaines.

À cet égard, il semble raisonnable et correct d'adopter la loi fédérale « sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie » en 2020 et de préparer un projet de loi sur la sécurité chimique dans la Fédération de Russie.

Au cours de la préparation de cette loi fédérale et en raison de l'émergence de la pandémie de Covid-19 au cours de la période 2020-2022, un certain nombre

d'actes juridiques réglementaires indépendants ont été adoptés en vue d'améliorer le système de garantie de la sécurité biologique nationale.

Plusieurs dispositions différées entrent en vigueur en 2022. La Loi fédérale "sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie", qui devait être mise en œuvre au niveau de la réglementation réglementaire. Il s'agit notamment des règles d'information sur la recherche scientifique dans le domaine de la sécurité biologique, de planification des mesures de prévention des maladies infectieuses chez les animaux, de prévention de l'apparition de conditions propices à la formation de souches nosocomiales de micro-organismes résistants aux médicaments ou agents biologiques. Il prévoit également l'établissement d'une liste des collections de micro-organismes et virus pathogènes et une liste des organismes dans lesquels ces collections sont constituées et conservées, ainsi que la procédure de constitution et d'utilisation de ces collections et les règles de leur protection. Des règles ont été établies pour l'importation dans le pays et l'exportation hors de celui-ci de micro-organismes pathogènes et de virus.

Conformément à l'article 13 de la loi fédérale n° 492-FZ du 30 décembre 2020 « sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie », la procédure de surveillance des risques biologiques dans la Fédération de Russie a été approuvée.

Conformément aux exigences de la loi fédérale du 30 décembre 2020 n ° 492-FZ «Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie», décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 novembre 2021 n ° 2145 a approuvé les règles de fourniture d'informations (informations) sur la recherche scientifique en cours dans le domaine de la biologie l'évolution de la sécurité et de la surveillance dans le domaine de la sécurité biologique, ainsi que le développement de produits, y compris ceux créés à l'aide des technologies du génie génétique et des technologies de la biologie synthétique.

Ces documents déterminent qu'en tant que système qui accumule des informations et des données sur la recherche scientifique en cours dans le domaine de la sécurité biologique et est utilisé pour surveiller les développements dans le domaine de la sécurité biologique, ainsi que le développement de produits, y compris ceux créés à l'aide de technologies de génie génétique et la biologie synthétique, un système d'État unifié pour la comptabilité de la recherche, du développement et des travaux technologiques à des fins civiles est adopté, créé conformément au décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 12 avril 2013 n ° 327 "Sur une information d'État unifiée système de comptabilisation des travaux de recherche, de développement et de génie civil ».

Dans le même temps, malgré le fait que ce système étatique unifié existe depuis 2013, il n'a pas reçu de contenu et de développement de haute qualité, et n'est pas accompagné des prévisions actuelles et des mesures de réponse aux nouvelles menaces biologiques émergentes. Les critères et les approches fondés sur des preuves pour évaluer les nouvelles réalisations scientifiques avancées dans le domaine de la biologie et des disciplines scientifiques connexes n'ont pas été définis. Il est également nécessaire de développer un mécanisme de contrôle pour la conduite de la recherche et du développement dans le domaine de la biotechnologie, de la biologie synthétique et des disciplines scientifiques connexes par des organisations et des institutions dont les activités sont menées avec la participation de capitaux étrangers, y compris des subventions.

Ainsi, le cadre juridique réglementaire dans le domaine de la lutte contre les menaces biologiques potentielles pour la Fédération de Russie est actuellement au stade de la formation et systématique amélioration.

Certaines mesures sont prises pour renforcer le système national de sécurité biologique. Cependant, en même temps risques biologiques posés par les activités biomédicales des États-Unis dans l'ère post-soviétique espace.

Il semble opportun d'élaborer et d'adopter des documents de planification stratégique indépendants dans le domaine de la sécurité biologique et du développement des biotechnologies, y compris la biologie de synthèse (ainsi que des documents dans le domaine de la sécurité chimique nationale).

4.2. Le système des pouvoirs publics en matière de sécurité biologique

La coordination des activités des autorités exécutives fédérales dans le domaine de la sécurité biologique et chimique de la Fédération de Russie est assurée par une commission gouvernementale spécialement créée. La commission comprend des représentants de tous les ministères et départements concernés.

Le 16 mai 2005, le gouvernement de la Fédération de Russie a adopté une résolution sur la délimitation des pouvoirs des organes exécutifs fédéraux dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique de la Fédération de Russie (ci-après dénommée décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 303), selon laquelle plus de vingt organes fédéraux sont investis de pouvoirs dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique du pouvoir exécutif avec le rôle de coordination du ministère de la Santé de la Russie Fédération.

Dans la loi fédérale du 30 décembre 2020 n° 492-FZ

"Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie" définit uniquement les pouvoirs généraux des autorités de l'État et des gouvernements locaux. Dans le même temps, une analyse de ses dispositions par rapport à d'autres actes sectoriels indique que la délimitation des compétences des pouvoirs publics dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique est incertaine.

En outre , les dispositions du décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 303 ne sont pas synchronisées avec ladite loi en termes de pouvoirs.

Modifications du décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 303 après son adoption

fédérale du 30 décembre 2020 n° 492-FZ

"Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie" n'a pas été inclus.

La législation fédérale de base ne définit pas les organes habilités chargés d'exercer des compétences dans le domaine de la sécurité biologique.

Par exemple, selon l'article 5

fédérale du 30 décembre 2020 n° 492-FZ

"Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie", les autorités de l'État créent et tiennent un registre des produits (marchandises) nécessaires pour assurer la sécurité biologique, ainsi qu'un registre des entreprises qui disposent d'une réserve de capacités pour leur production. Toutefois, l'organisme habilité

et les modalités d'exercice de cette autorité ne sont pas encore déterminés, ce qui rend impossible son exercice.

Le décret du président de la Fédération de Russie du 4 janvier 2021 n° 12 (ci-après dénommé le décret du président de la Fédération de Russie n° 12) a approuvé la procédure d'action des autorités publiques pour prévenir la menace d'urgences liées à la introduction sur le territoire de la Fédération de Russie et propagation de maladies infectieuses dangereuses sur le territoire de la Fédération de Russie . Selon ce document, un conseil de coordination est en cours de création sous l'égide du gouvernement de la Fédération de Russie pour prévenir la menace d'urgences associées à l'introduction sur le territoire de la Fédération de Russie et à la propagation de maladies infectieuses dangereuses sur le territoire de la Fédération de Russie. Sur proposition de Rospotrebnadzor , un quartier général opérationnel peut être créé pour prévenir une telle menace, qui élabore et approuve un plan d'action pour prévenir la propagation de maladies infectieuses dangereuses en Russie.

Conformément au décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 303, le ministère de la Santé de la Fédération de Russie, en collaboration avec d'autres autorités exécutives fédérales, est tenu d'envoyer au gouvernement de la Fédération de Russie chaque année avant le 1er mars un rapport sur la travail effectué pour réduire l'impact négatif des agents biologiques dangereux sur la

population, la biosphère et les objets de la technosphère avec des propositions sur l'amélioration du système étatique de sécurité biologique de la Fédération de Russie.

Afin d'éviter la duplication des pouvoirs des autorités exécutives fédérales dans le domaine considéré, il est nécessaire de développer un algorithme unifié pour leur mise en œuvre coordonnée. À cet égard, des modifications sont nécessaires à la loi fédérale du 30 décembre 2020 n ° 492-FZ "Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie" en termes de détermination des organismes autorisés chargés d'exercer des pouvoirs dans le domaine de la sécurité biologique, délimitant les pouvoirs des autorités publiques dans le domaine de la sécurité biologique, ainsi que la mise en conformité avec ladite loi des dispositions du décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 303.

L'analyse précédente des actes juridiques réglementaires et de la structure des activités des autorités de l'État dans le domaine de la sécurité biologique indique la nécessité d'envisager la possibilité de former une approche multidisciplinaire centralisée et clairement structurée sous la direction unifiée et la subordination au président de la Fédération de Russie dans le régime des services spéciaux du système de sécurité nationale.

4.3. Système de surveillance des menaces biologiques externes de la Fédération de Russie

Les menaces biologiques externes (intentionnelles et non intentionnelles) pour la Russie sont aujourd'hui assez élevées. Une enquête parlementaire a montré que, tout d'abord, un tel danger vient de l'Ukraine voisine, sur le territoire de laquelle il y a une dégradation de l'état sanitaire service épidémiologique. Ceci, en particulier, est indiqué par les flambées d'infections évitables par la vaccination (poliomyélite, rougeole), ainsi que par la forte prévalence de la tuberculose, de l'infection à VIH et des maladies vénériennes parmi les citoyens ukrainiens arrivés en Fédération de Russie.

Fédération.

Dans les conditions actuelles, la question de la volonté de la Russie de refléter les risques existants dans le domaine de la sécurité biologique et d'en prévenir de nouveaux potentiellement dangereux pour la population est aiguë.

menaces biologiques.

Conformément à la stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie, le développement d'un système de surveillance des risques biologiques pour prévenir et répondre aux menaces biologiques est classé comme l'une des tâches pour atteindre les objectifs de la politique de l'État dans le domaine du sauvetage de la population de La Russie et le développement du potentiel humain.

Conformément à la loi fédérale du 30 décembre 2020 n° 492-FZ

"Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie" à partir du 1er janvier 2022, le ministère de la Santé de la Fédération de Russie devrait surveiller les risques biologiques et, à partir du 1er juillet 2022, participer à la surveillance des développements dans le domaine de la sécurité biologique, y compris l'utilisation du génie génétique technologies, et fournir des informations au Ministère des sciences et de l'enseignement supérieur de la Fédération de Russie pour leur généralisation.

Loi fédérale n° 492-FZ du 30 décembre 2020

«Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie» stipule que les données de surveillance des risques biologiques doivent être saisies dans le système d'information de l'État dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique (ci-après - SIG BB).

Conformément à l'article 14 de ladite loi fédérale, le GIS BS est constitué afin de gérer les risques biologiques, d'assurer l'échange d'informations entre les les organes de l'État, les organes de l'État des entités constitutives de la Fédération de Russie et les autorités locales dans le cadre de leur interaction dans le domaine de la sécurité biologique.

La norme sur la formation du GIS BB est entrée en vigueur le 1er janvier 2022. La Commission estime qu'afin d'assurer le bon fonctionnement du système en cours de création, compte tenu des dispositions

fédérale du 30 décembre 2020 n° 492-FZ

«Sur la sécurité biologique en Fédération de Russie» au niveau des règlements,

il est nécessaire de réglementer: la création d'un algorithme unifié de

gestion des risques utilisant ce système d'information; détermination de la

procédure pour assurer l'échange d'informations entre les organes de l'Etat

fédéral, les organes de l'Etat des entités constitutives de la Fédération de Russie

et les organes des collectivités locales au cours de leur interaction ; création

d'un système unifié de coordination de la surveillance des risques biologiques

et de traitement des

résultats.

Une analyse des actes juridiques réglementaires indique l'existence de plusieurs types de surveillance sur les questions de sécurité biologique en l'absence d'un système centralisé unifié pour coordonner leur mise en œuvre, ainsi que pour synchroniser et traiter les résultats, y compris leur intégration ultérieure dans le SIG BB, qui, de l'avis de la Commission, est un problème sérieux .

Pour prévenir et prévenir la mise en œuvre incontrôlée d'activités artificielles dangereuses utilisant des technologies biologiques, la législation de la Fédération de Russie prévoit le suivi des développements dans le domaine de la sécurité biologique, ainsi que le développement de produits, y compris ceux créés par génie génétique technologies et technologies de biologie synthétique.

Conformément à la doctrine de la sécurité alimentaire La Fédération de Russie, approuvée par décret du président de la Fédération de Russie du 21 janvier 2020 n ° 20, dans le domaine de la production agricole, des matières premières et des aliments, il est nécessaire de mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à assurer la sécurité biologique du territoire de la Fédération de Russie, y compris les mesures anti-épizootiques, la prévention de l'apparition et de la propagation des maladies animales , y compris celles communes aux humains et aux animaux, la production de produits animaux vétérinairement sûrs.

La prévention de l'importation incontrôlée sur le territoire de la Fédération de Russie et de l'utilisation dans la Fédération de Russie d'agents biologiques de synthèse, principalement des agents de lutte biologique, est l'un des intérêts nationaux dans le domaine de la sécurité alimentaire à long terme.

Compte tenu de l'analyse des actes juridiques réglementaires dans le domaine de la sécurité vétérinaire, il est nécessaire de créer un algorithme unifié

pour la coopération interministérielle et interrégionale afin de prévenir la menace d'importation sur le territoire de la Fédération de Russie et l'utilisation en Fédération de Russie de agents biologiques de synthèse, principalement des agents de lutte biologique, ainsi que la constitution d'un système unifié de surveillance des agents pathogènes et d'un système de contrôle des risques épizootiques, principalement en relation avec les animaux sauvages.

De toute évidence, s'il est possible de comprendre clairement l'écologie et l'habitat des espèces animales, à la fois porteuses et hôtes finaux de l'agent pathogène, il est possible de prédire la propagation ultérieure des maladies infectieuses dans le pays.

4.4. Exportation de biomatériaux et protection des données génétiques

En 2017, le président de la Fédération de Russie, lors d'une réunion du Conseil pour le développement de la société civile et des droits de l'homme, a déclaré que le biomatériau de représentants de divers groupes ethniques était collecté de manière ciblée et professionnelle dans différentes régions de Russie. Selon les médias, deux centres ont été impliqués dans la collecte de biomatériaux auprès de Russes et les études elles-mêmes ont été menées aux États-Unis.

Le 19 juillet 2017, l'US Air Force a publié un contrat pour l'achat d'échantillons d'ARN - tissus vivants de Russes caucasiens.

Le contrat publié sur le portail officiel des appels d'offres du gouvernement américain stipule que l'US Air Force prévoit d'acheter 12 échantillons de molécules d'ARN (présentes dans toutes les cellules vivantes et nécessaires à la traduction de l'information génétique en protéines) et 27 échantillons de liquide synovial (un composant important de l'articulation qui assure sa mobilité) auprès de donateurs de Russie.

Un peu plus tard, des précisions ont été apportées à l'application publique selon laquelle tous les biomatériaux (échantillons de tissu synovial et d'ARN) devaient être prélevés exclusivement en Russie sur des Caucasiens. Il est interdit de prélever des échantillons de tissus en provenance d'Ukraine. Apparemment, une telle réserve a été faite parce que les spécialistes américains avaient un accès sans entrave aux biomatériaux des résidents ukrainiens conformément aux accords discriminatoires analysés précédemment.

Le client était le 502nd US Air Force Squadron (502d Contracting Squadron), qui fait partie de l'Air Training Command. La note explicative de la demande publique précisait que les échantillons étaient destinés au Centre de diagnostic moléculaire avancé (Centre de détection moléculaire avancée, CAMD) et à son projet d'étude des maladies et lésions de l'appareil locomoteur. Comme il ressort de sources ouvertes, ce centre soutient la recherche biomédicale fondamentale, clinique et appliquée pour les forces armées

américaines. En particulier, le Centre surveille en permanence les infections virales et bactériennes des voies respiratoires supérieures dans la population générale et mène des recherches en collaboration avec d'autres chercheurs militaires pour identifier les variations génétiques en corrélation avec la maladie humaine.

Ainsi, aucune information officielle sur les études précédemment menées par ce Centre dans le domaine de l'étude des lésions articulaires, ainsi que les résultats de ces études dans des sources ouvertes, n'ont pu être trouvées. Évidemment, les bioéchantillons obtenus précédemment pourraient être utilisés à d'autres fins non liées à l'étude des lésions articulaires.

Considérant que cette activité est menée par le département militaire et que jusqu'à présent les résultats de la recherche n'ont pas été rendus publics, cela indique directement son objectif militaire.

A noter que la société américaine ProteoGenex, sous-traitant du département américain de la Défense et spécialisée dans la collecte de tissus humains, dont l'ARN, qui est extrait du sang du donneur, s'est intéressée à l'appel d'offres pour la fourniture de biomatériaux. Cette organisation a un bureau de représentation sur le territoire de la Fédération de Russie, qui mène certaines études sur ordre de cette société. Ce fait nécessite des mesures d'intervention d'urgence et un audit des activités sur le territoire de la Fédération de Russie des

entreprises sous-traitantes du département américain de la Défense ou des structures qui leur sont affiliées.

Actuellement, une affaire pénale a été engagée et une action en justice est en cours sur le fait de collecter du matériel biologique auprès de patients dans l'un des hôpitaux russes et de le transférer illégalement à une organisation commerciale qui a maintenu la soi-disant biobanque et a ensuite envoyé les biomatériaux au États-Unis. Les autres fins de leur utilisation aux États-Unis sont inconnues.

Ces dernières années, ce qu'on appelle des tests génétiques et des recherches généalogiques avec des tests ADN, qui permettent d'obtenir des informations génétiques importantes sur les citoyens. Le marché des tests génétiques conçus la vente directe aux consommateurs a fortement augmenté en 2017-2018 lorsque les kits de tests de généalogie et de santé sont devenus les cinq produits les plus populaires sur les marchés de renommée mondiale. Le point de référence dans le développement de mesures de sécurité nationale dans le travail avec du matériel génétique devrait être l'intérêt biologique militaire de telles recherches confirmé par le Pentagone. Le Pentagone a averti le personnel militaire américain qu'il devrait refuser de passer des tests ADN commerciaux. Selon l'armée américaine, les entreprises impliquées dans ces tests et le traitement des données génétiques

obtenues peuvent divulguer des informations personnelles et génétiques, ce qui crée de graves risques pour leur sécurité.

Compte tenu des risques émergents pour la sécurité publique, il semble nécessaire que le gouvernement de la Fédération de Russie élabore rapidement des réglementations et des procédures claires pour travailler avec du matériel génétique et contrôler son utilisation, prévoyant une responsabilité en cas de circulation illégale de biomatériaux et d'informations génétiques.

L'étape la plus importante dans la protection des données génétiques en Russie

Fédération a été l'adoption de la loi fédérale du 29 décembre 2022

N° 643-FZ "Sur les modifications de la loi fédérale

"Sur la réglementation de l'État dans le domaine des activités de génie génétique", concernant la création d'un système d'information de l'État dans le domaine de l'information génétique "Base nationale d'informations génétiques".

Le propriétaire des informations contenues dans ce système sera la Fédération de Russie. Le ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur de la Fédération de Russie a été désigné comme client du système d'information et le Centre national de recherche "Institut Kurchatov" comme son opérateur. Cette loi entre en vigueur le 1er septembre 2024.

En 2019, le décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 22 avril 2019 n ° 479 a approuvé le programme scientifique et technique fédéral pour le développement des technologies génétiques pour 2019-2027. Il est supposé que dans le cadre de ce programme de travail dans le domaine prioritaire du développement scientifique et technologique

La Fédération de Russie - pour lutter contre les menaces biologiques et le bioterrorisme - devrait permettre, entre autres, d'assurer la formation d'un système national de détection précoce des urgences épidémiologiques et des menaces pour la sécurité biologique causées par des micro-organismes génétiquement modifiés et des agents pathogènes d'infections dangereuses créés à l'aide des technologies génétiques et les réponses à celles-ci.

A cet égard, il apparaît nécessaire de synchroniser systématiquement les systèmes de veille et d'information existants en cours de création dans le domaine de la sécurité biologique, leur orientation vers les nouvelles menaces biologiques afin de disposer d'un système national de détection précoce des urgences épidémiologiques et des menaces pour la sécurité biologique.

Conformément à la loi fédérale du 30 décembre 2020 n ° 492-FZ "Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie" en Afin de prévenir, de neutraliser et d'éliminer les menaces biologiques (risques), les organes exécutifs

fédéraux autorisés, ainsi que les organisations autorisées conformément à la législation de la Fédération de Russie, sont tenus de mener, dans le cadre de leur compétence, une coopération internationale en direction de "manipulation sûre des ressources biologiques, réglementation des mouvements transfrontaliers et contrôle des mouvements transfrontaliers d'organismes génétiquement modifiés". Dans le même temps, cette loi fédérale ne prévoit pas l'élaboration d'actes juridiques réglementaires permettant un travail coordonné dans ce domaine, y compris la procédure de réglementation du mouvement transfrontalier et le contrôle du mouvement transfrontalier d'organismes génétiquement modifiés.

À l'heure actuelle, dans leurs activités, les autorités et organisations étatiques autorisées sont guidées par les dispositions de la loi type sur la sécurité des activités liées aux organismes génétiquement modifiés, adoptée lors de la 27^e réunion plénière de l'Assemblée interparlementaire des États - Membres de la Communauté des États indépendants (décret du 16 novembre 2006 n° 27-9), qui ont un caractère facultatif (recommandé).

Il semble opportun, dans le cadre de la réglementation juridique des questions de manipulation sûre des ressources biologiques, ainsi que de la réglementation des mouvements transfrontières et du contrôle des mouvements

transfrontières d'organismes génétiquement modifiés, d'inscrire les normes pertinentes dans la législation nationale de la Fédération de Russie.

4.5. Contrôle des exportations à l'importation et à l'exportation d'agents pathogènes hautement dangereux : renforcement des mesures

Dans le contexte des nouveaux défis et menaces dans le domaine biologique, les mécanismes de contrôle du transport de micro-organismes pathogènes à l'étranger, ainsi que leur importation sur le territoire de la Fédération de Russie, de l'avis de la Commission, nécessitent une attention particulière.

La Fédération de Russie a adopté la loi fédérale du 18 juillet 1999 n° 183-FZ "Sur le contrôle des exportations".

Le Service fédéral de contrôle technique et des exportations (FSTEC de Russie) a été identifié comme l'exécuteur responsable de la mise en œuvre des mesures visant à mettre à jour la liste des micro-organismes, des toxines, des équipements et des technologies soumis au contrôle des exportations. Cette liste a été approuvée par le décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 16 juillet 2022 n° 1287 conformément à l'article 8 de la loi fédérale du 18 juillet 1999 n° 183-FZ "Sur le contrôle des exportations".

Contrairement à la politique américaine imparfaite sur la recherche à double usage (décrite au chapitre 3), la Fédération de Russie a approuvé la liste la plus large possible de micro-organismes, toxines, équipements et technologies soumis au contrôle fédéral.

Compte tenu des risques et menaces émergents dans le domaine de la sécurité biologique de la Fédération de Russie, ainsi que de l'analyse de la pratique internationale dans le domaine du contrôle du transfert d'agents biologiques dangereux, le FSTEC de Russie met régulièrement à jour la liste. Les prochains changements devrait être introduit au troisième trimestre de 2023.

Dans le même temps, la procédure, y compris la fréquence, de mise à jour de cette liste, en tenant compte de l'analyse des agents pathogènes de nouvelles maladies infectieuses, n'a pas encore été établie. Comme mentionné précédemment, il n'existe pas de mécanisme de prise en compte des résultats de la surveillance des développements dans le domaine de la sécurité biologique, ainsi que du développement des produits, y compris ceux créés à l'aide des technologies du génie génétique et des technologies de la biologie synthétique, ainsi que de la surveillance des risques biologiques, qui sont effectuées conformément à la loi fédérale n ° 30 décembre 2020 n ° 492-FZ "Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie".

La législation établit la responsabilité administrative de la mise en œuvre des transactions économiques étrangères avec des biens, des informations, des travaux, des services ou les résultats d'une activité intellectuelle (les droits sur ceux-ci), qui peuvent être utilisés dans la création d'armes de destruction massive, leurs vecteurs, d'autres types d'armes et d'équipements militaires, ou dans la préparation et (ou) la commission d'actes terroristes et pour lesquels un contrôle des exportations est établi, sans permis spécial (licence), si ce permis (telle licence) est obligatoire (obligatoire), ou en violation des exigences (conditions, restrictions) établies par le permis (licence), ainsi qu'avec l'utilisation d'un permis (licence) obtenu (reçu) illégalement, ou avec la soumission de documents contenant de fausses informations.

Toutefois, cette infraction ne comporte que l'imposition d'une amende administrative aux citoyens, fonctionnaires et personnes morales d'un montant égal à la valeur des biens qui en font l'objet d'infractions, avec ou sans leur confiscation ou la confiscation des objets d'une infraction administrative.

La responsabilité pénale est prévue pour l'exportation illégale depuis la Fédération de Russie ou le transfert à une organisation étrangère ou à son représentant de matières premières, matériaux, équipements, technologies, informations scientifiques et techniques, travaux (services) qui, sciemment pour

l'auteur, peuvent être utilisées dans la création d'armes de destruction massive, de leurs vecteurs et soumises à des contrôles à l'exportation.

De l'avis de la Commission, les mesures de responsabilité pour violation de la législation sur le contrôle des exportations sont considérées comme insuffisantes, incompatibles avec la nature et le degré de danger public de ces actes. De toute évidence, dans le cas du mouvement de micro-organismes, de toxines, d'équipements et de technologies, en règle générale, ces actions sont déguisées en objectifs scientifiques ou médicaux.

Selon la Commission, le gouvernement de la Fédération de Russie, en collaboration avec le bureau du procureur général de la Fédération de Russie et la commission d'enquête de la Fédération de Russie, doit analyser et évaluer l'application de la loi, améliorer les mécanismes de prévention et de répression des infractions et des crimes de ce caractère.

La tâche de renforcer les ressources humaines dans le domaine de la sécurité biologique et d'améliorer le système de formation des spécialistes dans ce domaine mérite une attention particulière. Il convient de noter l'expérience positive de la première université médicale d'État I.M. Sechenov de Moscou, qui a été la première du pays à lancer un nouveau programme de maîtrise "Biologie synthétique et bioconception", unique dans son format dans ce domaine. Il est supposé que ce projet phare contribuera à la solution des tâches étatiques

stratégiquement importantes pour le développement du leadership scientifique et de la souveraineté technologique, l'introduction des développements modernes dans la pratique et la formation du capital intellectuel du pays. À cet égard, il semble nécessaire d'intensifier cette approche et de développer des programmes éducatifs fédéraux indépendants pour la formation de spécialistes dans le domaine de la biologie synthétique, de la biotechnologie et de la bioingénierie.

4.6. Système de réponse de la Fédération de Russie aux menaces biologiques externes

Les risques biologiques externes croissants nécessitent des mesures de réponse adéquates.

Selon les Fondamentaux, les menaces biologiques pour la sécurité de la Russie comprennent la modification des propriétés et des formes des agents biologiques pathogènes et des propriétés de leurs vecteurs ; concevoir et créer des agents pathogènes
utiliser les technologies de biologie synthétique; l'utilisation de technologies biologiques et d'autres technologies connexes pour le développement, la production et l'utilisation d'agents biologiques potentiellement dangereux comme armes biologiques dans le but de commettre des actes de sabotage et (ou) de terrorisme.

Conformément au décret du président de la Fédération de Russie n° 12, en cas de menace biologique, Rospotrebnadzor fixe l'un des trois niveaux de risque et les autorités publiques commencent à mettre en œuvre les mesures appropriées.

Conformément au décret du président de la Fédération de Russie n° 12, le décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 27 mars 2021 n° 741-r a approuvé un algorithme unifié pour la coopération interministérielle et interrégionale afin de prévenir la menace d'urgences associées à l'entrée sur le territoire de la Fédération de Russie et à la propagation de matières dangereuses sur le territoire de la Fédération de Russie maladies infectieuses. Cet algorithme prévoit la procédure pour les actions des autorités publiques, y compris l'adoption de mesures administratives, organisationnelles, techniques et autres. Ces décisions ont été prises dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Un plan d'action (« feuille de route ») pour le développement et le renforcement du système de surveillance sanitaire et épidémiologique de l'État fédéral pour 2021-2028 a été approuvé. La feuille de route prévoit entre autres la construction de laboratoires à haut niveau de protection biologique ; développement de modèles pour une prévision objective de l'évolution de la situation épidémiologique dans les régions de Russie et dans le monde; l'élaboration d'algorithmes modernes d'accompagnement en laboratoire des

mesures d'identification des menaces sanitaires et épidémiologiques ; création de cartes électroniques interactives des foyers naturels de peste et de maladies infectieuses focales naturelles dangereuses sur le territoire de la Russie ; développement de nouvelles technologies pour obtenir des agents thérapeutiques biologiques pour lutter contre la résistance aux médicaments des agents pathogènes et soulager les conditions toxiques ; constitution d'un catalogue national interactif d'agents biologiques pathogènes et de biotoxines. Un certain nombre d'activités concernent la coopération internationale.

En Fédération de Russie, des projets sont mis en œuvre pour empêcher l'introduction dans le pays d'agents pathogènes de maladies infectieuses humaines dangereuses et de maladies animales économiquement importantes. Le projet fédéral «Bouclier sanitaire» est en cours de préparation pour la mise en œuvre, dont le but est de former dans la Fédération de Russie un système stable, solide et adaptatif d'alerte, de prévention, de détection et de réponse aux menaces pour la sécurité biologique, le bien-être sanitaire et épidémiologique. étant de la population.

Aujourd'hui, l'apparition dans diverses régions du monde de foyers atypiques, souvent sans rapport, d'infections zoonotiques à fort potentiel épidémique, comme le monkeypox, ainsi que de maladies économiquement

importantes comme la peste porcine africaine et la grippe aviaire, interroge involontairement le caractère délibéré de ces menaces biologiques. .

Il convient de noter que les États-Unis non seulement soutiennent activement les expériences de laboratoire sur divers types de variole, mais reconstituent également leurs stocks stratégiques avec des vaccins contre le virus de la variole, vaincu il y a plus de 40 ans. Par exemple, en 2018, le département américain de la Santé et des Services sociaux a lancé un appel d'offres pour l'achat de plus de 260 000 doses de variole pour la Réserve nationale stratégique. Le contrat stipulait également que 1,7 million de doses de thérapie antivirale contre la variole devraient être achetées pour réapprovisionner les stocks existants. Dans le même temps, la description du contrat stipulait que "le gouvernement des États-Unis doit être préparé à l'émergence d'une épidémie mondiale de variole".

En 2022, sous prétexte de lutter contre la variole du singe, les États-Unis ont commandé des millions de doses de vaccins. Il a été déclaré que d'ici 2025, le gouvernement américain prévoit d'acheter environ 13 millions de vaccins contre la variole d'une valeur d'environ 300 millions de dollars.

Il convient de noter que le virus de la variole et le virus du monkeypox appartiennent au même genre de virus - les orthopoxvirus, et que le vaccin contre

la variole agit contre le monkeypox. Selon les biologistes, le virus de la variole est encore plus facile à déguiser en épidémie naturelle que le SRAS-CoV-2.

Dans le contexte de l'existence d'un vaste réseau de biolaboratoires américains fermés dans le monde entier, de la détection répétée de tubes à essai portant l'étiquette "Smallpox" dans ces laboratoires, du réapprovisionnement actif des États-Unis de ses stocks de vaccins contre la variole, ainsi que en tant qu'experts occidentaux menant des expériences pour créer des virus synthétiques de laboratoire (par exemple, la variole), il existe des craintes sérieuses et justifiées quant aux plans militaro-biologiques des spécialistes militaires américains pour les années à venir.

De l'avis de la Commission, un audit est requis du système de développement et d'amélioration des vaccins de nouvelle génération, ainsi que du niveau de suffisance des vaccins pour la population.

La loi fédérale n° 492-FZ du 30 décembre 2020 «Sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie» prévoit la nécessité d'élaborer un plan de réponse aux menaces biologiques (dangers), c'est-à-dire la procédure d'action des autorités publiques en cas de menaces biologiques (dangers), y compris l'adoption de mesures administratives, organisationnelles, techniques et autres pour assurer la préparation à ces menaces (dangers) et y répondre, afin de maintenir un niveau acceptable de risque biologique.

Le plan d'intervention est élaboré par le ministère russe de la Santé en collaboration avec les autorités exécutives fédérales intéressées afin d'assurer une préparation préventive pour répondre aux menaces biologiques identifiées (dangers). Dans le même temps, aucune disposition n'est prévue pour l'approbation d'un tel plan à l'heure actuelle.

De l'avis de la Commission, cette question nécessite une attention globale distincte afin d'assurer sécurité et sensibilisation des citoyens sur la procédure à suivre en cas de menace biologique.

4.7. La coopération internationale

La Commission a lancé deux appels des chambres de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie aux parlements des pays du monde - "Sur le renforcement du régime de la BTWC" (octobre 2022) et "En relation avec les activités biologiques militaires des États-Unis hors de son territoire national » (mars 2023).

La Commission a organisé cinq réunions en préparation de la IX Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC). Un certain nombre de réunions par vidéoconférence ont eu lieu avec des parlementaires étrangers sur le renforcement du régime de la BTWC et les activités biologiques militaires américaines.

Dans le cadre des faits révélés lors de l'opération militaire spéciale, le problème de l'activité biologique militaire américaine en Ukraine a été désigné comme une direction distincte de la Russie efforts de politique étrangère. Outre la large couverture dans l'espace public des activités médicales et biologiques du Pentagone menées en violation de la BTWC sur le territoire ukrainien, des mesures spécifiques ont été prises sur le site de la BTWC et par l'intermédiaire de l'ONU.

En juin 2022, la Fédération de Russie, par l'intermédiaire de l'Unité d'appui à la mise en œuvre de la BTWC, a tenté, par le biais de processus de consultation bilatéraux avec les États-Unis et l'Ukraine, d'obtenir des réponses complètes aux questions soulevées par la Russie concernant leur mise en œuvre des dispositions des articles I et IV. de la BTWC (des documents de la Fédération de Russie détaillant ces questions et les documents d'appui nécessaires sont disponibles sur Internet.

Portail BTWC : <https://meetings.unoda.org/section/bwc-fcm-2022-documents/> et <https://documents.unoda.org/wp-content/uploads/2022/09/WP2-annexes-forwebsite.pdf>). Cependant, Washington et Kiev n'ont pas fourni les explications nécessaires et n'ont pas pris de mesures immédiates pour corriger la situation.

26 août et 5 - 9 septembre 2022 à l'initiative de la Russie

Fédération de Russie, une réunion consultative officielle au titre de l'article V de la BTWC a été convoquée pour traiter des questions concernant le respect par les États-Unis et l'Ukraine de leurs obligations au titre de la BTWC dans le contexte des activités des laboratoires de biologie sur le territoire ukrainien. La partie russe est partie du fait que la réunion consultative permettrait aux délégations intéressées, avec le soutien de leurs experts, de bien comprendre la situation actuelle, d'échanger des évaluations, de poser des questions professionnelles et de recevoir des réponses détaillées. Au cours de la réunion, la partie russe s'est efforcée de fournir une présentation détaillée des matériaux et des arguments afin d'atteindre les objectifs fixés par la réunion consultative et de résoudre la situation liée aux activités biologiques militaires sur le territoire de l'Ukraine.

Toutefois, à la suite de l'échange de vues entre les États participants, l'écrasante majorité des demandes présentées par la Russie sont restées sans réponse appropriée. Comme il ressort du rapport final de la réunion consultative, aucun consensus n'a été atteint sur les questions soulevées. Ils restent encore ouverts et nécessitent un règlement. Dans une déclaration commune, un groupe d'États s'est montré solidaire de la Russie avec une telle évaluation de la situation.

À cet égard, la Fédération de Russie, conformément à l'article VI de la BTWC, a convoqué des réunions publiques du Conseil de sécurité des Nations unies les 27 octobre et 2 novembre 2022 à New York pour examiner la plainte

russe et le projet de résolution pertinent du Conseil de sécurité des Nations unies. relative à la création d'une commission chargée d'enquêter sur les réclamations de la Fédération de Russie contre les États-Unis et l'Ukraine concernant le respect des obligations de la BTWC dans le cadre des activités des laboratoires de biologie sur le territoire ukrainien. La partie russe espérait que la commission serait en mesure de clarifier rapidement toutes les circonstances de non-respect par Washington et Kiev des obligations découlant de la BTWC dans le cadre des activités des laboratoires biologiques sur le territoire ukrainien afin de stimuler les États-Unis et l'Ukraine pour corriger la situation inacceptable en cours. Il était supposé que la commission soumettrait un rapport contenant des recommandations au Conseil de sécurité des Nations unies et informerait également les États membres de la BTWC des résultats de l'enquête lors de sa IXe conférence d'examen.

L'examen du projet de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU s'est accompagné d'une campagne infondée d'accusations de "propagande et de désinformation" et de déclarations unilatérales qui anticipent les conclusions du Conseil de sécurité de l'ONU. En outre, le fait qu'une réunion consultative ait eu lieu a été interprété de manière déraisonnable par certaines délégations comme

la fin

processus de consultation. En conséquence, le cours de l'initiative russe de créer une commission internationale chargée de mener une enquête n'a pas été

Dan.

Une attention particulière a été accordée à l'élargissement du soutien à nos approches et propositions visant à renforcer la BTWC lors des travaux de la Première Commission de la 77e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre 2022.

Lors de la neuvième conférence d'examen de la BTWC (Genève, 28 novembre), la délégation russe a présenté des documents attestant de violations des obligations de la BTWC en vertu de cette activité sur le territoire ukrainien, a posé des questions directes aux États-Unis et à l'Ukraine et les a appelés à rectifier immédiatement la situation. . Un document de travail approprié a été soumis par la Fédération de Russie, présentant à l'attention de tous les États les faits des activités biologiques militaires de Washington et de Kiev en violation de la BTWC. .

La Fédération de Russie confirme que les questions posées aux États-Unis et à l'Ukraine concernant le respect des obligations de la BTWC dans le contexte des activités des laboratoires de biologie sur le territoire ukrainien demeurent. Notre pays entend continuer à déployer les efforts nécessaires pour établir tous les faits liés à la violation par les États-Unis et l'Ukraine des obligations

découlant de la BTWC dans le cadre des activités des laboratoires biologiques sur le territoire ukrainien. Dans l'intérêt d'assurer la sécurité biologique nationale, régionale et mondiale, la Russie vise invariablement à renforcer davantage le régime de la BTWC.

La Russie promet à la Conférence du désarmement (CD) une initiative visant à élaborer une convention internationale sur la répression des actes de terrorisme chimique et biologique, qui vise à renforcer le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme ADM, y compris avec l'utilisation d'agents biologiques . Nous sommes convaincus qu'un tel traité comblerait les lacunes du droit international qui empêchent une réponse rapide et efficace aux menaces croissantes du terrorisme biologique. Nous pensons que la mise en œuvre de l'idée aiderait également à débloquer le travail de négociation au sein de la CD.

Chapitre 5. Conclusions de la Commission

Après avoir résumé et analysé tous les documents et informations disponibles relatifs à l'objet de l'enquête, la Commission est parvenue aux conclusions suivantes.

Dans les conditions du niveau atteint de réalisations scientifiques et technologiques en génie génétique, biotechnologie, toxicologie et biologie synthétique, la possibilité de leur utilisation pour créer une nouvelle génération

d'agents biologiques nocifs augmente. Dans le même temps, il est extrêmement difficile d'identifier les faits de leur utilisation à l'aide des méthodes de diagnostic traditionnelles. La situation est aggravée par le fait que la production de tels agents biologiques peut être facilement dispersée dans différentes entreprises industrielles, la déguisant en production de produits à des fins pacifiques.

L'utilisation potentielle d'agents d'armes biologiques traditionnels tels que la variole, l'anthrax, la tularémie et la peste, qui peuvent être modifiés pour accroître leur létalité, continue de poser une grave menace. A cela s'ajoute la difficulté objective de déterminer la véritable cause des épidémies de maladies infectieuses, qui peuvent être à la fois naturelles et artificielles.

Parallèlement, l'accessibilité pour les acteurs non étatiques des réalisations scientifiques et technologiques dans le domaine biologique, nécessaires à la conduite de la recherche à double usage, s'est accrue. Ce fait est de nature objective et, malgré diverses formes d'opposition de la part de la communauté mondiale, y compris les mécanismes de contrôle des exportations, il deviendra à l'avenir de plus en plus menaçant.

Non seulement le programme biologique militaire américain n'a pas été réduit, mais il a acquis un caractère à grande échelle ces dernières années en

mettant l'accent sur des actions offensives et est mis en œuvre sous le couvert d'activités autorisées par la BTWC, ainsi que de projets antiterroristes . Les États-Unis maintiennent et développent la capacité de produire des armes biologiques et, si nécessaire, de les utiliser. Dans le même temps, il y a eu des changements dans les vues stratégiques de Washington concernant à la fois le rôle des armes biologiques dans la confrontation géopolitique et la manière dont elles peuvent être utilisées.

Les programmes biologiques militaires américains sont à long terme. Dans le même temps, il a été établi que les racines historiques des développements des États-Unis remontent à la période d'exploitation à grande échelle des développements criminels du Japon militariste vaincu pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les États-Unis abritaient les chefs de Des criminels de guerre japonais qui ont mené des expériences inhumaines avec l'utilisation d'armes biologiques en Extrême-Orient, y compris contre des citoyens de l'URSS. Dans notre pays, des militaristes japonais capturés ont été traduits en justice dans le cadre du processus de Khabarovsk, cependant, aux États-Unis, des conditions de sécurité ont été créées pour ces "spécialistes", et leurs réalisations se poursuivent à ce jour dans des programmes américains modernes visant à créer

armes biologiques.

Les États-Unis se rendaient compte que l'ancien concept d'utilisation d'agents biologiques traditionnels et de leurs vecteurs était dépassé. Sa mise en œuvre dans des conditions modernes permet à un adversaire potentiel non seulement de détecter facilement le fait même de l'utilisation de telles armes, mais également d'identifier rapidement le côté attaquant. Washington a compris que le secret et l'efficacité de la guerre biologique peuvent être assurés en utilisant des agents pathogènes d'infections naturelles peu étudiées avec un pourcentage élevé de létalité comme agents biologiques, avec une longue période d'incubation et provoquant des symptômes de maladies courantes.

Les États-Unis visent à développer une arme biologique universelle génétiquement modifiée capable d'infecter non seulement les humains, mais aussi les animaux, ainsi que les cultures. Son utilisation implique, entre autres, d'infliger des dommages économiques à grande échelle et irréparables à l'ennemi. Ainsi, dans les conditions modernes de confrontation militaire, les États-Unis assignent de nouveaux types de rôle stratégique des armes biologiques.

Son utilisation secrète et ciblée en prévision d'une éventuelle confrontation militaire directe inévitable pourrait créer un avantage significatif pour les troupes

américaines sur la partie adverse, même si elle possède d'autres types d'armes de destruction massive. Selon les stratèges militaires américains, les conséquences d'une utilisation secrète et ciblée

les agents biologiques destructeurs capables de provoquer, à un moment donné et sur certains territoires, des épidémies aux conséquences extraordinaires, peuvent être assimilés à « l'hiver nucléaire ». La possession par les États-Unis d'armes biologiques aussi efficaces crée, de l'avis de l'armée américaine, de véritables conditions préalables pour changer la nature des conflits armés modernes.

Un rôle important dans la mise en œuvre de cette politique « biologique » des États-Unis est joué par les objets biologiques sous son contrôle dans d'autres États. Washington forme systématiquement un vaste réseau de biolaboratoires en dehors de son territoire national, ce qui permet de mener un large éventail de recherches biologiques à vocation militaire sous couvert de projets biomédicaux dans diverses régions du monde. Ainsi, une «occupation militaro-biologique» du monde entier est en réalité menée, qui offre aux Américains un accès illimité à des informations sur l'état des infrastructures médicales, microbiologiques et biologiques.

pays hôtes.

Les territoires d'autres pays sont utilisés par le département américain de la Défense comme terrain d'essai pour étudier les agents pathogènes des maladies infectieuses dans les conditions climatiques de leur habitat, surveiller leur propagation et leur mutation et déterminer les perspectives de renforcement de leurs propriétés nocives. Les facteurs génétiques sont identifiés qui affectent la résistance des personnes, des animaux et des plantes à ceux-ci dans une zone géographique particulière. L'absence de contrôle international sur ce type de travail donne aux États-Unis la possibilité d'agir dans d'autres pays sans se restreindre par les normes de la morale et du droit, les principes d'humanité et en ignorant les demandes du public.

Une importance particulière est accordée à la détermination des mécanismes de transmission des agents pathogènes à l'homme par les insectes, les mammifères, les oiseaux sauvages et autres animaux, ainsi qu'à l'identification de leurs voies de migration. Les résultats de ces études offrent aux biologistes militaires américains l'opportunité non seulement de modéliser des scénarios de propagation d'épidémies dans une région donnée, mais aussi de les gérer. Ils élaborent également les "voies biologiques" de l'introduction éventuelle de maladies atypiques via des pays tiers vers le territoire d'intérêt.

Une analyse des documents stratégiques américains dans le domaine de la défense et de la sécurité indique que les activités des biolaboratoires sous leur

contrôle sont axées sur la fourniture d'avantages militaires potentiels à l'armée américaine et sur la conduite d'opérations de combat utilisant des micro-organismes pathogènes aux propriétés souhaitées créés à l'aide de la biologie synthétique.

Les États-Unis exercent leurs activités biologiques principalement dans les régions du monde où, sous couvert de confinement militaire d'un adversaire potentiel, ils étudient un théâtre possible d'opérations militaires, déploient leurs propres forces armées, créant un vaste réseau de leurs militaires bases à l'étranger. Dans le même temps, des conditions épidémiologiques favorables se forment pour la conduite des hostilités par les forces armées américaines. L'expansion de la présence "biologique" des États-Unis dans d'autres pays leur permet de s'approcher de manière pratiquement incontrôlable des frontières de leurs adversaires géopolitiques, créant des tremplins pour l'utilisation éventuelle d'armes biologiques.

Les activités médicales et biologiques des États-Unis dans l'espace post-soviétique sont activées. Selon les normes américaines, les biolaboratoires sont en cours de modernisation et des tentatives sont faites pour contrôler totalement les services sanitaires, épidémiologiques et vétérinaires nationaux. Cela permet au Pentagone de résoudre un large éventail de tâches: de la collecte ciblée d'agents pathogènes de maladies infectieuses particulièrement dangereuses et de

l'étude de la réaction du système immunitaire de la population locale à celles-ci, à la préparation des territoires des anciennes républiques soviétiques en termes anti-épidémiques pour le déploiement de grands groupes militaires américains sur eux.

Des spécialistes du Pentagone participent aux travaux de tous les laboratoires de référence contrôlés par les États-Unis. Leurs activités sont fermées. Les autorités nationales compétentes des pays où ces laboratoires sont situés ne sont autorisées que pour les études de nature secondaire.

La centralisation des collections nationales de souches de micro-organismes pathogènes dans un référentiel, réalisée par des spécialistes américains, leur permet non seulement d'accéder à ces collections, mais également d'exclure complètement les expériences avec des échantillons existants qui ne leur correspondent pas. De plus, cela simplifie leur éventuelle exportation vers les États-Unis.

Les biologistes militaires américains s'efforcent de collecter librement des matériaux biologiques auprès de citoyens locaux, à la fois en bonne santé et infectés par des agents pathogènes de maladies infectieuses, et de les envoyer par des voies fermées à des centres de recherche spécialisés du département américain de la Défense pour une analyse ultérieure .

étude approfondie.

Les travaux dans ce sens permettent d'obtenir des données précises sur les caractéristiques génétiques de la population locale et les caractéristiques de son système immunitaire, ce qui permet non seulement de sélectionner les agents pathogènes les plus dangereux pour elle, mais aussi de mener des expériences avec eux pour renforcer leurs propriétés nocives.

Les programmes biomédicaux du Pentagone dans certaines anciennes républiques soviétiques se concentrent également sur l'étude des possibilités de propagation d'agents pathogènes d'infections dangereuses par les oiseaux migrateurs, les chauves-souris et les arthropodes, qui sont considérés par les experts américains comme des "véhicules" naturels potentiels d'infections dangereuses.

micro-organismes.

Si les plans biologiques du Pentagone continuent d'être mis en œuvre dans l'espace post-soviétique, il existe un risque réel d'augmentation des menaces biologiques, compte tenu de la liberté des transports et des flux de marchandises au sein de la Communauté économique eurasienne, de la Communauté des États indépendants et de l'Organisation du Traité de sécurité collective. , la migration de la main-d'œuvre, les voies de déplacement des animaux sauvages et des oiseaux, les masses d'air, les fleuves transfrontaliers.

L'inconvénient d'une telle situation, étant évident en soi, devient encore plus dangereux compte tenu de l'évaluation objective de la nouvelle offensive

La politique américaine sur les armes biologiques et leur

refus catégorique de développer un mécanisme de contrôle dans le cadre de la BTWC.

Afin d'éviter les accusations de violation de la BTWC, le Pentagone utilise la pratique consistant à transférer certains programmes biologiques militaires à des ministères et départements civils, ainsi qu'à des entreprises privées. Les études biologiques les plus sensibles de nature militaire ont été transférées aux États-Unis dans des installations hautement secrètes.

Les projets biologiques prétendument protecteurs mis en œuvre par le département militaire américain visent en fait à créer les conditions pour le développement de nouveaux agents de guerre biologique ciblés, cachés en contournant la BTWC, pour mener une guerre biologique invisible. En tant que tels agents biologiques, des agents pathogènes modifiés de maladies infectieuses particulièrement dangereuses caractéristiques d'un territoire particulier, qui ont une résistance élevée aux médicaments et la capacité de surmonter les défenses immunitaires des personnes qui y vivent, peuvent être utilisés. Leur utilisation peut être déguisée en flambées naturelles de diverses épidémies, et l'ampleur et

les conséquences négatives peuvent ne pas se limiter à la région de leur apparition.

Les armes biologiques, créées par des spécialistes américains sur la base du décodage du génome humain, modifient fondamentalement la situation géopolitique et militaire mondiale globale, qui ressemble au début de "l'ère atomique" dans les années 1940 et 1950.

La situation actuelle appelle l'élaboration et la mise en œuvre immédiates au niveau de l'État d'un ensemble de mesures efficaces urgentes visant à renforcer le système de sécurité biologique du pays et à l'adapter aux réalités d'aujourd'hui.

En termes d'évaluation des activités biologiques militaires des États-Unis et Ukraine, la Commission est parvenue aux conclusions suivantes.

1. Comme l'enquête l'a montré, l'activité biologique militaire des États-Unis en Ukraine est systémique et comparable à celle menée par le Pentagone dans d'autres pays. Il ne fait aucun doute qu'il vise avant tout à entraîner le pays dans l'orbite de la domination militaire américaine, en instaurant un contrôle externe des risques épidémiologiques. L'État ukrainien est effectivement devenu un important terrain d'essais biologiques pour l'armée américaine.

2. En dehors du territoire national, les États-Unis formulent les objectifs de leurs programmes biomédicaux, qui sont stipulés dans des accords avec les États étrangers concernés, dont l'Ukraine, de manière à éviter les accusations de la communauté internationale de violer la BTWC. Au cours d'une enquête parlementaire, basée sur l'ensemble des faits et des preuves, il a été établi que la forme, le contenu et les méthodes des programmes biomédicaux américains mis en œuvre sur le territoire ukrainien n'étaient pas correspondent à la situation réelle dans le domaine de la santé en Ukraine et aux objectifs humanitaires affichés, mais visent à servir les intérêts militaires de Washington par rapport à la région, affectant directement la sécurité de la Fédération de Russie.

3. Après le coup d'État anticonstitutionnel de 2014, à la suite des actions dévastatrices de la ministre ukrainienne de la Santé par intérim, la citoyenne américaine U. Suprun, et de son lobbying pour les intérêts des sociétés pharmaceutiques américaines en Ukraine, une situation épidémiologique catastrophique s'est développée pour de nombreuses maladies infectieuses. Les États-Unis ont en fait reçu le droit de gérer la situation épidémiologique en Ukraine dans leur intérêts.

4. Les programmes biologiques américains en Ukraine ont été menés par des employés et des sous-traitants du Pentagone et visaient à collecter des souches d'agents infectieux, ainsi que du matériel biologique humain, qui ont ensuite été envoyés aux États-Unis. En outre, des laboratoires biologiques contrôlés par les États-Unis en Ukraine ont mené des études immunobiologiques à grande échelle (tests d'anticorps) sur des militaires et des civils, y compris des personnes souffrant de maladie mentale. Cette activité a été menée en violation des normes du droit international humanitaire (y compris celles consacrées par les Conventions de Genève de 1949), la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relative aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que le Code de Nuremberg et la Déclaration d'Helsinki du monde Association médicale. Analyse de l'accord de 2005 entre le département américain de la Défense et le département ukrainien de la Santé sur la coopération pour prévenir la diffusion des technologies et des informations sur les agents pathogènes nous permet de conclure que la coopération entre Kiev et Washington dans ce domaine était opaque, fermée.

5. Il est caractéristique que la mise en œuvre de bioprogrammes américains sur le territoire ukrainien visait en fait non pas à renforcer la sécurité médicale de la population et à résoudre des problèmes urgents dans le domaine des soins de santé, mais à mettre en œuvre des tâches militaires, y compris le travail avec des agents pathogènes de maladies infectieuses dangereuses qui sont des agents potentiels d'armes biologiques. En l'absence de cas d'épidémies massives de ces maladies en Ukraine ces dernières années, la gamme et les volumes accumulés d'agents biologiques jettent un doute sur leur objectif à des fins préventives, protectrices ou à d'autres fins pacifiques. Le système de sécurité biologique de l'Ukraine a été reconstruit par les Américains non pas tant dans l'intérêt du pays que pour leurs propres besoins, y compris des travaux sur les composants d'armes biologiques et d'éventuels véhicules de livraison, y compris en utilisant des facteurs naturels.

6. L'attention est attirée sur les projets avec des agents pathogènes qui ne sont pas endémiques pour la région. De plus, des épidémies de maladies inhabituelles ont été détectées en Ukraine, pour se protéger contre lesquelles Kiev a dû acheter d'urgence de nouveaux vaccins, qui n'étaient pas disponibles dans le pays. Des signes de développement de méthodes de bioterrorisme ont également été notés (diffusion de billets de banque avec l'agent causal de la tuberculose asiatique multirésistante).

7. Les preuves recueillies révèlent l'accumulation d'un grand nombre d'unités de stockage d'agents pathogènes dangereux et particulièrement dangereux dans des laboratoires biologiques sur le territoire de l'Ukraine. Le fait d'accumuler un grand nombre d'éprouvettes avec les mêmes souches de passages différents est également à noter. C'est une preuve supplémentaire qui jette un doute sur les affirmations des États-Unis et de l'Ukraine selon lesquelles les stocks d'agents biologiques et de toxines sont destinés à prévenir les maladies, c'est-à-dire à des fins préventives, protectrices ou à d'autres fins pacifiques.

8. Sur le territoire ukrainien, un système électronique intégré de surveillance des maladies infectieuses a été testé, couvrant les niveaux national, régional et local des laboratoires biologiques et fournissant la collecte d'informations sur toutes les infections dangereuses. Les informations que le système accumule permettent au Pentagone d'effectuer unilatéralement une surveillance en temps réel de l'évolution des maladies infectieuses dans le pays ; observer l'impact d'agents pathogènes peu étudiés sur ses habitants ; cartographier la propagation des infections et le statut immunologique de la population. Ainsi, les États-Unis se créent non seulement la capacité de simuler la propagation d'épidémies locales et mondiales dans une région donnée, mais aussi la capacité de gérer.

9. Les programmes du Pentagone en Ukraine se sont notamment concentrés sur l'exploration du potentiel de propagation d'infections dangereuses par les oiseaux migrateurs et les chauves-souris, qui sont considérés comme des vecteurs potentiels. Ainsi, la couverture spatiale de ces projets comprenait en fait non seulement les territoires ukrainiens limitrophes de la Fédération de Russie, mais également le territoire de la Fédération de Russie elle-même. Des preuves ont été recueillies montrant que la partie ukrainienne tentait d'accéder à des véhicules aériens sans pilote qui pourraient être utilisés comme véhicules de livraison pour pulvériser des agents biologiques. En outre, du matériel et des véhicules de livraison apparemment conçus pour utiliser ces agents et toxines à des fins hostiles ont été découverts sur le territoire ukrainien proprement dit.

10. Le gouvernement américain, comme le gouvernement ukrainien, a, comme on pouvait s'y attendre, abandonné les outils de transparence présentés dans l'ensemble des mesures internationales de renforcement de la confiance dans le cadre de la BTWC.

Utilisant le fait qu'il n'existe aucun mécanisme permettant de vérifier le respect des dispositions de la BTWC, dont Washington bloque délibérément le développement depuis 2001, les États-Unis cachent ces travaux à la communauté mondiale et ne fournissent pas d'informations dans le cadre de la BTWC - des mesures de construction sous prétexte qu'elles sont réalisées en dehors du

territoire national. Le gouvernement ukrainien a également caché que des recherches en cours étaient menées dans l'intérêt des États-Unis. En conséquence, il y a eu une dérogation délibérée aux mesures de confiance, une opposition à la création d'un formulaire distinct pour les rapports sur les activités biologiques militaires à l'étranger et la création de conditions pour la mise en œuvre secrète de programmes biologiques militaires près des frontières russes.

11. En mettant en œuvre des programmes biologiques à proximité immédiate des frontières de la Fédération de Russie dans un environnement naturel pratiquement commun à l'Ukraine et à la Russie, en collectant des échantillons de matériel biologique également proches des peuples de l'Ukraine et de la Fédération de Russie, les États-Unis créent un potentiel biologique militaire qui constitue une menace directe pour les citoyens et la nature de notre pays.

12. Activités en Ukraine contrôlées par les États-Unis

biolaboratoires constitue une menace pour notre pays en raison de la possible fuite involontaire de micro-organismes pathogènes dangereux qui y sont présents et qui peuvent provoquer des épidémies de maladies infectieuses et même des épidémies. La situation est aggravée par la difficulté objective de déterminer les véritables raisons des activités de ces biolaboratoires, qui peuvent être à la fois naturelles et caractères artificiel.

13. Compte tenu de l'ensemble des circonstances établies lors de l'enquête parlementaire, la Commission conclut que le programme biologique américain en Ukraine a des objectifs militaires évidents.

14. Les circonstances ci-dessus et la nature des activités militaro-biologiques menées en Ukraine témoignent de la violation par les États-Unis et l'Ukraine des dispositions de la BTWC, ainsi que des normes de loi humanitaire internationale.

Ce n'est que grâce à une opération militaire spéciale en Ukraine que les États-Unis ont été contraints de restreindre d'urgence et d'exporter vers d'autres pays et régions des équipements, des échantillons biologiques et d'autres preuves confirmant la nature dangereuse de leurs activités biologiques militaires en Ukraine qui ne sont pas conformes aux normes internationales américaines. La façon dont les programmes ont été réduits renforce en soi la compréhension que les États-Unis voulaient continuer à cacher au public (apparemment dans leur propre pays) les véritables objectifs et la nature de ces activités.

15. Les éléments de preuve et les témoignages reçus par la Commission confirment qu'à proximité immédiate des frontières de la Fédération de Russie, en fait, des composants d'armes biologiques ont été créés en violation de la BTWC, des méthodes et mécanismes possibles pour déstabiliser la situation

épidémiologique dans l'après-guerre L'espace soviétique a été travaillé à huis clos, notamment par le biais de la commission de sabotage biologique.

Sur la base de ce qui précède, la Commission conclut que les États-Unis, dans le cadre de leur programme de développement d'armes biologiques, maintiennent et développent la capacité de créer des composants d'armes biologiques et, si nécessaire, de les produire et de les utiliser en dehors du territoire national. Une telle politique dans le domaine biologique permet à Washington et au bloc de l'OTAN de s'approcher de manière pratiquement incontrôlable des frontières russes, élargissant ainsi sa présence militaire et créant de possibles tremplins pour l'utilisation d'armes biologiques.

secrets de nature militaire appliquée a,
menées par les États-Unis sous le couvert d'activités médicales et biologiques, si elles se poursuivent, elles créeront des menaces toujours croissantes pour la sécurité non seulement de la Fédération de Russie, mais aussi des pays sur le territoire desquels elles sont menées, et, par conséquent, acquièrent le caractère d'une menace mondiale pour l'humanité et contredisent de plus en plus la conscience de l'humanité dans la compréhension énoncée dans le préambule de la BTWC.

Compte tenu des conclusions ci-dessus, la Commission exprime sa
profonde préoccupation au sujet des activités biologiques militaires des

États-Unis, qui constituent une grave menace pour la sécurité d'autres États et de régions entières du monde, et note que les activités biologiques militaires des États-Unis Les États, dangereux pour l'humanité, doivent être arrêtés.

Chapitre 6. Propositions de renforcement du système de sécurité

biologique de la Fédération de Russie et le régime BTWC

Sur la base des résultats de l'enquête parlementaire, la Commission estime qu'il est possible de formuler un certain nombre de recommandations et de propositions visant à renforcer le système de sécurité nationale et le régime juridique international d'interdiction des armes biologiques.

Dans le cadre de l'identification de nouveaux défis et menaces, la Commission estime qu'il est opportun que le gouvernement de la Fédération de Russie procède à une analyse et à une évaluation de l'état des actes juridiques réglementaires de la Fédération de Russie dans le domaine de la sécurité biologique afin de synchroniser la surveillance existante et créer un réseau unifié de surveillance des risques biologiques.

La Commission propose au gouvernement de la Fédération de Russie d'étudier la question de l'introduction des amendements suivants à la loi fédérale du 30 décembre 2020 n° 492-FZ « sur la sécurité biologique dans la Fédération de Russie » :

préciser les pouvoirs des autorités publiques (il est nécessaire de réviser le décret du gouvernement de la Fédération de Russie du 16 mai 2005 n ° 303 et de le mettre en conformité avec les dispositions de la loi fédérale); prévoir la préparation d'un rapport annuel de l'État sur l'état de la sécurité biologique dans la Fédération de Russie et sa soumission au président de la Fédération de Russie, chambres

l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie (article 5) ; établir et préciser les mesures de responsabilité en cas de non-acceptation ou de non-respect des exigences obligatoires dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique (article 16) ; prévoir l'identification et l'évaluation des conséquences à long terme de l'impact des maladies infectieuses et des vaccins contre celles-ci sur la santé humaine, ainsi que l'élaboration de mesures pour atténuer ces conséquences (articles 4, 5 et 9); habilitier le gouvernement de la Fédération de Russie à établir la procédure de constitution et de tenue d'un registre des produits (marchandises) nécessaires pour assurer la sécurité biologique de la population et l'organisation de la fourniture de soins médicaux à la population, comme ainsi que la procédure de constitution et de tenue d'un registre des entreprises disposant d'une réserve de capacités pour la production de ces produits (marchandises) (art. 5) ;

normaliser les activités des organisations impliquées dans le développement et la mise à l'échelle des produits utilisés pour assurer la sécurité biologique dans la Fédération de Russie

(Article 9).

La Commission note que le système national de sécurité biologique devrait être centralisé et disposer de capacités systémiques pour la détection, le diagnostic, le traitement et la prévention des maladies infectieuses.

La Commission considère que les priorités déclarées dans le cadre du projet fédéral "Bouclier sanitaire" sont correctes. Cet égard, le Gouvernement de la Fédération de Russie est invité à examiner la question de création des mécanismes suivants :

le développement, le test et la certification de vaccins contre les virus non endémiques dès que possible après la reconnaissance de la menace d'une épidémie, ainsi que le développement de méthodes de modification rapide de ces vaccins pour s'adapter à de nouveaux agents pathogènes ; création pour une période spéciale de stocks stratégiques de vaccins et de médicaments à large spectre, y compris des antidotes contre de nouveaux agents pathogènes hautement contagieux. Se fier à la liste classique bien connue des bioagents n'est plus possible ; améliorer les moyens de protection collective et individuelle afin d'assurer la sécurité biologique de la population ; développement d'un mécanisme

de contrôle pour mener des recherches dans le domaine de la biotechnologie, de la biologie synthétique et des disciplines scientifiques connexes par des organisations et des institutions dont les activités sont menées avec la participation de capitaux étrangers, y compris des subventions.

La Commission considère également qu'il est nécessaire: de continuer à améliorer les systèmes de surveillance et de prévision dans le domaine de la garantie de la sécurité biologique du pays, en introduisant des critères uniformes d'évaluation et de classement des risques associés à l'impact négatif sur la population et les objets environnementaux des produits biologiques dangereux facteurs; créer un système de suivi interministériel pour suivre l'évolution de l'habitat des espèces animales et des insectes hématophages. S'il est possible de comprendre clairement l'écologie et l'habitat des espèces animales, à la fois porteuses et hôtes finaux de l'agent pathogène, il est possible de prédire la propagation ultérieure des maladies infectieuses ;

développer les technologies de séquençage du génome des souches d'agents pathogènes de maladies infectieuses qui circulent sur le territoire de la Fédération de Russie et dans les territoires adjacents États; mettre à jour en permanence la liste des objets biologiques potentiellement dangereux et améliorer les règles de mise en œuvre des mesures de localisation

et d'élimination des zones de contamination biologique résultant d'accidents et (ou) de sabotages ;

développer un mécanisme pour localiser les risques épidémiologiques avant le déclenchement d'épidémies, ainsi que pour prévenir l'introduction de confinements et la perturbation de la vie normale ; intensifier les travaux pour réduire la dépendance technologique de la Russie vis-à-vis des fabricants étrangers de produits pharmaceutiques et former un segment national pour la production d'équipements médicaux, d'équipements de protection, de médicaments et de leurs stocks. À cette fin, prévoir des mesures supplémentaires pour soutenir les développements innovants dans la production de nouveaux médicaments antimicrobiens, vaccins et outils de diagnostic destinés à lutter contre les agents pathogènes établis de maladies infectieuses chez l'homme, les animaux et les plantes.

Le renforcement des ressources humaines dans le domaine de la sécurité biologique et l'amélioration du système de formation des spécialistes spécialisés méritent une attention particulière. Tout d'abord, nous devrions nous concentrer sur la formation des spécialistes des maladies infectieuses.

Le Ministère des sciences et de l'enseignement supérieur de la Fédération de Russie doit développer des programmes éducatifs fédéraux indépendants pour

former des spécialistes dans le domaine de la biologie synthétique, de la biotechnologie et de la bio-ingénierie.

Le Gouvernement de la Fédération de Russie, en collaboration avec le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie et la Commission d'enquête de la Fédération de Russie, doit :

analyser et évaluer l'application de la loi dans le domaine du contrôle des exportations et de l'exportation de matériel biologique de la Fédération de Russie, en prévoyant des mécanismes supplémentaires pour prévenir et réprimer les infractions et les crimes liés au mouvement illégal de biomatériaux et de biotechnologies à travers la frontière d'État de la Fédération de Russie ; résoudre la question de l'établissement de la responsabilité pénale en cas de violation répétée de la législation sur le contrôle des exportations, ainsi que si de telles actions ont causé un préjudice important, indépendamment de la présence de connaissances ;

étudier la question de l'introduction de la responsabilité administrative en cas de non-communication d'informations (informations) sur les recherches scientifiques en cours dans le domaine de la sécurité biologique conformément aux règles d'information des organisations, institutions et individus, quelle que soit leur affiliation ministérielle ; assurer l'intégration des territoires libérés (République populaire de Donetsk et République populaire de Lougansk, région

de Kherson et région de Zaporijia) dans le système national de sécurité biologique.

En ce qui concerne les faits de travail effectué dans des laboratoires sur le territoire de l'Ukraine en violation de la BTWC, la Commission réaffirme sa position en faveur de la nécessité urgente d'un renforcement global du régime juridique international établi par la BTWC.

Afin de résoudre cette situation et d'éviter qu'elle ne se reproduise, et compte tenu également du développement rapide des sciences biologiques, des possibilités de double usage des agents microbiologiques, de la volonté des États occidentaux menés par les États-Unis de cacher le véritable objectif de leur programmes biomédicaux, y compris ceux menés hors du territoire national avant total avec la participation du Pentagone, nécessitent le développement des États membres

Mécanisme de vérification de la BTWC pour le respect de la convention.

Il est également nécessaire de définir les paramètres fondamentaux et le mécanisme pour mener des enquêtes sur d'éventuelles violations des dispositions BTWC en vertu de l'article VI de la BTWC. À cet égard, la Fédération de Russie a proposé en 2021 de former un groupe d'experts gouvernementaux à composition non limitée pour convenir conjointement des

modalités techniques et des procédures spécifiques pour la mise en œuvre d'un tel activités.

La formation de mécanismes institutionnels dans le cadre de la BTWC pour la mise en œuvre pratique des articles VI, VII et X est demandée. La Fédération de Russie s'appuie sur l'expérience des équipes russes spécialisées dans la lutte contre l'épidémie, y compris leur participation à l'élimination du virus Ebola l'épidémie de virus en Afrique de l'Ouest en 2014-2015, a invité les États membres de la BTWC à mettre en place des unités biomédicales mobiles dans le cadre de la Convention. De tels laboratoires mobiles ont déjà montré leur pertinence et leur efficacité dans des situations d'urgence à caractère sanitaire et épidémiologique. L'initiative russe, lorsqu'elle est mise en œuvre dans le cadre de la BTWC, peut avoir un effet synergique et contribuer à l'utilisation efficace de ressources limitées.

Pour une mise en œuvre plus efficace de l'article XII de la BTWC, une attention accrue devrait être accordée à l'étude des réalisations scientifiques et technologiques modernes et prometteuses qui peuvent avoir un impact à la fois positif et négatif sur la réalisation des objectifs de la BTWC. L'importance de tenir compte des nouveaux développements scientifiques et technologiques pertinents pour la BTWC est soulignée dans les documents finaux des VI, VII et

VIII Conférences d'examen de la BTWC. La mise en pratique de cette approche nécessite la création d'une structure distincte au sein de la BTWC pour examiner les développements scientifiques et technologiques pertinents pour la BTWC et fournir

États participants des recommandations pertinentes.

En 2016, la Russie a proposé de créer un comité consultatif scientifique à la BTWC à cette fin et a soumis aux États participants pour examen un projet détaillé des documents constitutifs, y compris le mandat, la composition et les paramètres de fonctionnement de ce comité. Au cours des années suivantes, le projet a été finalisé en tenant compte des opinions exprimées par les pays et reste «sur la table» comme le projet le plus développé parmi les projets similaires.

La Russie promouvra activement ces propositions dans le cadre de la IX Conférence d'examen de la BTWC établie sur la base de l'initiative russe du Groupe de travail pour le renforcement de la BTWC. Il est chargé d'identifier, d'étudier et d'élaborer des mesures concrètes et efficaces (y compris des mesures juridiquement contraignantes), ainsi que de préparer des recommandations pour renforcer et institutionnaliser la BTWC sous tous ses aspects.

En outre, étant donné le caractère fondamental dans le régime juridique international de l'interdiction des armes biologiques du Protocole de Genève sur l'interdiction de l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou autres et

d'agents bactériologiques du 17 juin 1925, sa généralisation et la levée des réserves émises par les États (en mars 2023, 146 États parties).

La Commission considère qu'il est nécessaire de compléter les mesures de confiance dans le cadre de la BTWC par des informations sur l'ensemble de la recherche et du développement biomédicaux effectués par des unités de recherche sur ordre ou avec toute participation des ministères de la défense ou d'autres organismes militaires et (ou) forces de l'ordre des États participants en dehors du territoire national, y compris en coopération avec d'autres États.

L'élargissement de la coopération avec les alliés et les partenaires dans le domaine de la sécurité biologique, principalement avec les États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective et les États participants, est d'une grande importance.

Communauté des États indépendants.

La Commission note en outre que le terrorisme international constitue une grave menace pour la sécurité biologique mondiale et la non-prolifération des armes biologiques. À cet égard, les efforts de la Russie ne devraient pas se limiter au renforcement du régime de la BTWC.

La Commission estime qu'il est juste d'orienter les efforts juridiques internationaux de la Fédération de Russie et d'autres États à l'esprit constructif vers le lancement rapide de négociations multilatérales sur l'élaboration d'une

convention internationale de lutte contre les actes de terrorisme chimique et biologique dans le cadre de la conférence du désarmement .

La Commission rappelle que pour la première fois cette initiative a été annoncée par la Fédération de Russie à Genève le 1er mars 2016 lors de la Conférence du désarmement. La base de la poursuite de la promotion de l'idée d'élaborer une convention sur le terrorisme biologique réside dans les lacunes existantes du droit international qui ne permettent pas une réponse rapide et efficace à la menace du terrorisme biologique. La mise en œuvre de l'initiative russe d'élaboration et de signature d'une convention internationale de lutte contre les actes de terrorisme chimique et biologique est confiée au ministère russe des Affaires étrangères, au ministère russe de la Défense, au service russe de renseignement extérieur, au service fédéral russe de sécurité, au ministère russe de l'industrie et du commerce conformément à l'arrêté du gouvernement de la Fédération de Russie du 28 août 2019 n ° 1906-r «Sur l'approbation du plan d'action pour la mise en œuvre des principes fondamentaux de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la garantie la sécurité chimique et biologique jusqu'en 2025 et au-delà ».

La Commission enregistre le soutien à cette initiative dans les documents suivants :

Déclaration à l'occasion du 30^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Fédération de Russie et la République du Kazakhstan

(Moscou, 28 novembre 2022) ;

Déclaration de Qingdao du Conseil des chefs d'État des États membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (Ville de Qingdao, 10 juin 2018) ;

Déclaration de Pékin du XIV Sommet des BRICS (23 juin 2022);

Déclaration conjointe à l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS (19 mai 2022).